



Commune de
BELLEGARDE-EN-FOREZ



Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme

1

RAPPORT DE PRESENTATION



PLU

Approbation le : 12 décembre 2016

Révisions et modifications :

Mise à jour n°1 arrêtée le 27/03/2025

Modification n°1 approuvée le 01/04/2025

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	5
1. LE PLAN LOCAL D'URBANISME EN VIGUEUR.....	5
2. LES MOTIVATIONS DE L'ÉVOLUTION DU PLU	5
3. LA PROCÉDURE DE MODIFICATION	6
RAPPEL DU CONTEXTE COMMUNAL	9
1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA COMMUNE	9
2. L'INTÉGRATION AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE FOREZ EST.....	10
3. LES AUTRES GROUPEMENTS INTERCOMMUNAUX	10
4. LE PROJET COMMUNAL DÉFINI DANS LE PLU : LE PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES (PADD)	11
LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX	14
1. PRINCIPES GÉNÉRAUX DU CODE DE L'URBANISME – L. 101-2 DU CODE DE L'URBANISME	14
2. LOI MONTAGNE	14
3. LE SRADDET, SCHÉMA RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT, DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES AUVERGNE RHÔNE ALPES	15
LE BILAN DE L'HABITAT DU PLAN LOCAL D'URBANISME : JUSTIFICATION DE L'UTILITÉ DE L'OUVERTURE À L'URBANISATION	18
1. PRÉAMBULE.....	18
2. ANALYSE	19
3. RÉSUMÉ.....	31
4. PERSPECTIVE D'ÉVOLUTION.....	32
LA JUSTIFICATION DE LA FAISABILITÉ OPÉRATIONNELLE DU PROJET	40
MODIFICATION DU ZONAGE	41
1. OUVERTURE À L'URBANISATION D'UNE PARTIE DE LA ZONE 2AUA	41
2. IDENTIFICATION DE DEUX CHANGEMENTS DE DESTINATION	41
L'ÉVOLUTION DES SUPERFICIES	44
LA MODIFICATION DES ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)	46
LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT	50
LA MISE À JOUR DES ANNEXES	53
INCIDENCES SUR LES CAPACITÉS D'ACCUEIL	54
1. CAPACITÉS D'ACCUEIL INITIALES	54
2. RÉALISATIONS SUR LA PÉRIODE 2017-2023	54
3. ÉVOLUTION DES CAPACITÉS D'ACCUEIL	55
LES ANNEXES	56
1. ANNEXE N°1 : DÉLIBÉRATION DE PRINCIPE DU CONSEIL MUNICIPAL N°BEL-2022-09-06-017 EN DATE DU 9 JUIN 2022 PRESCRIVANT LA MODIFICATION DU PLU	56
2. ANNEXE N°2 : DÉLIBÉRATION MOTIVÉE DU CONSEIL MUNICIPAL N°BEL-2023-02-02-0014 EN DATE DU 2 FÉVRIER 2023	58
3. ANNEXE N°3 : ARRÊTÉ DE PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION DU 24 FÉVRIER 2023.....	61
4. ANNEXE N°4 : PLAN DE LOCALISATION DES PERMIS DE CONSTRUIRE	63
5. ANNEXE N°5 : PLAN DE LOCALISATION DES DISPONIBILITÉS FONCIÈRES.....	65
6. ANNEXE N°6 : PRÉ-ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE	67

PRÉAMBULE

1. LE PLAN LOCAL D'URBANISME EN VIGUEUR

La commune de Bellegarde-en-Forez dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 12 décembre 2016, PLU Grenelle. Il n'a pas fait l'objet d'évolution depuis.

2. LES MOTIVATIONS DE L'ÉVOLUTION DU PLU

La commune a souhaité modifier son PLU pour ouvrir à l'urbanisation une partie de la zone 2AUa, située dans le bourg sur le secteur du Ruisseau. L'objectif est de poursuivre l'opération de renouvellement urbain déjà engagée sur ce secteur, via l'urbanisation de la zone 1AUa, pour accueillir de l'habitat à proximité immédiate du centre-bourg, répondre aux besoins en termes d'habitat et faire vivre la commune. En effet, il s'agit **d'un site composé d'une friche économique occupée antérieurement par une entreprise qui s'est délocalisée en dehors de la commune.**

Ce projet s'inscrit au sein des orientations du PADD du PLU.





Localisation du projet de la modification n°1 du PLU

La commune profite de cette procédure pour intégrer d'autres objets, tels que l'intégration du zonage pluvial réalisé en 2020, la mise à jour du zonage d'assainissement des eaux usées, l'identification de deux changements de destination, et des modifications au niveau du règlement.

Dans le cadre de cette ouverture à l'urbanisation et des modifications apportées au PLU, les documents suivants du PLU sont modifiés :

- Le zonage est modifié notamment pour transformer une partie de la zone 2AUa en une zone 1AUa et pour intégrer deux changements de destination,
- L'OAP du secteur du Ruisseau présente au PLU est mise à jour,
- Le règlement,
- Les annexes pour intégrer et mettre à jour les zonages d'assainissement des eaux pluviales et des eaux usées.

Les autres pièces du PLU restent inchangées.

3. LA PROCÉDURE DE MODIFICATION

La procédure de modification est encadrée par l'article L. 153-36 du code de l'urbanisme : « *Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions* ».

Ainsi, elle peut être utilisée à condition de :

- Ne pas changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- Ne pas réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- Ne pas réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

La procédure de modification est codifiée aux articles L.153-36 à L.153-44 du code de l'urbanisme.

Il est rappelé que l'article L.153-31 du code de l'urbanisme stipule que « *Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque la commune décide :*

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de

l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ».

Or, conformément au II de l'article 199 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021, le 4° du présent article n'est pas applicable aux zones à urbaniser délimitées par le règlement d'un plan local d'urbanisme adopté avant le 1^{er} janvier 2018. Pour ces zones, le 4° du présent article continue à s'appliquer dans sa rédaction antérieure à la promulgation de ladite loi, à savoir un délai de 9 ans au lieu de 6 ans.

Ainsi, le PLU de Bellegarde-en-Forez étant approuvé le 12 décembre 2016, avant 2018, et depuis moins de 9 ans, une procédure de modification avec enquête publique est suffisante pour ouvrir cette zone 2AUa à l'urbanisation.

L'article L. 153-38 du code de l'urbanisme stipule que « *Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones* ».

Cette modification n°1 du PLU a ainsi été prescrite par **délibération de principe n°BEL-2022-09-06-017 en date du 9 juin 2022.**

Une délibération motivée du Conseil Municipal n°BEL-2023-02-02-014 en date du 2 février 2023 vient compléter la précédente pour apporter les arguments en lien avec l'article L. 153-38 du code de l'urbanisme.

Un arrêté du Maire n°8P/2023 en date du 27 février 2023 prescrit également cette procédure et en définit ses objectifs. *(Ces délibérations et cet arrêté sont joints en annexe du rapport de présentation).*

Il est précisé que la commune de Bellegarde-en-Forez n'est pas concernée par un SCoT opposable. Faisant partie de la Communauté de Communes Forez Est, elle est intégrée au périmètre du SCoT Sud Loire, sans qu'aucun document ne soit applicable à la commune. Aussi, en application des articles L. 142-4 et 5 du code de l'urbanisme, **l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUa ne peut se réaliser sans l'accord du Préfet**, donné après avis de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers et du Syndicat Mixte du SCoT Sud Loire.

La présente procédure fait l'objet d'une **demande au cas par cas auprès de l'Autorité Environnementale**, en l'absence de site Natura 2000 sur la commune.

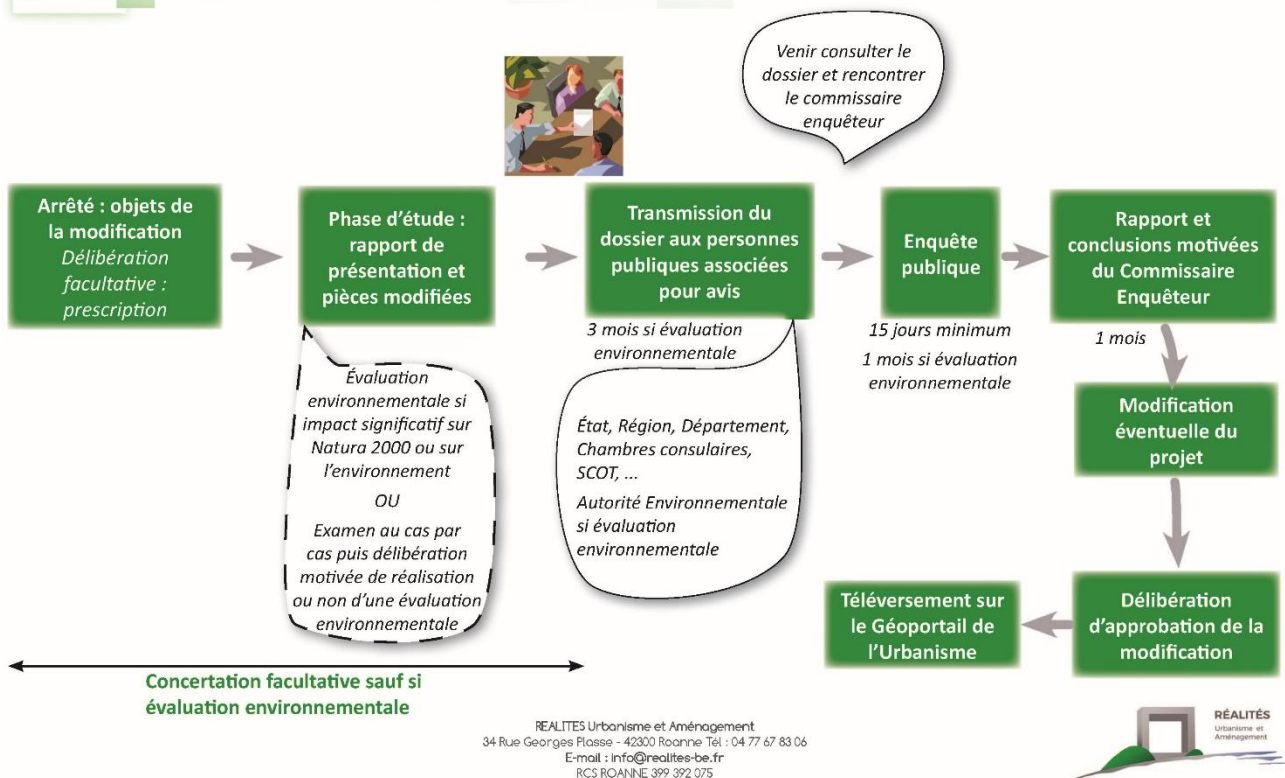
Le dossier de modification est notifié, avant l'ouverture de l'enquête publique, à l'ensemble des personnes publiques associées qui peuvent ainsi formuler leur avis.

Ensuite, **la phase d'enquête publique** est lancée et le commissaire enquêteur dispose d'un mois pour remettre son rapport. Le projet de modification pourra être modifié pour tenir compte des avis des personnes publiques associées et du rapport du commissaire enquêteur.

Enfin, **la modification est approuvée en Conseil Municipal.**

En l'absence de SCoT opposable, la modification du PLU est opposable un mois après sa transmission en Préfecture.

PROCÉDURE DE MODIFICATION DU PLU / PLUI



RAPPEL DU CONTEXTE COMMUNAL

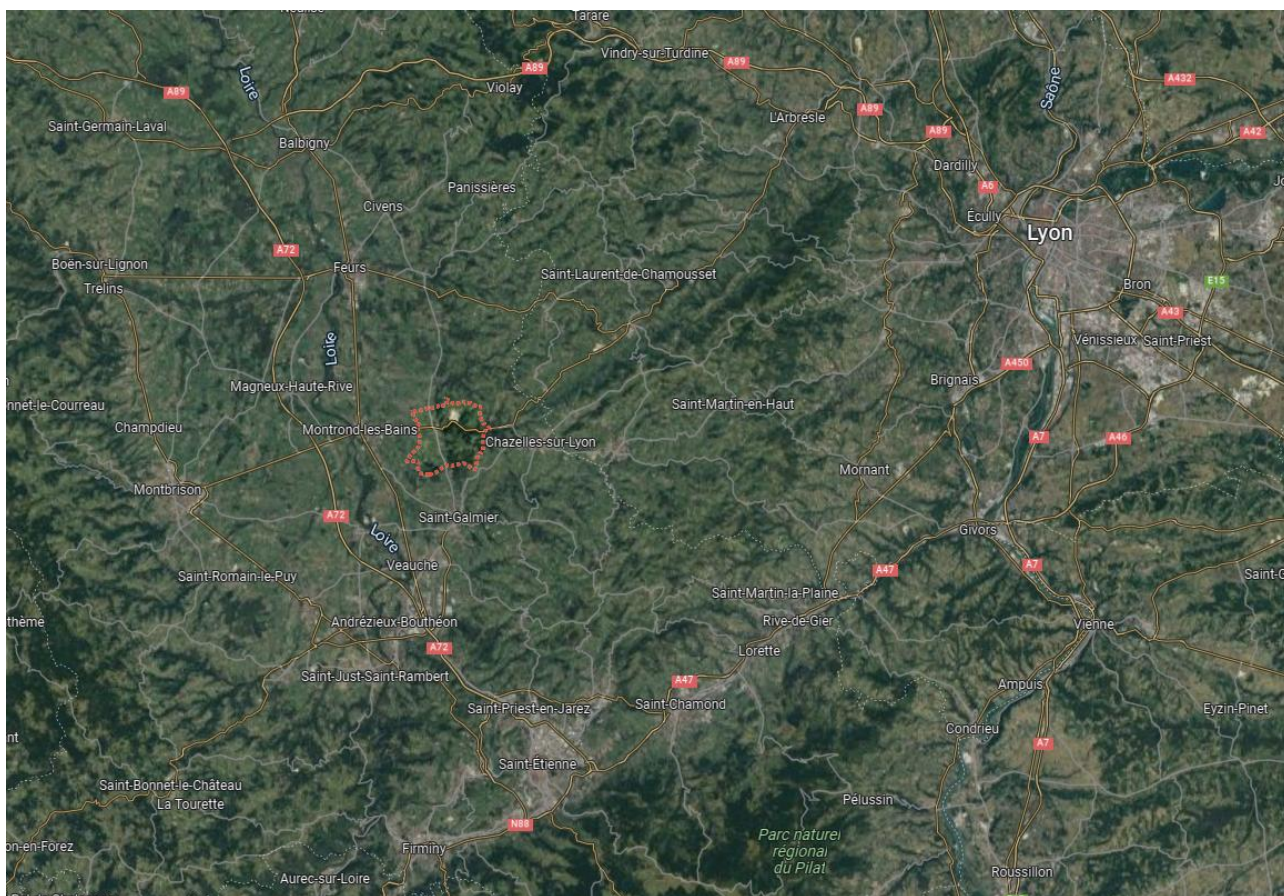
1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA COMMUNE

Bellegarde-en-Forez, une commune de la plaine du Forez au contrefort des Monts du Lyonnais

La commune de Bellegarde-en-Forez est située à l'Est du département de la Loire, dans la plaine du Forez entre les Monts du Lyonnais et les Monts du Forez.

La commune se localise à environ 30 km au Nord de Saint-Etienne, 65 km au Sud de Roanne et 65 km au Sud-Ouest de Lyon, les trois principales agglomérations situées à proximité.

De façon plus locale, la commune se situe à 5 km de Montrond-les-Bains et à 7 km de Saint-Galmier. La commune appartient également à l'arrondissement de Montbrison.



Bellegarde-en-Forez est traversée d'Est en Ouest par la route départementale 1089, route de Lyon à Bordeaux, via Clermont-Ferrand. Elle est également desservie par la RD10 selon un axe Nord-Sud, liaison Balbigny / La Fouillouse.

Les communes limitrophes sont : Saint-Cyr-les-Vignes (928 hab.) au Nord, Maringes (665 hab.) au Nord-Est, Chazelles-sur-Lyon (5 137 hab.) à l'Est, Saint-Galmier (5 646 hab.) au Sud, Cuzieu (1 494 hab.) au Sud-Ouest, Saint-André-le-Puy (1 326 hab.) à l'Ouest.



La commune s'étend sur 1 891 ha, et présente un paysage agricole encore bien présent, représentant la majorité du territoire. Les boisements occupent également bien la commune, principalement sur la partie Est, autour d'un quart du territoire.

La commune comptait 1 987 bellegardois en 2020.

2. L'INTÉGRATION AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE FOREZ EST

Bellegarde-en-Forez fait partie, depuis le 1^{er} janvier 2017, de la Communauté de Communes Forez-Est créée du regroupement des Communautés de Communes de Feurs en Forez, Collines du Matin, Balbigny, de 2 communes de Forez en Lyonnais et de 7 communes du Pays de Saint-Galmier.



Bellegarde-en-Forez appartenait auparavant à la communauté de communes du Pays de Saint-Galmier.

Cette intercommunalité regroupe 42 communes pour 553 km² et 64 083 habitants en 2020.

Bellegarde-en-Forez se situe au Sud et représente 3% de la population.

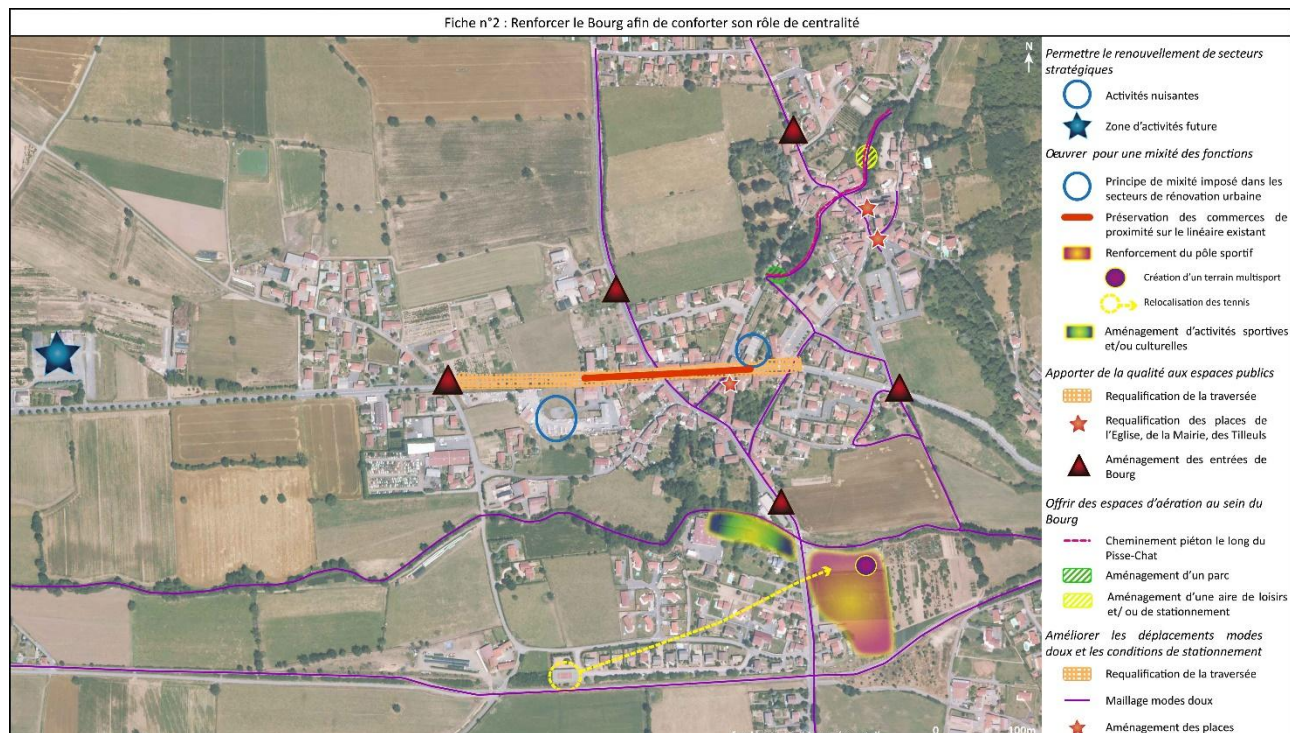
Les compétences exercées par la communauté de communes sont principalement dans le domaine de l'habitat, de l'aménagement du territoire et de l'économie.



3. LES AUTRES GROUPEMENTS INTERCOMMUNAUX

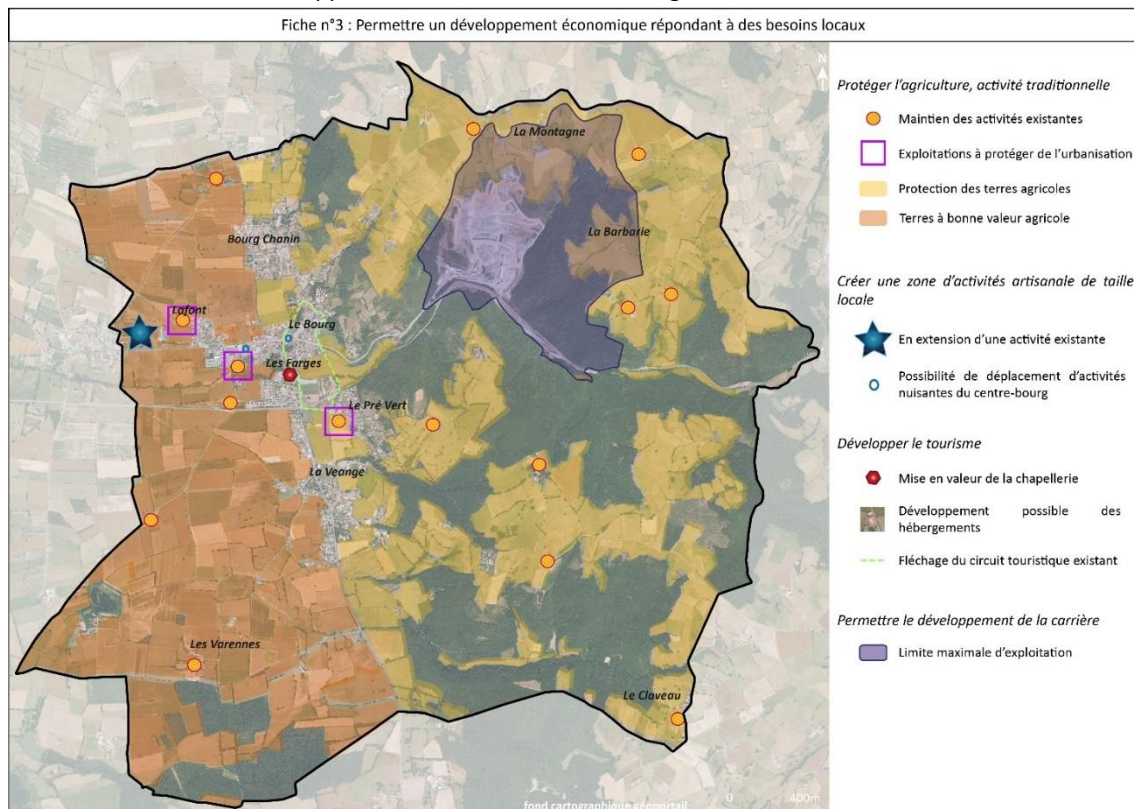
Bellegarde-en-Forez fait également partie de plusieurs autres syndicats, notamment :

- Le Syndicat intercommunal du Val d'Anzieux et de Plancieux en eau potable assainissement (SIVAP), créé le 24 décembre 1999. Il concerne 9 communes et plus de 12 500 habitants. Il a pour compétence le traitement, l'adduction et la distribution d'eau, ainsi que l'assainissement collectif et non collectif.
- Le Syndicat intercommunal d'Energies du Département de la Loire (SIEL), créé le 13 juin 1950. Il concerne toutes les communes du département. Il a la compétence en matière de production et de distribution de l'énergie.



- Fiche 3 : Permettre un développement économique répondant à des besoins locaux

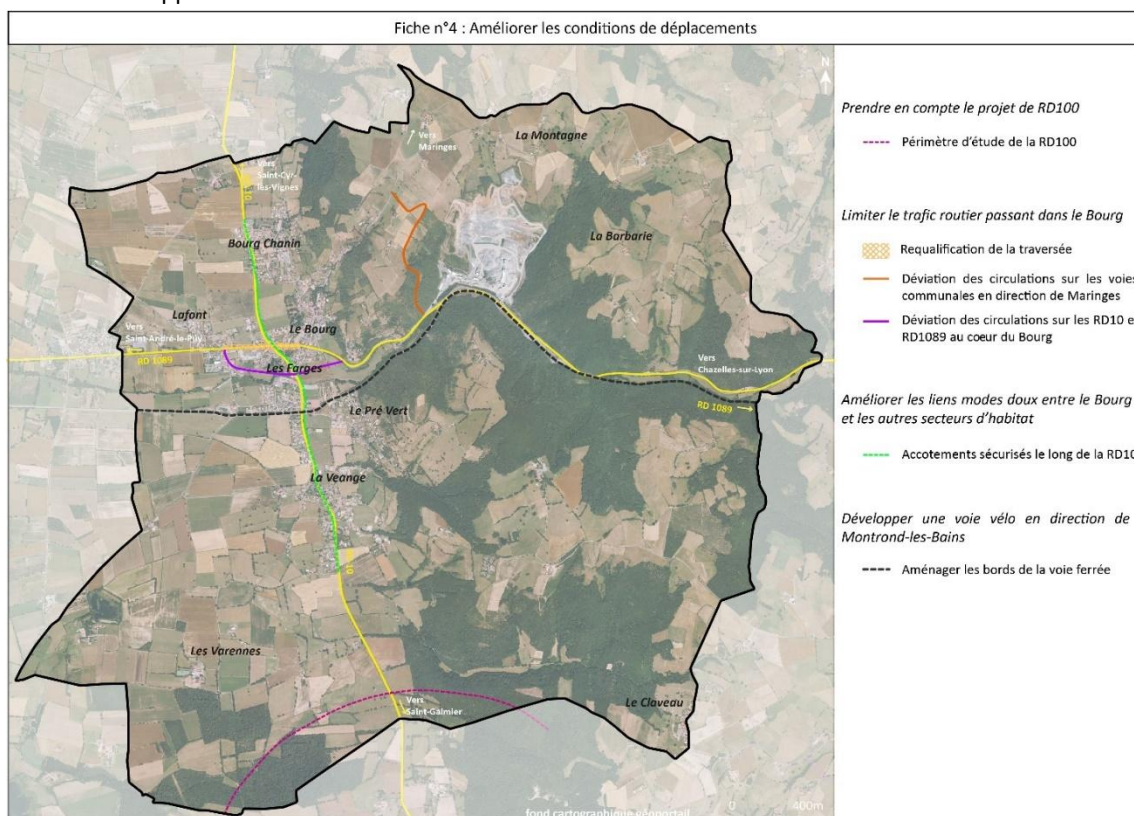
- Protéger l'agriculture, activité traditionnelle sur Bellegarde-en-Forez
- Créer une zone d'activités artisanales intercommunale de taille locale
- Permettre aux entreprises en place de se développer
- Développer le tourisme
- Permettre le développement de la carrière
- Promouvoir le développement des nouvelles technologies



- Fiche 4 : Améliorer les déplacements des Bellegardois

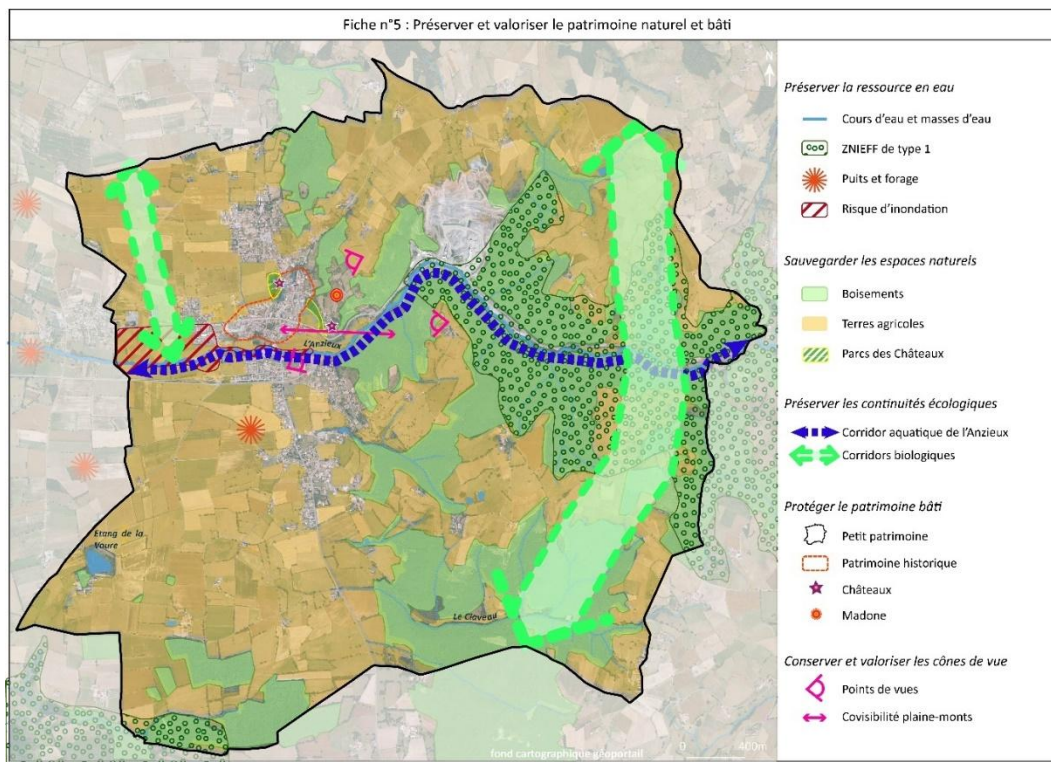
- Prendre en compte le projet de RD 100 qui aura des impacts sur la commune
- Limiter le trafic routier passant dans le bourg

- Encourager l'utilisation des transports collectifs et inciter à leur amélioration, en collaboration avec les organismes compétents
- Améliorer les lieux modes doux avec les communes voisines et entre le Bourg et les secteurs d'habitat
- Développer une voie vélo en direction de Montrond-les-Bains



- Fiche 5 : Préserver et valoriser le patrimoine naturel et architectural

- Préserver la ressource en eau
- Sauvegarder les espaces naturels
- Préserver les continuités écologiques
- Protéger le patrimoine bâti
- Conserver et valoriser les cônes de vue



LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

1. PRINCIPES GÉNÉRAUX DU CODE DE L'URBANISME – L. 101-2 DU CODE DE L'URBANISME

La modification doit respecter les principes généraux du code de l'urbanisme.

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales. »

2. LOI MONTAGNE

Bellegarde-en-Forez est classée en zone de montagne. La Directive d'Aménagement National du 22 Novembre 1977 dote ces zones de montagne de règles d'urbanisme spécifiques, régime qui fut remodelé par la loi du 9 Janvier 1985.

Les principes sont les suivants :

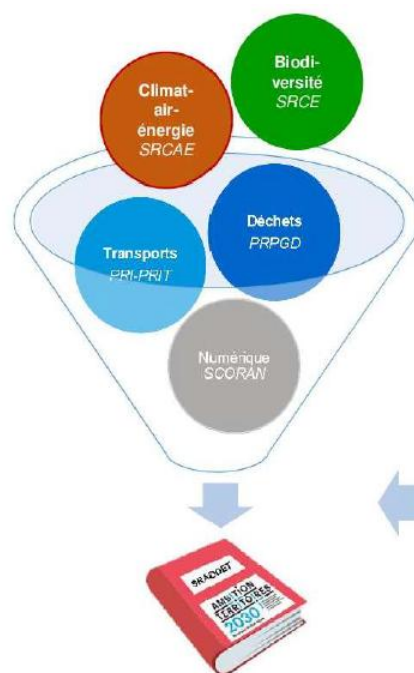
- la préservation des activités traditionnelles, activités agricoles, pastorales et forestières ;
- la préservation du patrimoine naturel et culturel montagnard ;
- la protection des plans d'eau ;
- l'extension de l'urbanisation en continuité des Bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants ;
- éventuellement la prise en compte des communautés d'intérêts et de l'équipement des activités économiques et de loisirs par la création d'unité touristique nouvelle.

3. LE SRADDET, SCHÉMA RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT, DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES AUVERGNE RHÔNE ALPES

Le SRADDET a été adopté le 20 décembre 2019 et approuvé le 10 Avril 2020.
Il rassemble de nombreux documents relatifs aux thématiques climat-air-énergie, biodiversité, transports, déchets, numérique.
Il définit une feuille de route sur 11 thématiques à l'horizon 2030.

Il se compose :

- un rapport constitué :
 - une synthèse de l'état des lieux
 - enjeux
 - une ambition
 - objectifs stratégiques, prescriptifs, illustrés d'une carte synthétique indicative
- un fascicule regroupant :
 - les règles générales prescriptives
 - les modalités de suivi et d'évaluation du SRADDET
- des annexes sans caractère de prescriptivité.



Les SCoT, PLUi, PLU doivent prendre en compte les objectifs du SRADDET et être compatibles avec les règles générales du fascicule.

Feuille de route en matière d'aménagement du territoire et d'environnement, le SRADDET conjugue 11 thématiques.



Les règles prescriptives sont relatives à :

- Aménagement du territoire et de la montagne
- Infrastructures de transport, d'intermodalité et de développement des transports
- Climat, air, énergie : performances énergétiques, énergie renouvelable, diminution des GES...

- **Protection et restauration de la biodiversité** : continuités écologiques, réservoirs de biodiversité, corridors écologiques...
- **Prévention et gestion des déchets**
- **Risques naturels**

Ci-joint les règles ayant une portée en termes d'urbanisme réglementaire et s'imposant aux PLU :

Règle n°3 – Objectif de production de logements et cohérence avec l'armature définie dans les SCoT

Les objectifs de production de logements définis dans les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent être définis et justifiés en cohérence avec les niveaux de polarité (par exemple ceux de l'armature définie dans les SCoT), et avec les besoins observés sur le territoire et les territoires voisins en matière de : maintien et accueil de population (taux de croissance envisagé), offre de transports et services de mobilité, localisation des zones d'emplois, changements de modes de vie, parcours résidentiels, préservation du foncier et ressources disponibles, diversification de l'offre de logement (habitat intermédiaire, formes alternatives, etc.), etc.

Par ailleurs, ces objectifs devront être phasés dans le temps, et leur mise en œuvre devra être justifiée et déclinée en travaillant sur plusieurs axes :

- prioritairement la réhabilitation des logements dégradés (copropriétés privées et publiques, monopropriété) et la reconversion des friches ;
- la résorption de la vacance ;
- le traitement de l'habitat indigne ;
- enfin, après traitement des autres modalités, la production de logements neufs (en priorité par densification des espaces déjà urbanisés et renouvellement urbain).

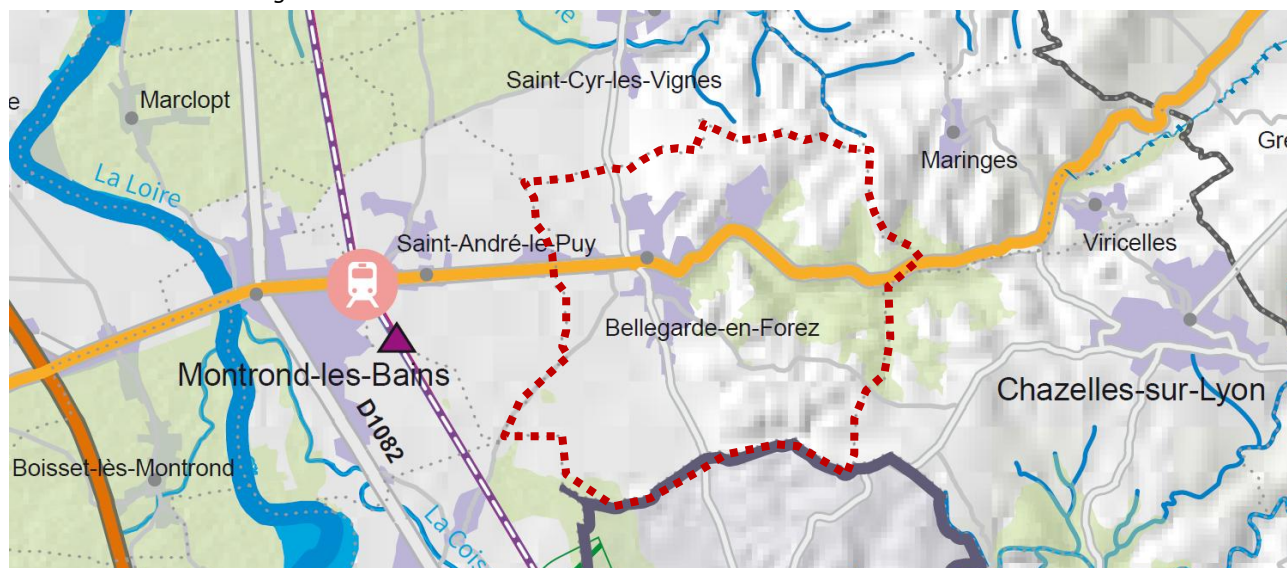
Règle n°4 – Gestion économe et approche intégrée de la ressource foncière

Pour participer à la réduction de la consommation foncière à l'échelle régionale, en conformité avec une trajectoire devant conduire au « zéro artificialisation nette » à l'horizon 2050 comme annoncé par la Commission européenne, les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent donner la priorité à la limitation de la consommation d'espace quel que soit l'usage (économique, logistique, habitat, services, commerces, etc.).

Pour se faire, il conviendra de :

- Elaborer une approche globale des cycles du foncier, par une gestion intégrée (habitat, économie, agriculture, biodiversité etc.) et à visée opérationnelle.
Cette approche transversale pourra faire l'objet de stratégies foncières déclinées à terme en plans d'actions foncière à l'échelle des EPCI, dont l'objet sera de planifier les interventions foncières dans une perspective pluriannuelle, en organisant l'acquisition anticipée et le « portage » de terrains à aménager, et en mobilisant les ressources et les outils disponibles, pour faciliter la réalisation de projets d'aménagement communaux et intercommunaux.
- Mobiliser prioritairement, avant tout projet d'extension ou de création, les opportunités existantes à l'intérieur des enveloppes bâties et aménagées, à travers le renouvellement urbain, notamment par :
 - la requalification des friches (démolition / reconstruction) ;
 - la densification raisonnée du tissu existant – tout en ménageant des espaces d'aménités et en augmentant la place du végétal en ville –, les SCoT demandant aux PLU(i) de définir des densités minimums ;
 - le réinvestissement des dents creuses et du bâti vacant ;
 - les réhabilitations, en anticipant les changements d'usage et de destination des espaces réhabilités (logique d'urbanisme circulaire) ;
 - la mutualisation d'équipements (par exemple stationnement, stockage, restauration, etc.).
- Orienter le développement dans les limites urbaines existantes et les secteurs les mieux desservis, avant toute extension ou création. A défaut, ces dernières (extensions et créations) devront être justifiées au vu des évolutions démographiques des dix dernières années, se feront en continuité urbaine, et seront préalablement conditionnées à la définition d'objectifs :
 - de qualité urbaine, architecturale, paysagère et naturelle ;
 - de densité raisonnée et adaptée aux caractéristiques du territoire ;
 - d'anticipation des usages futurs des nouveaux aménagements, en travaillant sur la mutabilité et la réversibilité des constructions.

Carte recentrée sur Bellegarde-en-Forez du SRADDET :



Pont-de-Barret

d/ Communes de moins de 2 000 habitants



e / Taches urbaines



Réservoirs de biodiversité : à préserver



Milieux aquatiques (cours d'eau, lacs et zones humides) :
à préserver ou à restaurer selon leur fonctionnalité



Gare desservie par des transports collectifs d'intérêt régional
ou d'équilibre du territoire



Réseau départemental d'intérêt régional (RRIR)



Autre réseau départemental



Autre voirie



▲ actif
▲ inactif

Embranchement ferroviaire industriel

LE BILAN DE L'HABITAT DU PLAN LOCAL D'URBANISME : JUSTIFICATION DE L'UTILITÉ DE L'OUVERTURE À L'URBANISATION

1. PRÉAMBULE

Avant d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser à vocation d'habitat, il convient de réaliser **un bilan du PLU**, afin d'étudier les conséquences du PLU approuvé, les évolutions en terme démographique, d'habitat, de consommation foncière. Ces éléments sont indispensables pour justifier de cette ouverture à l'urbanisation et repris dans la délibération motivée du Conseil Municipal devant justifier l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle du projet.

Ce bilan intervient un peu après la mi-parcours du PLU. En effet, le PLU a été approuvé en décembre 2016 et s'applique donc sur 2017-2028, soit 12 ans. Le bilan porte sur les 7 premières années d'application du PLU.

Le bilan du Plan Local d'Urbanisme : une obligation réglementaire

Il est rappelé qu'un bilan du PLU reste obligatoire et permet notamment de justifier d'une procédure d'évolution du PLU :

Extrait de l'article L.153-27 du code de l'urbanisme : « **Six ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur ou sa modification en application du présent article, le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L. 101-2.**

L'analyse des résultats donne lieu à une délibération du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan.

L'analyse des résultats peut inclure le rapport relatif à l'artificialisation des sols mentionné à l'article L. 2231-1 du Code général des collectivités territoriales. Dans ce cas, la délibération prévue au troisième alinéa du présent article vaut débat et vote au titre du troisième alinéa de l'article L. 2231-1 du Code général des collectivités territoriales. »

Le PLU de Bellegarde-en-Forez a été approuvé en décembre 2016. Le bilan est donc réalisé sur la période 2017-2023.

La méthode employée pour la réalisation du bilan

L'analyse réalisée et le bilan qui en découle sont basés sur les permis de construire accordés pour la réalisation de logements au cours des années passées depuis l'approbation du PLU, à savoir depuis le 1^{er} janvier 2017 et jusqu'au 31 décembre 2023.

Il fait notamment **ressortir et analyse la cohérence avec les orientations du PADD** du PLU de Bellegarde-en-Forez.

Ce bilan du PLU porte plus particulièrement sur l'évolution démographique selon les données INSEE, l'évolution des constructions à partir du registre en mairie (nombre, typologie, localisation, surface consommée, densité...), l'urbanisation des zones à urbaniser, les surfaces disponibles.

Ce bilan sert de base de justification pour la modification du PLU.

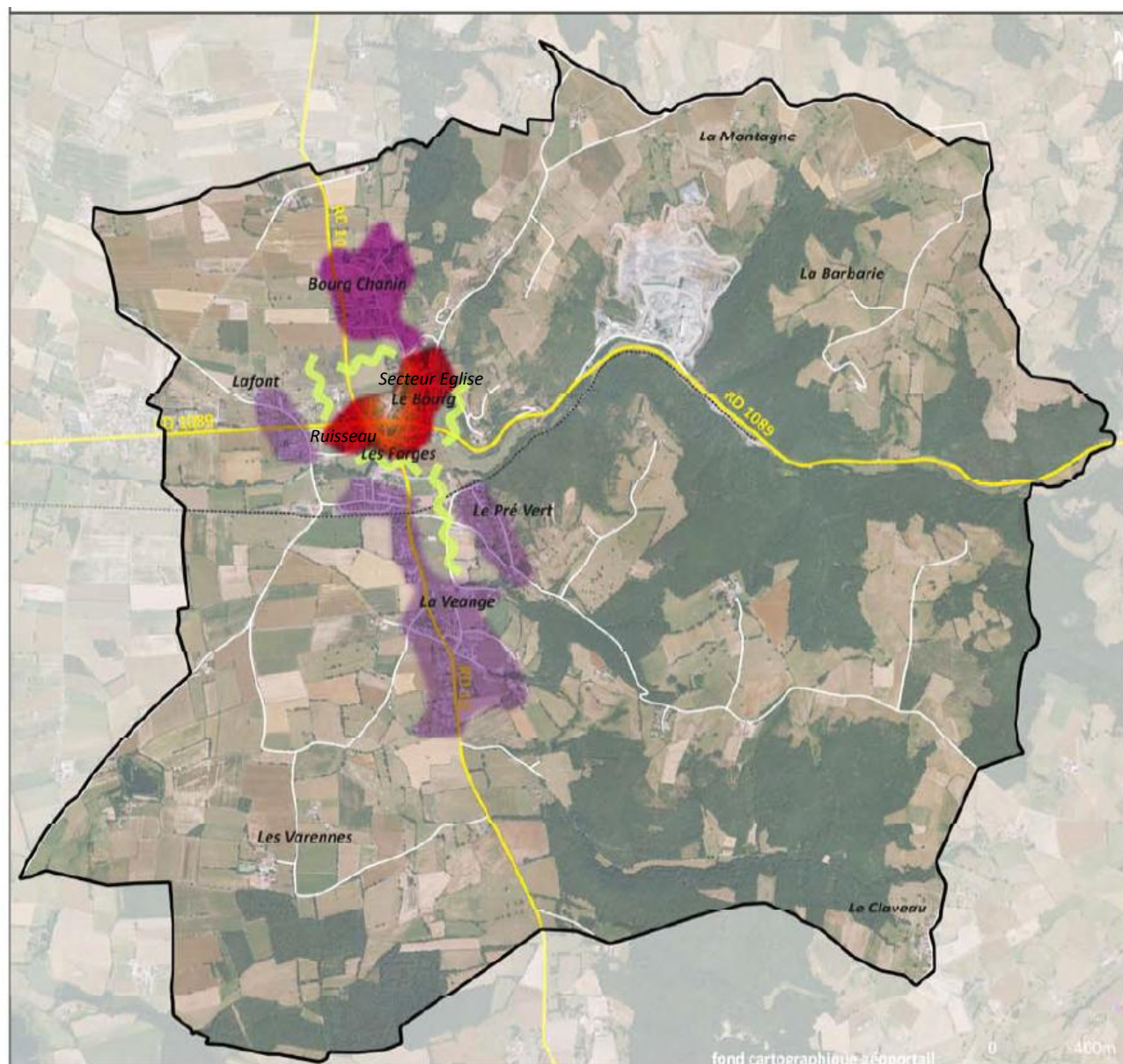
2. ANALYSE

Tableau des permis de construire

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	TOTAL
Logements réalisés	0	8	1	8	11	4	20	52
Logements réalisés en changement de destination / aménagement du bâti	0	1	0	0	2	0	0	3
Localisation								
Bourg		1			2			3
Zone du PLU								
UB		1			2			3
Logements en démolition - reconstruction	0	0	1	0	0	0	0	1
Localisation								
Lafont			1					1
Zone du PLU								
UD			1					1
Logements neufs	0	7	0	8	9	4	20	48
Localisation		7	0	8	9	4	20	
Bourg		2			4	3	18	27
Secteur de l'Eglise								0
Secteur du Ruisseau						3	18	21
Autres		2			4			6
Bourg Chanin				1	3	1		
Le Pré Vert				2			1	
La Véange		5		5	2		1	
Lafont								
Autres								
Zone du PLU		7	0	8	9	4	20	
UB		2						2
UC				1	3	1		5
UD		5		7	2		2	16
1AUa					4	3	18	25
Typologie des parcelles concernées	0	7	1	8	9	4	20	49
Zone AU-OAP-servitude					4	3	18	25
Dent creuse		2		7	4		1	14
Division parcellaire		5	1	1	1	1	1	10
Décomposition de la surface totale des opérations en m	0	3 447	824	5 233	5 055	3 468	6 118	24 145
Surface en démolition-reconstruction		0	824	0	0	0		824
Surface en division parcellaire		2 288	0	684	574	831	1 333	5 710
Consommation foncière en dent creuse		1 159	0	4 549	3 858	0	1 225	10 791
Consommation foncière en zone AU-OAP		0	0	0	623	2 637	3 560	6 820
Surface moyenne par logement (m²)		492	824	654	562	867	306	493
Consommation d'espaces agricoles et naturels en m²*	0	1 159	0	4 549	4 481	2 637	4 785	12 826
Densité moyenne des opérations neuves (logts/ha)		17	0	15	18	11	40	37
Densité moyenne globale (logts/ha)		69	0	18	25	15	42	41
Typologie	0	8	1	8	11	4	20	52
Logements individuels		6	1	8	5	4	6	30
Logements groupés		2			4			6
Logements collectifs					2		14	16
Occupation du logement	0	8	1	8	11	4	20	52
Locatif social					4			4
Locatif					2			2
Accession à la propriété		8	1	8	5	4	20	46

*Consommation réelle d'espace, les divisions parcellaires et démolitions reconstructions ne comptent pas en consommation foncière, étant déjà des secteurs construits et urbanisés

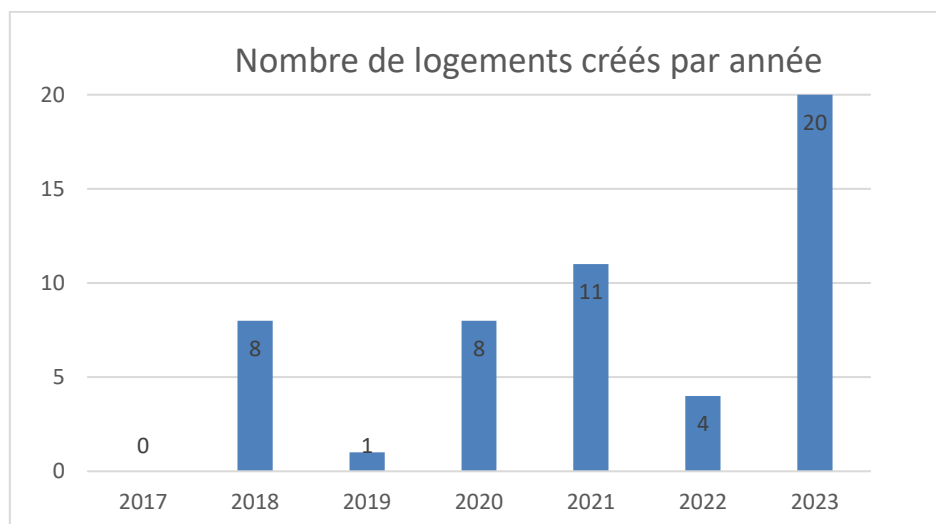
Les périmètres d'étude



2.1. LA PRODUCTION GLOBALE DE LOGEMENTS

Depuis l'approbation du PLU en décembre 2016, du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2023, **52 logements ont été réalisés ou sont en cours de réalisation (permis de construire accordés), soit une moyenne de 7,4 logements par an.**

La majorité des logements (92 %) ont été réalisés en construction neuve, avec un logement en démolition d'un ancien bâtiment (abri de stockage), 1 logement par changement de destination d'un local de services et 2 logements créés en aménagement du bâti existant.



Le projet communal indique un rythme de production de logements à environ 8 logements par an jusqu'en 2028, soit 123 logements au total (sur 2014-2028, 15 ans). Les logements réalisés sur 2014-2016 ont été ôtés lors de l'approbation du PLU, restant ainsi 111 logements sur 2017-2028 (*se reporter au rapport de présentation du PLU en page 189*).

Ce rythme de logements avait été défini de façon inférieure au rythme de logements sur les 25 dernières années avant l'approbation du PLU (1990-2015) avec une moyenne de 10,9 logements par an.

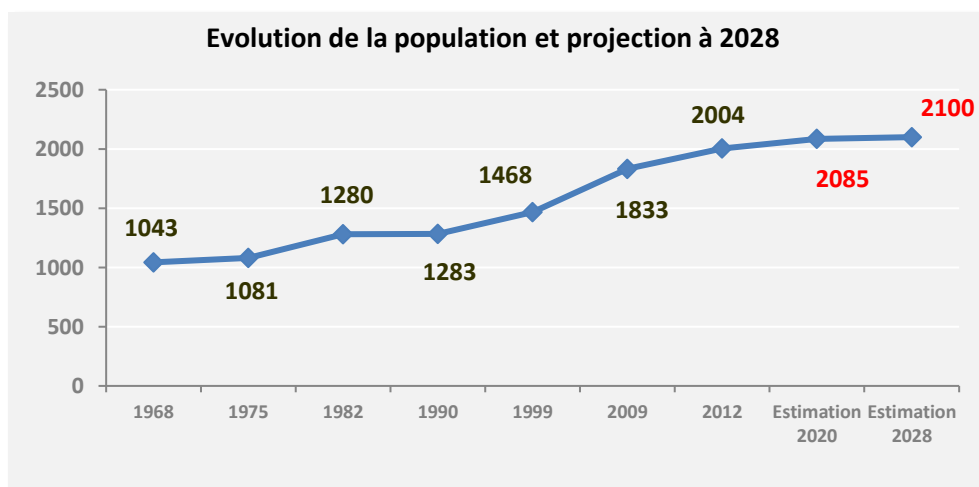
Au cours des 7 années depuis l'approbation du PLU (2017-2023), il s'est réalisé 52 logements, soit un rythme de production annuel de 7,4 logements, similaire au rythme envisagé dans le cadre du PADD.

Un rythme de production de logements qui a chuté depuis l'approbation du PLU en 2016 par rapport à la décennie précédente. Il s'élève à 7,4 logements par an et est compatible avec le rythme prévu au PADD s'élevant à 8 logements par an.

Il reste ainsi un potentiel de 59 logements à créer (111 prévus pour 2017-2028 moins les 52 réalisés sur 2017-2023) pour Bellegarde-en-Forez sur 2024-2028 (*moyenne de 11,8 logements par an sur les 5 ans restants*) pour répondre aux objectifs du PADD.

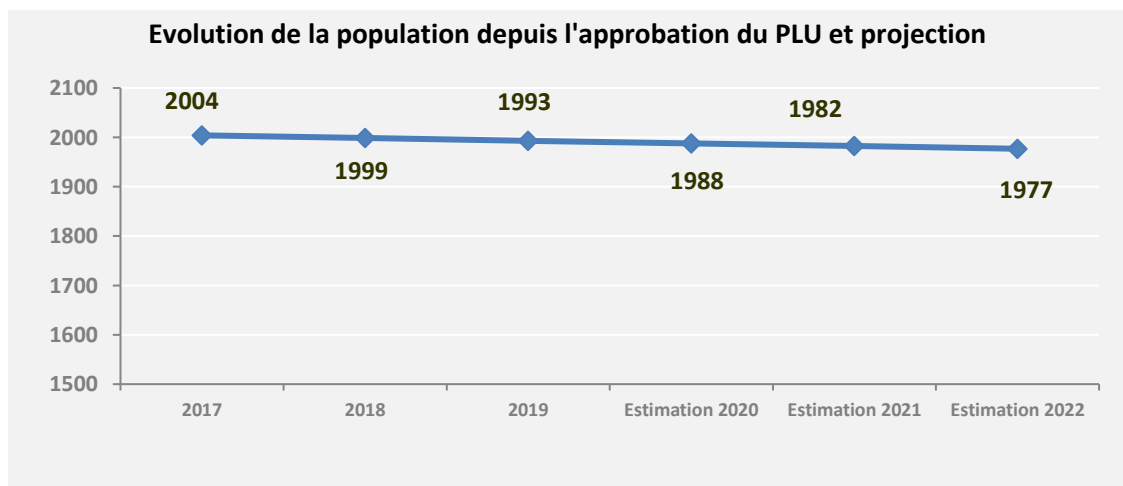
2.2. L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE ENGENDRÉE

En termes de développement démographique, le projet communal du PLU vise à poursuivre la croissance démographique de façon plus raisonnée que sur les décennies précédentes, autour de 0,5 – 1 % par an, avec l'objectif de ne pas aller bien au-delà des 2 100 habitants à horizon 2028.



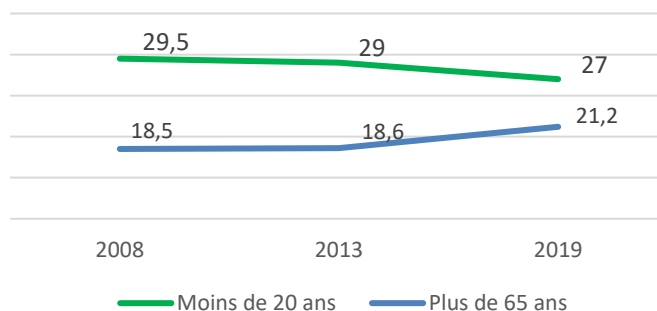
Selon les données INSEE, la population de Bellegarde-en-Forez est estimée à 2 004 habitants en 2017, soit une hausse de 1,1 % par an sur les 10 années précédant le PLU depuis 2007.

Le dernier recensement INSEE de 2019 fait état de 1 993 habitants, en baisse depuis l'approbation du PLU. La commune subit en effet une baisse démographique de -0,27 % par an entre 2017 et 2019, liée au vieillissement de la population et au manque de renouvellement de la population.

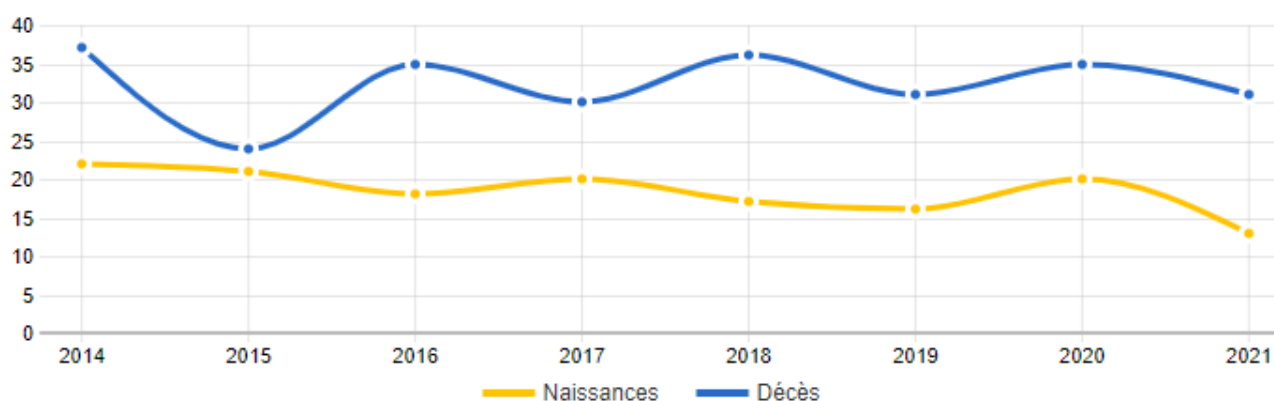


INSEE, RGP 1968- 2019	Variation annuelle moyenne de la population en %						
	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2008	2008 à 2013	2013 à 2019
Bellegarde-en-Forez	0,5%	2,4%	+0,0%	1,5%	+2,4%	1,9%	0,0%
Due au solde naturel	0,7%	0,0%	-1,0%	-1,3%	-0,3%	-0,1%	-0,7%
Due au solde migratoire	-0,2%	+2,4%	+1,0%	2,7%	+2,8%	1,9%	0,7%

Evolution de la part des personnes jeunes et des seniors parmi la population totale (en %)



Naissances et décès domiciliés



Source : Insee, État civil

Ces graphiques montrent le vieillissement de la population, et la baisse des jeunes, qui se traduit par la fermeture de 2 classes scolaires depuis l'approbation du PLU.

L'orientation du PADD est ainsi respectée sur ce point, avec une évolution de population maîtrisée et même en baisse, générant certaines difficultés au niveau de la vie communale (*effectifs scolaires, maison d'assistantes maternelles...*). Il est ainsi très peu probable que le seuil des 2 100 habitants soit dépassé en 2028.

Un objectif de maîtrise de l'augmentation de la population réalisé, mais avec actuellement une baisse démographique posant des dysfonctionnements à la commune. Il convient ainsi de pouvoir retrouver rapidement une nouvelle croissance démographique certes raisonnée, mais permettant d'assurer une dynamique communale.

2.3. LA NATURE DES LOGEMENTS ET LEUR LOCALISATION

Le PADD vise un développement urbain en densification de l'enveloppe urbaine, le comblement des dents creuses. Le PADD vise à prioriser les efforts sur le bourg par densification et notamment par une opération de renouvellement urbain sur le secteur du Ruisseau (friche économique).

En matière de vacance, les données INSEE affichent un taux de 7,4 % de vacance en 2019 représentant 63 logements, en hausse, avec un taux de 6,1 % en 2008 représentant 45 logements.

Selon les données Lovac, il existe 60 logements privés vacants au 1^{er} janvier 2020, soit un taux de 7,4 % dans le parc privé, dont 30 logements privés vacants depuis plus de 2 ans. Ce sont principalement sur ces logements qu'il convient d'agir. Il s'agit principalement de logements liés à une forte rétention foncière due au départ des personnes âgées habitant ces logements, ou des problèmes de succession. Une part des logements vacants est notamment localisée sur l'avenue des Farges, traversée de Bellegarde-en-Forez, au vu notamment des nuisances, même si les aménagements réalisés par la commune permettent de réduire la vitesse et limiter les nuisances. La commune n'a pas instauré la taxe sur les logements vacants à ce jour, car la vacance n'est pas problématique sur la commune.

Une attention particulière devra être portée aux logements vacants dont leur nombre a augmenté en 10 ans, même si sur Bellegarde-en-Forez la pression foncière fait qu'il n'existe pas ou peu de bâtiments vétustes, d'îlots insalubres, et que le taux de vacance autour de 7 % reste acceptable et nécessaire pour le renouvellement de population.

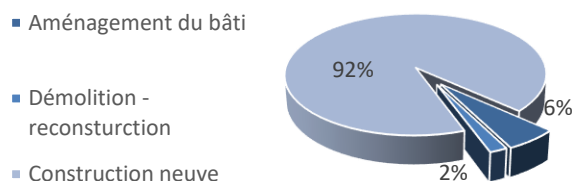
Sur les 52 logements réalisés entre 2017 et 2023 :

- 3 logements réalisés en aménagement du bâti : 1 logement en changement de destination d'un local de services et 3 logements en aménagement du bâti existant.

Les 16 bâtiments identifiés en changement de destination n'ont pas été mobilisés.

- 49 logements en construction neuve dont 1 en démolition-reconstruction

Répartition des logements



Sur les 49 logements en construction neuve :

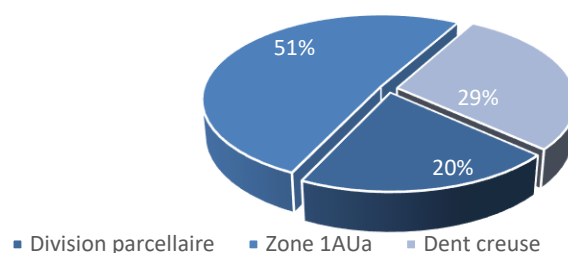
- 10 logements en densification par division parcellaire

Ces logements ne consomment ainsi pas d'espace car implantés sur des parcelles déjà construites.

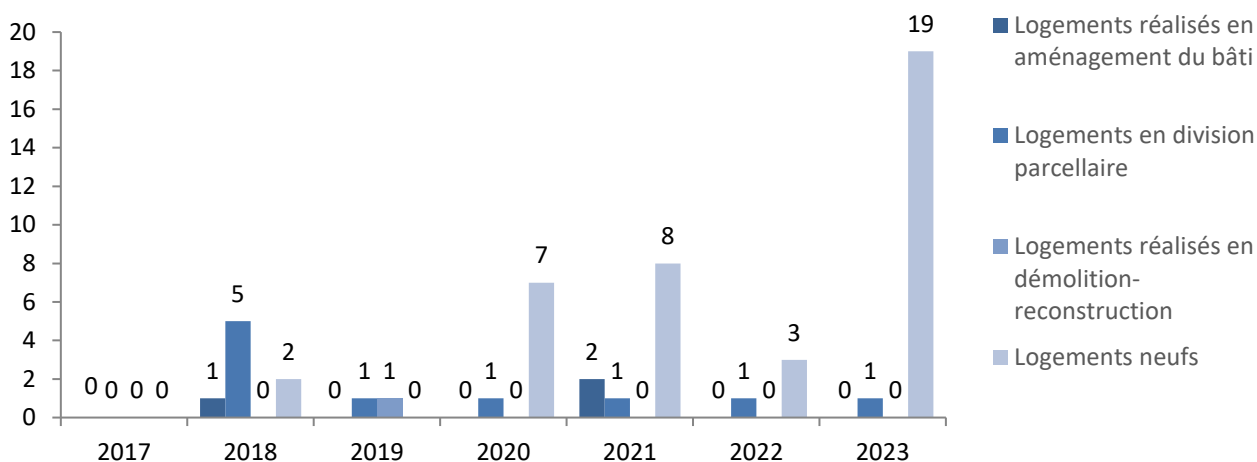
- 14 logements en dents creuses
- 25 logements en zone 1AUa.

L'avantage des logements créés par changement de destination, aménagement du bâti, démolition – reconstruction ou division parcellaire est qu'ils ne consomment pas d'espace.

Répartition des logements neufs



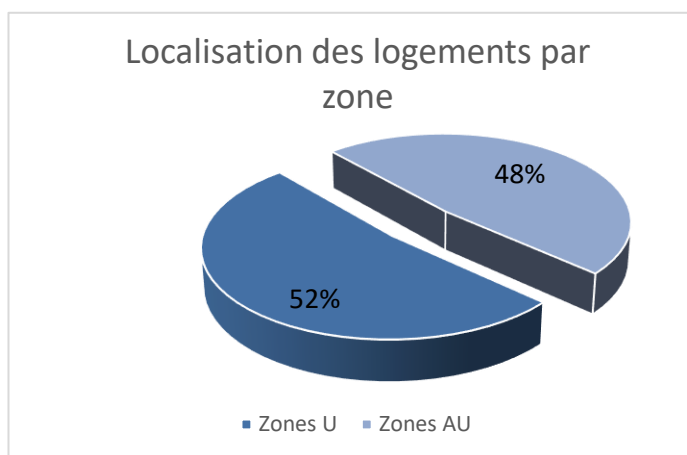
Nombre de logements créés par type et année



50 % de logements ont été créés sans consommer davantage d'espaces agricoles et naturels (*aménagement du bâti, démolition-reconstruction, densification en division parcellaire*). Il convient de poursuivre cette tendance de renouvellement urbain.

En matière de localisation, la proportion est similaire entre les zones urbaines et la zone à urbaniser du ruisseau. L'immeuble collectif (14 logements) fait fortement varier ces proportions.

La zone du ruisseau, même si elle est identifiée en zone à urbaniser est située à l'intérieur du tissu bâti du bourg. *(il existe très peu de zones urbaines considérées comme étant en extension de l'enveloppe urbaine sur la commune).*



Depuis 2017, sur les 52 logements réalisés, 27 ont été créés en zones urbaines U et 25 en zones à urbaniser AU.

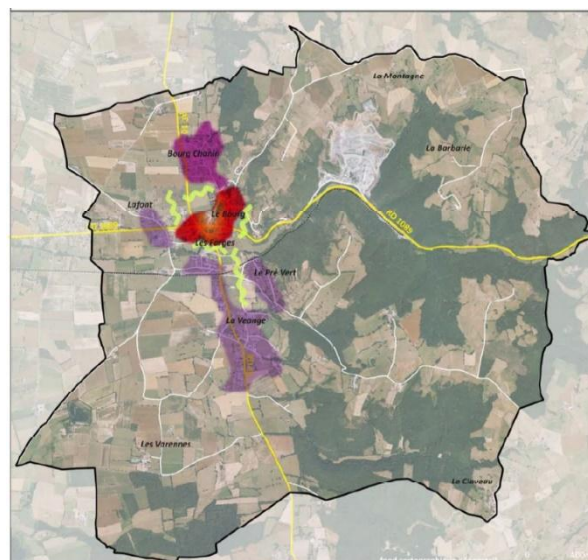
La densification de l'enveloppe bâtie s'est réalisée en lien avec les orientations du PADD, par comblement de dents creuses et divisions parcellaires, laissant moins de possibilités pour le futur.

La tendance récente montre une inversion puisque la zone du ruisseau est aménagée et, est en train d'être construite.

Le PADD vise ensuite à limiter le développement de la partie Sud du territoire sur les secteurs de la Vange et Chez Pattey en comblement de dents creuses et permettre une densification du secteur de Bourgchanin avec éventuellement des extensions limitées.

En matière de localisation, la partie Sud de Bellegarde-en-
Forez a été la plus attractive, le secteur de la Vange, dans
lequel il restait des dents creuses à combler :

- 27 logements dans le centre-bourg, dont 3 en aménagement du bâti
- 13 logements à la Vange
- 5 logements à Bourg Chanin
- 3 logements à Pré Vert
- 1 logement à Lafont



En fonction des années, des secteurs différents ont été investis, notamment La Véange en 2018 et 2020 et Bourg Chanin en 2021.

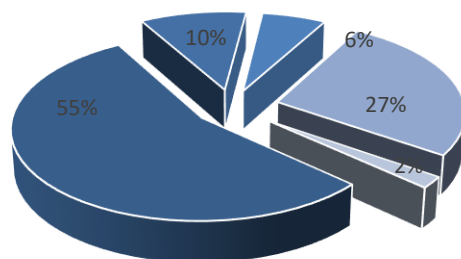
Les nouveaux logements sont majoritairement situés dans le Bourg (55%). L'aménagement du bâti existant et les changements de destination sont aussi localisés dans le bourg.

La zone du ruisseau est située dans le bourg. Son urbanisation (en cours) va encore conforter ce secteur à l'avenir.

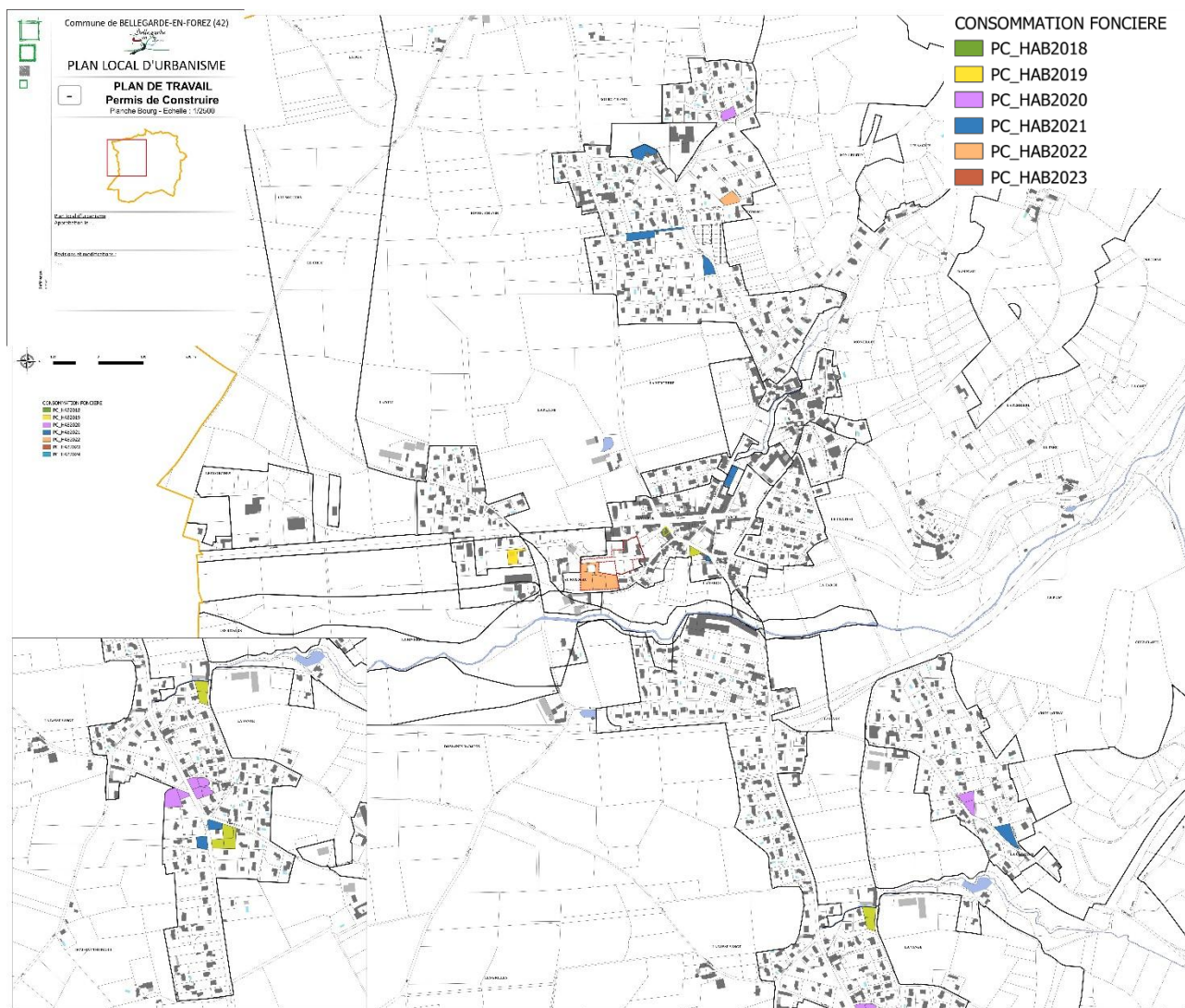
Si son aménagement a nécessité un certain temps au vu de sa complexité sur une friche économique, avec démolition-reconstruction, sa surface, la diversité de l'habitat envisagée, l'ouverture à l'urbanisation est fait dans un cadre réfléchi à l'échelle de l'opération entière.

La centralité du bourg reste bien affirmée.

Localisation des logements par secteur



■ Bourg ■ Bourg Chanin ■ Pré Vert ■ La Véange ■ Lafont



2.4. LA CONSOMMATION FONCIÈRE ET LA DENSITÉ

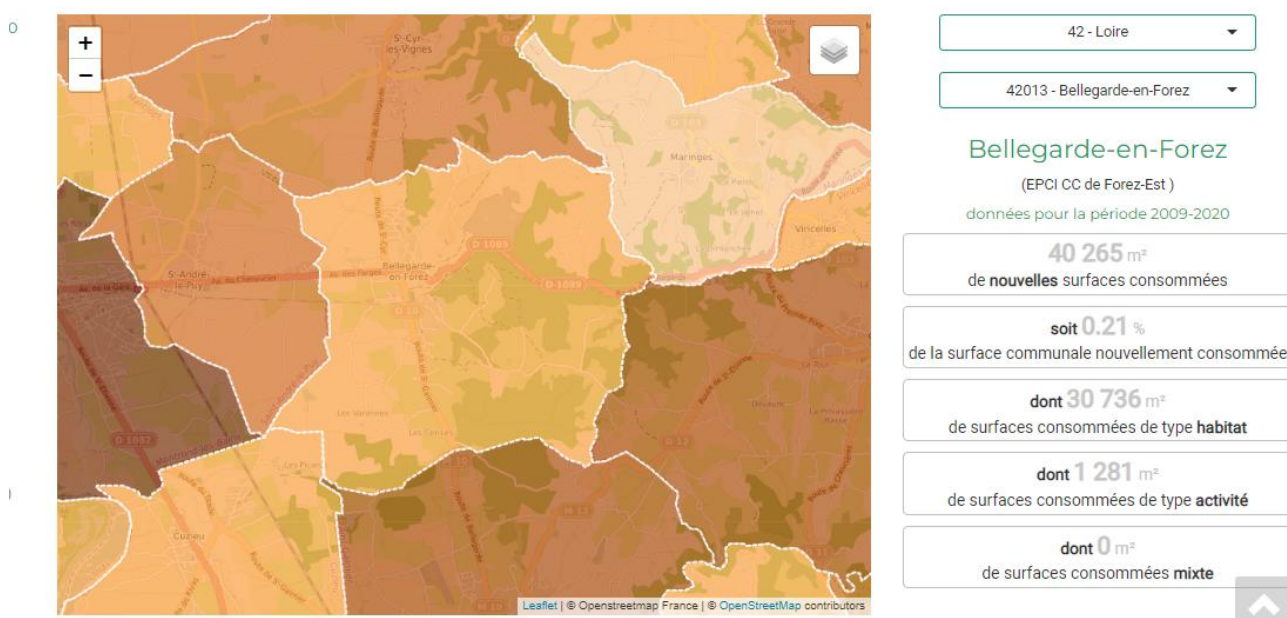
Le PADD donne des objectifs de densité avec une moyenne de 15 logements à l'hectare.

De plus, il fixe des objectifs de modération de la consommation foncière par rapport aux décennies passées avec une consommation foncière de l'ordre de 7 hectares sur 2017-2028, hors rétention foncière, soit une moyenne de 0,58 hectare par an sur 12 ans, contre une moyenne précédente de 1,1 hectare par an sur 2001-2010.

Le Géoportail de l'artificialisation estime la consommation des espaces agricoles et naturels sur Bellegarde-en-Forez à 4 hectares sur 2009-2020, dont 3,1 hectares pour l'habitat. Ce chiffre s'élève à 2,4 hectares pour l'habitat sur 10 ans du 01/01/2011 au 31/12/2020, soit une moyenne de 0,24 ha/an, selon ce même référentiel, avec des données bien différentes de celles-ci relevées par la commune.

Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Surface consommée en m ²	4160	1650	403	9529	640	2558	1147	1410	1364	950

Visualisation des flux de consommation d'espace pour la période de 2009 à 2020

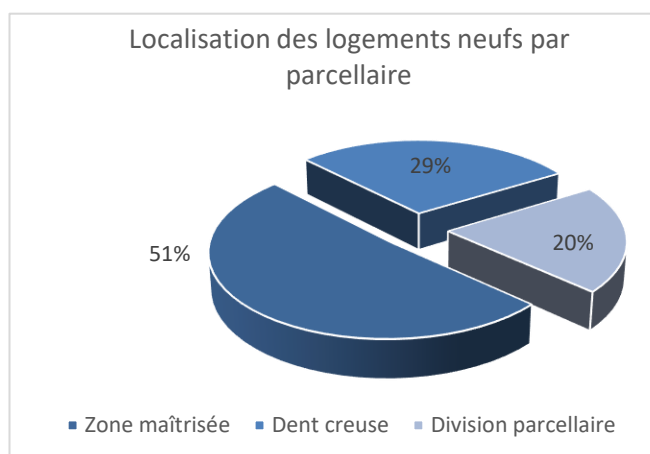


La construction neuve s'est réalisée sur des parcelles vierges cadastrées en zones U ou AU, mais également en division parcellaire de parcelles déjà bâties.

- 14 logements neufs construits en dents creuses,
- 10 logements neufs réalisés par division parcellaire
- 25 logements neufs réalisés en zone maîtrisée, zone 1AUa, secteur sous OAP

Le comblement de dents creuses a été prioritaire jusqu'en 2022. En 2023, la réalisation de 18 logements dont 14 en collectif, sur la zone 1AUa a fait largement évoluer les données.

La division parcellaire s'est également réalisée de façon soutenue sur la commune avec 20 %, du fait de la présence de parcelles construites d'une superficie importante et permet ainsi d'accueillir de nouveaux logements sans mobiliser d'espaces agricoles ou naturels, ces espaces étant déjà aménagés en dépendances.



La production de logements s'est réalisée sur une superficie totale 2,41 hectares :

- 0,08 ha en démolition-reconstruction
- 0,57 ha en division parcellaire
- 0,68 ha en zone à urbaniser
- 1,08 ha en dent creuse

Toutefois, concernant la réelle consommation d'espace, il convient de prendre uniquement les parcelles pouvant être considérées en espaces agricoles ou naturels.

Le comblement des dents creuses ou l'aménagement de la zone 1AUa ne représentent pas une réelle consommation

d'espaces agricoles, naturels ou forestiers au sens de la loi. La zone 1AUa, tout comme la zone 2AUa dont l'ouverture à l'urbanisation est l'objet de la modification, sont situés sur une friche urbaine. L'urbanisation de ces friches correspond donc à un renouvellement urbain.

La division parcellaire permet, elle aussi, de ne pas consommer d'espace tout comme les projets de démolition-reconstruction ou de friche urbaine.

Ainsi, la consommation foncière, qui n'est pas de la consommation d'espaces agricoles ou naturels, sur les 7 dernières années s'élève 1,76 ha, soit une moyenne de 0,25 ha par an.

La consommation foncière sur Bellegarde-en-Forez s'élève à 1,76 ha en 7 ans, soit une moyenne de 0,25 hectare par an (dent creuse et zone 1AUa), en cohérence avec la moyenne du géoportail de l'artificialisation sur les 10 dernières années.

Pour rappel, le PADD du PLU de Bellegarde-en-Forez indique une surface de 7 ha, mais tout espace confondu (dent creuse, division parcellaire, zones 1AUa et 2AUa). La consommation totale de 2,41 ha représente seulement 34 % des surfaces prévues, il reste ainsi un total de 4,59 ha par rapport aux orientations du PADD.

En moyenne sur Bellegarde-en-Forez, les opérations de logements neufs consommant de l'espace, en dents creuses et zone 1AUa, représentent une densité de 21,5 logements à l'hectare, ce qui est supérieur aux ambitions du PADD de 15 logements à l'hectare.

Au total, si l'on prend l'ensemble des surfaces (dents creuses, démolition-reconstruction, divisions parcellaires, zones 1AUa), la surface totale s'élève à 2,41 ha pour 52 logements, soit une densité de l'ordre de 22 logements à l'hectare.

Cette densité peut s'établir de la façon suivante en fonction des opérations :

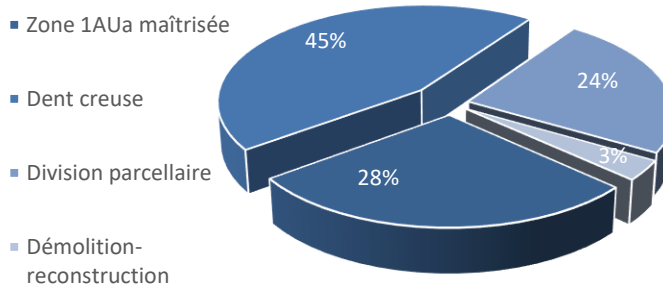
- **37 logements à l'hectare en secteur maîtrisé (zone 1AUa)**
- **18 logements à l'hectare en division parcellaire**
- **13 logements à l'hectare en dent creuse**
- **12 logements à l'hectare en démolition-reconstruction**

Les objectifs de densité sont respectés par rapport à la moyenne de 15 logements à l'hectare.

En secteur maîtrisé, la densité est importante et permet de parvenir à une moyenne acceptable.

Les densités peuvent ainsi être respectées en réalisant une diversité de l'habitat, avec du collectif, groupé et individuel.

Surface par type de parcelles



2.5. LA TYPOLOGIE DES LOGEMENTS

Le PADD indique la volonté de diversifier l'offre d'habitat, pour répondre au parcours résidentiel des habitants, notamment dans le centre. Il est nécessaire de rechercher des formes alternatives à la maison individuelle, et notamment des T2-T3. La commune souhaite orienter également la création de logements adaptés aux seniors indépendants, de type résidence multiservices.

L'ensemble des logements se répartit ainsi :

- 30 logements individuels
- 6 logements groupés
- 16 logements collectifs

Logements individuels

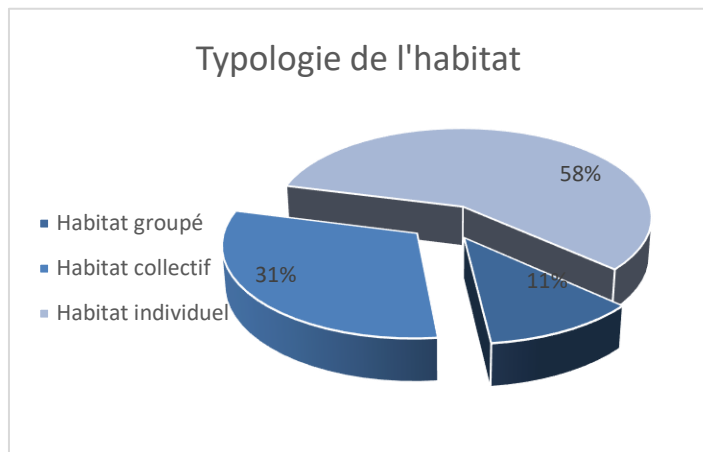
Habitation séparée d'une autre. Le logement individuel correspond à un bâtiment qui ne comporte qu'un seul foyer, autrement dit une maison.

Logements individuels groupés

Groupement homogène d'habitations individuelles mitoyennes entre elles. Ces logements peuvent être regroupés par deux ou plus.

Logements collectifs

Construction rassemblant plusieurs logements dans un même bâtiment.



Selon les données INSEE 2019, la part des maisons est passée de 90,5 % en 2008 à 88,9 % en 2019 et celle des appartements de 9,5 % (70) à 10,8 % (91).

Ces chiffres vont évoluer vu les 14 logements collectifs dont le permis a été déposé en 2023 au sein de la zone 1AUa du Ruisseau.

Il convient de poursuivre les objectifs de diversité de l'habitat. Ceux-ci sont davantage inscrits dans les secteurs d'OAP qui ne sont pas encore tous urbanisés.

La mise en place d'orientation d'aménagement permet ainsi de mieux inciter à une diversité des formes d'habitat.

L'objectif du projet communal se poursuit au travers de l'urbanisation de la zone 1AUa, avec un collectif de 14 logements (principalement des T3-T4 en accession à la propriété). L'habitat groupé est également à conforter comme moins consommateur d'espace et répondant à d'autres demandes.

L'ouverture à l'urbanisation permettra de continuer la diversification de l'offre en habitat de taille plus petite et surtout le développement de l'offre sociale dont un projet doit être réalisé sur la zone ouverte à l'urbanisation.

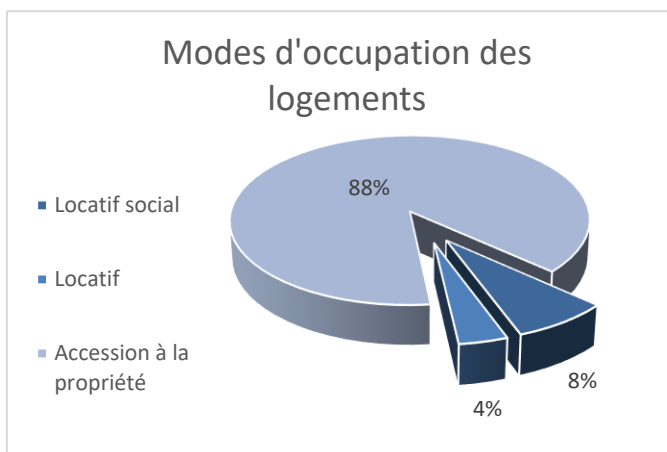
2.6. L'OCCUPATION DES LOGEMENTS

Le PADD indique un objectif de 10 % de l'offre globale de logements en logement accessible socialement est énoncé, représentant 12 logements.

L'accession à la propriété reste majoritaire mais il a été créé 6 logements locatifs représentant 8 % du total. La création de logements sociaux a été initiée au travers de 4 logements groupés au sein de la zone 1AUa du Bourg.

La production de logements a permis d'offrir :

- 46 logements en accession à la propriété
- 4 logements locatifs sociaux gérés par Bâtir et Loger
- 2 logements locatifs



Selon les données INSEE, 75,7 % des résidences principales sont en accession à la propriété en 2019 contre 77,9 % en 2008. Une évolution positive du locatif s'est opérée en 10 ans passant de 20,6 % en 2008 à 22,7 % en 2019.

Le logement locatif social représente 6,3 % du parc en 2019 avec 47 logements, chiffre qui a doublé en 10 ans (3,3 % et 22 logements en 2008).

Selon les données du registre communal, il est nécessaire d'ajouter les 4 logements locatifs sociaux.

Ainsi, 8 % de l'ensemble des logements créés en locatif, dont 4 % en locatif social représentant 4 logements sur les 12 prévus au PADD, soit 1/3 de l'objectif du PADD. Il reste un minimum de 8 logements sociaux à créer. Des logements sociaux sont notamment prévus au sein de la seconde tranche de l'opération du Ruisseau (zone 2AUa).

3. RÉSUMÉ

Les enjeux et conclusions sont ainsi les suivants :

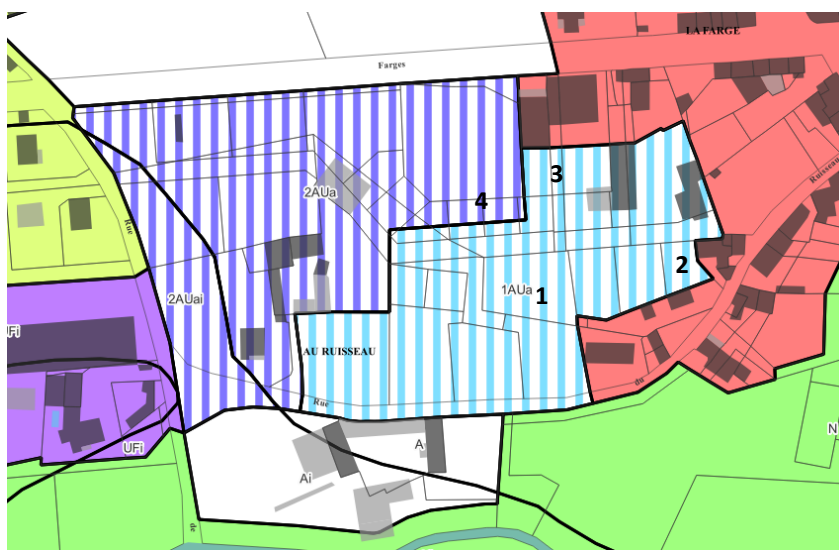
- **52 logements réalisés, moyenne de 7,4 logements comme prévu dans le PADD**
- **Reste un potentiel de 59 logements**
- **Une population en baisse, retrouver une dynamique nécessaire pour les écoles**
- **Un taux de vacance acceptable (7,4 %)**
- **52 % des logements créés en zone 1AUa, des possibilités restantes à venir**
- **56 % des logements réalisés au sein du Bourg, à poursuivre**
- **Une consommation d'espace de 2,41 ha (moyenne de 0,25 ha/an), contre un potentiel de 7 ha au total dans le PADD**
- **Une densité moyenne dans les orientations du PADD et même supérieure en zone maîtrisée**
- **42 % d'habitat autre que l'individuel (11,5 % groupé et 30,8 % collectif), à poursuivre avec la réalisation d'un bâtiment collectif à vocation sociale dans la zone à ouvrir à l'urbanisation**
- **Un enjeu de renouvellement urbain sur le secteur du Ruisseau (friche économique)**

4.2. LA ZONE 1AUa DU RUISSEAU

Le PADD formule l'objectif de réaliser une opération de renouvellement urbain notamment sur le secteur du Ruisseau avec mixité des fonctions et de l'habitat diversifié.

Cette zone 1AUa du Ruisseau a fait l'objet d'un **permis d'aménager accordé le 18 décembre 2020 sur une surface de 0,81 hectare**. Un permis d'aménager modificatif a également été déposé et accordé fin 2021. Ce projet s'inscrit dans une logique globale d'aménagement des zones 1AUa et 2AUa.

Il est précisé que le permis d'aménager est accordé sur 0,81 hectare et la zone 1AUa représente une superficie de 1,27 hectare. En effet, des parcelles adjacentes aux habitations ou commerces existants sont liées à ces vocations et font partie du tènement occupé pour lesquels aucun projet de construction n'est envisagé. Une parcelle fait l'objet de rétention foncière. Certaines parcelles au Nord vont finalement être intégrées à la phase 2, urbanisation de la zone 2AUa étant donné qu'elles sont situées sur les 2 zones.



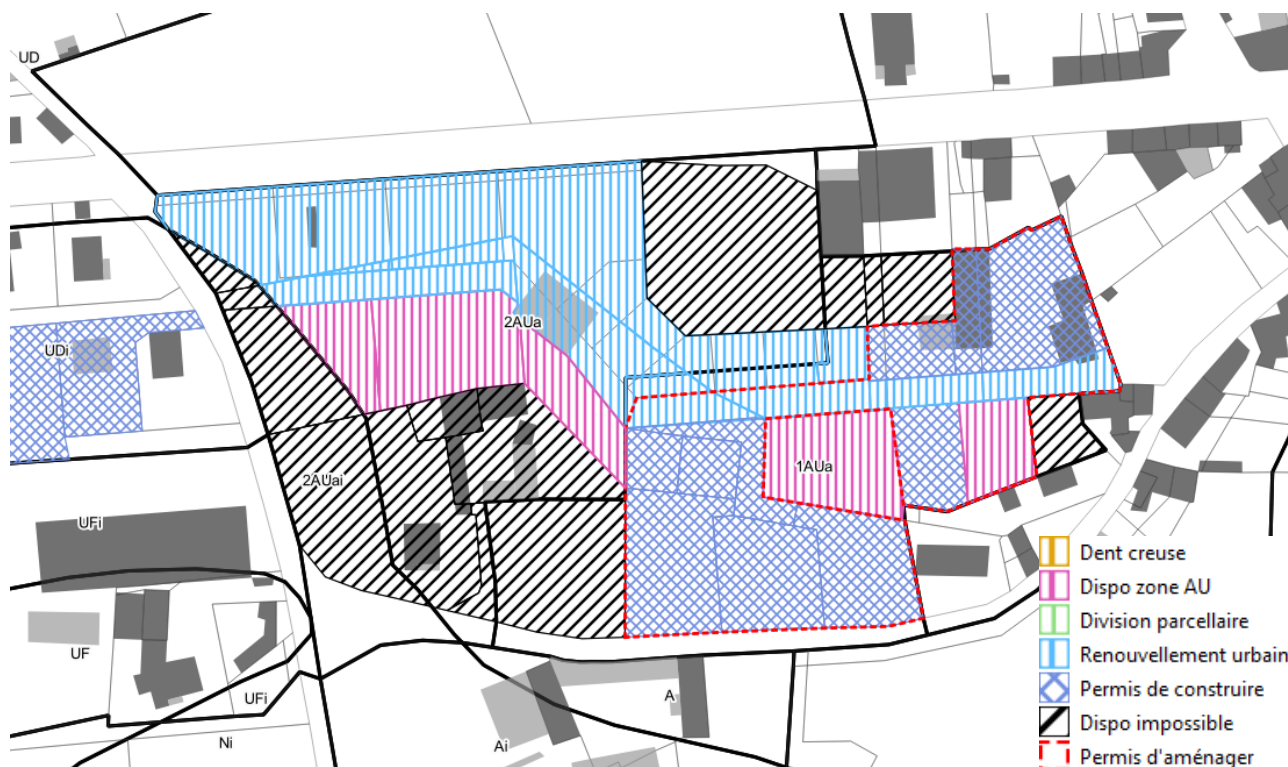
1 : rétention foncière (possibilité de 2 logements)

2 : dépendances liées à l'habitation adjacente

3 : dépendances liées au commerce, nécessaire pour la circulation des camions, stationnement, leur retournement et l'extension éventuelle du commerce

4 : parcelles situées pour partie en zone 1AUa et pour partie en 2AUa dont l'urbanisation est envisagée dans le cadre de la zone 2AUa, 2^{ème} tranche





4.3. LES DISPONIBILITÉS EN ZONES URBAINES

Rappel des dispositions du rapport de présentation du PLU approuvé sur les capacités d'accueil et les disponibilités :

Le taux de rétention foncière déterminée pour le développement de l'urbanisation en dent creuse est de 20%. Il se justifie par l'organisation et la configuration de la trame urbaine existante : une taille réduite de certaines parcelles, une inscription dans un tissu urbanisé dense qui contraindrait les nouvelles constructions à une certaine proximité avec le bâti existant, une inscription au sein de propriétés plus grandes. 2,92 ha sont disponibles en dent creuse et après rétention, la superficie mobilisable est de 2,34 hectares.

Le taux de rétention foncière déterminé pour le développement de l'urbanisation en division parcellaire au sein de plus vastes parcelles est de 75%. Il s'explique par une accessibilité limitée du foncier identifié, un rapport intime avec les constructions existantes sur la même propriété qui limite fortement la volonté de voir une nouvelle habitation s'implanter à proximité immédiate, la forme de certains tenements qui complique les possibilités d'implantation de nouvelles constructions, la difficulté de créer de nouveaux accès,.... 2,83 ha sont disponibles en divisions parcellaires et après rétention, la superficie mobilisable est de 0,71 ha.

Lieu	Superficie disponible en dent creuse (ha)	Superficie disponible en division parcellaire (ha)	Zone 1AUa (ha)	Zone 2AUa (ha)	Total (ha)
Le Bourg	0,17	0,04	1,44	1,61	3,26
Bourg Chanin	1,42	1,19			2,61
La Font	0,30	0,11			0,41
La Gare	0,52	0,65			1,17
La Véange	0,34	0,68			1,02
Chez Pattey	0,17	0,16			0,33
TOTAL	2,92	2,83	1,44	1,61	8,8
Taux de rétention foncière	20 %	75 %	0 %	0 %	
TOTAL après rétention	2,34	0,71	1,44	1,61	6,1

**selon la densité de 15 logements à l'hectare ou la définition du nombre de logements inscrits dans les OAP.*



Le bilan réalisé montre une consommation de :

- **1,08 ha d'espaces en dents creuses, soit 37 % des surfaces disponibles totales en dents creuses.**
- **0,57 ha d'espaces en divisions parcellaires, soit 20 % des surfaces disponibles totales en divisions parcellaires.**

Mise à jour des disponibilités présentes actuellement :

Un travail a été réalisé sur les disponibilités foncières actuellement identifiables sur la commune.

Le détail est annexé au présent rapport.



Lieu	Superficie disponible en dent creuse (ha)	Superficie disponible en division parcellaire (ha)	Zone 1AUa (ha)*	Total (ha)
Le Bourg	0,12	0,15	0,24	0,51
Bourg Chanin	0,42	0,67	-	1,09
La Font	-	-	-	-
La Gare	0,39	0,26	-	0,65
La Véange	-	0,55	-	0,55
Chez Pattey	-	0,17	-	0,17
TOTAL	0,93	1,8	0,24	2,97
Taux de rétention foncière	20%	75 %	0 %	
TOTAL après rétention	0,74	0,45	0,24	1,44

Récapitulatif des disponibilités du PLU :

- 0,93 ha **en dent creuse**. Il convient de poursuivre le même rythme que précédemment avec environ une mobilisation de 80 % des espaces en dents creuses, cela représentera ainsi **0,74 ha et ainsi 11 logements** (avec une densité de 15 logements à l'hectare).
- 1,8 ha **en division parcellaire, n'entrant pas en compte dans la consommation d'espace**. Il convient de poursuivre le même rythme que précédemment avec environ une mobilisation de 25 % des espaces en divisions parcellaires, cela représentera ainsi **0,45 ha et ainsi 7 logements** (avec une densité de 15 logements à l'hectare).
- **0,09 ha en zone 1AUa du centre-bourg : reste 4 logements groupés.**
- **0,15 ha total en zone 1AUa du Ruisseau, en partie en renouvellement urbain n'entrant pas en compte dans la consommation d'espace : reste 2 logements minimum.**

Au total, cela représente ainsi 24 logements à venir.

Il est ainsi nécessaire d'ouvrir la zone 2AUa du Ruisseau pour répondre aux besoins, notamment en logements. Le potentiel résultant du bilan s'élève à 59 logements, soit seulement 24 logements prévisibles, il manque ainsi 35 logements.

4.4. LA NÉCESSITÉ D'OUVRIRE À L'URBANISATION LA ZONE 2AUa DU RUISSEAU

La zone 2AUa du Ruisseau représente la poursuite de la zone 1AUa du Ruisseau et la seconde tranche d'urbanisation, comme envisagé dans les orientations du PADD ainsi que dans les orientations d'aménagement et de programmation. Les conditions d'ouverture à l'urbanisation inscrites dans les OAP sont bien respectées. En effet, nous sommes en 2024 et la zone 1AUa fait l'objet d'un permis d'aménager accordé, elle est entièrement équipée et aménagée en voirie et réseaux et est en partie construite avec des permis de construire accordés et en cours.

■ **Conditions d'ouverture à l'urbanisation de la zone :**

- Ouverture immédiate de la zone 1AUa.
- Ouverture après procédure d'évolution du PLU pour la zone 2AUa-2AUai et après 2020 et après l'urbanisation de la présente zone 1AUa.
- Réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble pour chacune des zones avec possibilité d'une urbanisation en plusieurs tranches opérationnelles.

Extrait de l'OAP

Cette zone 2AU (2AUa+2AUai) représentait une superficie totale initiale de 1,61 ha. Afin de prendre en compte les échanges et demandes faites par les personnes publiques associées et de limiter la consommation foncière :

- Seul 7 976 m² sont ouverts à l'urbanisation dans le cadre de la présente procédure ;
- 997 m² de zone 2AUai sont reclassés en zone 1AUai mais resteront inconstructibles pour prendre en compte le risque inondation ;
- 2 486 m² restent classés en zone 2AUa
- 4 466 m² de zones 1AUa (1 698 m²) et de zones 2AUa (2 768 m²) sont reclassés en zone agricole.

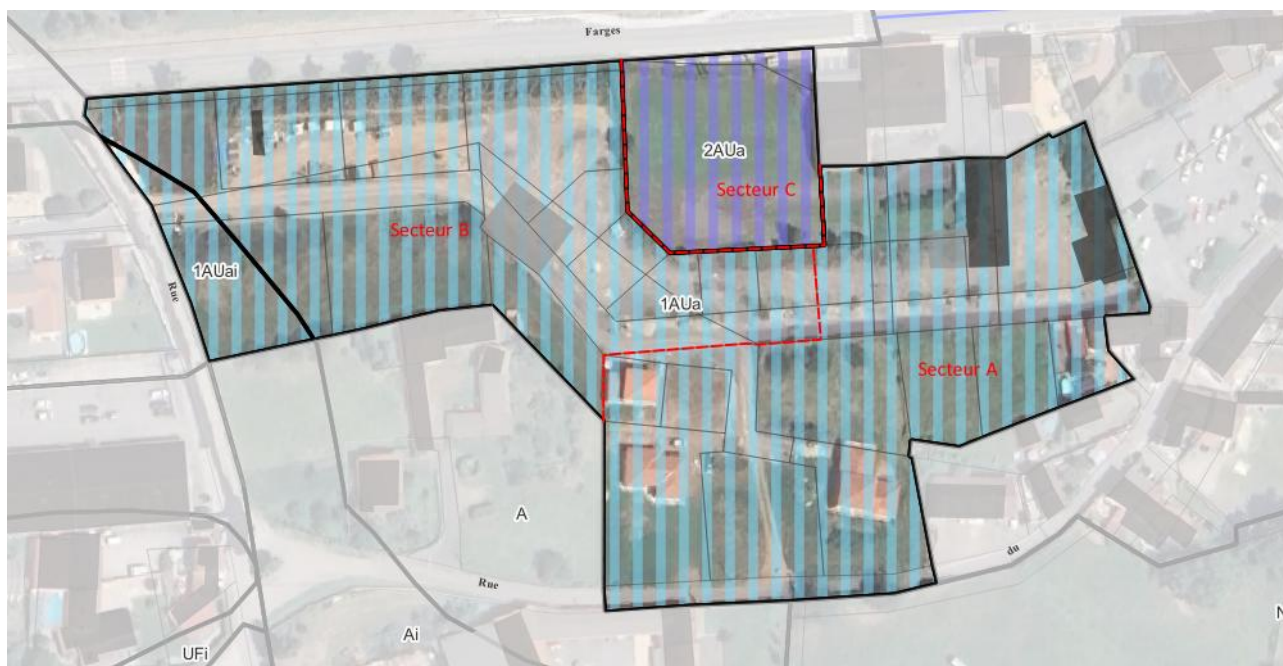
Au final, 0,79 ha est ouvert à l'urbanisation dans le cadre de cette procédure.

PLU INITIAL		MODIFICATION	
Surface 1AUa initiale	1,28	reste 1AUa	1,11
		passé en A	0,17
Surface 2AUa initiale	1,32	passé en 1AUa	0,79
		reste 2 AUa	0,25
		passé en A	0,28
Surface 2AUai initiale	0,29	passé en 1AUai	0,1
		passé en A	0,19
TOTAL	2,89		2,89

L'évolution des superficies des zones 1AUa et 2AUa a une incidence sur le nombre de logements prévu dans ces zones.

L'OAP existante prévoyait une densité de 15 logements à l'hectare avec un minimum de 43 logements.

Avec les évolutions de superficie, il reste 2,25 ha (1,11 ha pour le secteur A, 0,89 ha pour le secteur B et 0,25 pour le secteur C).



L'aménagement de la première partie de la zone 1AUa actuellement constructible (secteur A) a permis la construction de 21 logements sur 1,1 ha. La densité de 19 logements à l'hectare est donc plus importante que celle prévue initialement (15 logements à l'hectare).

Comme pour la zone 1AUa, la zone ouverte à l'urbanisation (secteur B) représente une zone en renouvellement urbain, avec la mobilisation d'un ancien site économique, commercial.

Le but est d'avoir un projet réalisé dans la continuité de la zone 1AUa existante (secteur A) avec une densité relativement importante.

L'OAP prévoit donc la construction de ce secteur avec une densité d'environ 19 logements par hectare afin de maintenir une densité plus conséquente représentant :

- Environ 17 logements, au minimum pour le secteur B (0,89 ha)
- Environ 5 logements, au minimum pour le secteur C (0,25 ha).

Les logements sociaux prévus initialement dans l'OAP devront être réalisés dans le secteur B.

Au total, le projet modifié du PLU représente ainsi environ 22 logements à venir sur le secteur du ruisseau et 24 dans les dents creuses, division parcellaire et dans la zone à urbaniser du centre bourg.

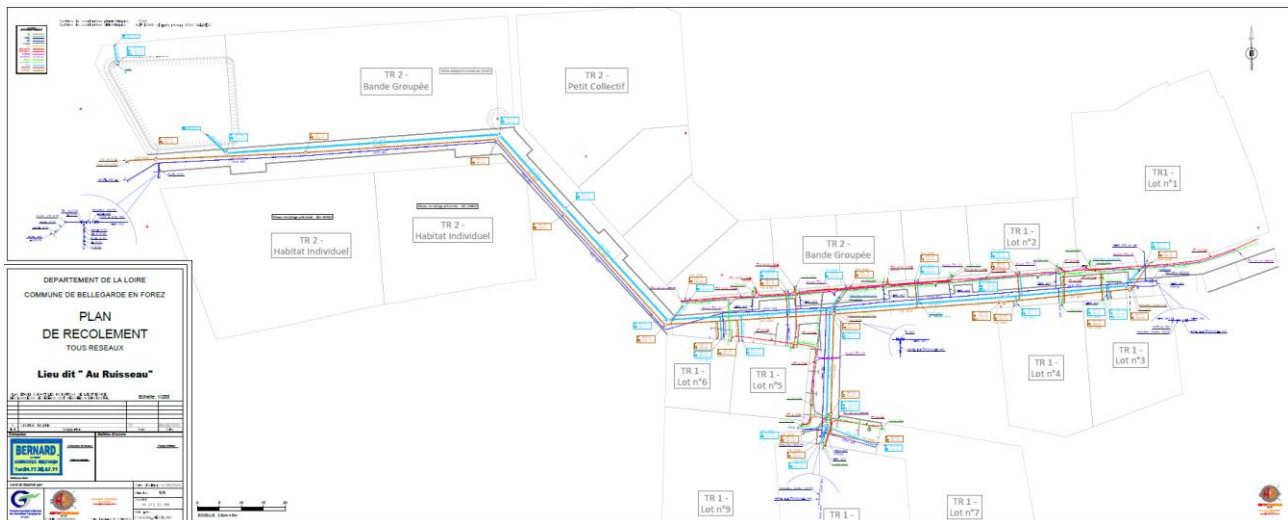
Récapitulatif de la modification du PLU :

- Un potentiel de 46 logements cadrés pour les 59 logements nécessaires au vu du bilan réalisé du PLU
- Une consommation passée de 1,76 ha en 7 ans, soit une moyenne de 0,25 ha/an et une prévision de 2,33 ha (1,44 ha de disponibilités actuelle et 0,89 ha entre le secteur B et le secteur C de l'OAP du Ruisseau)

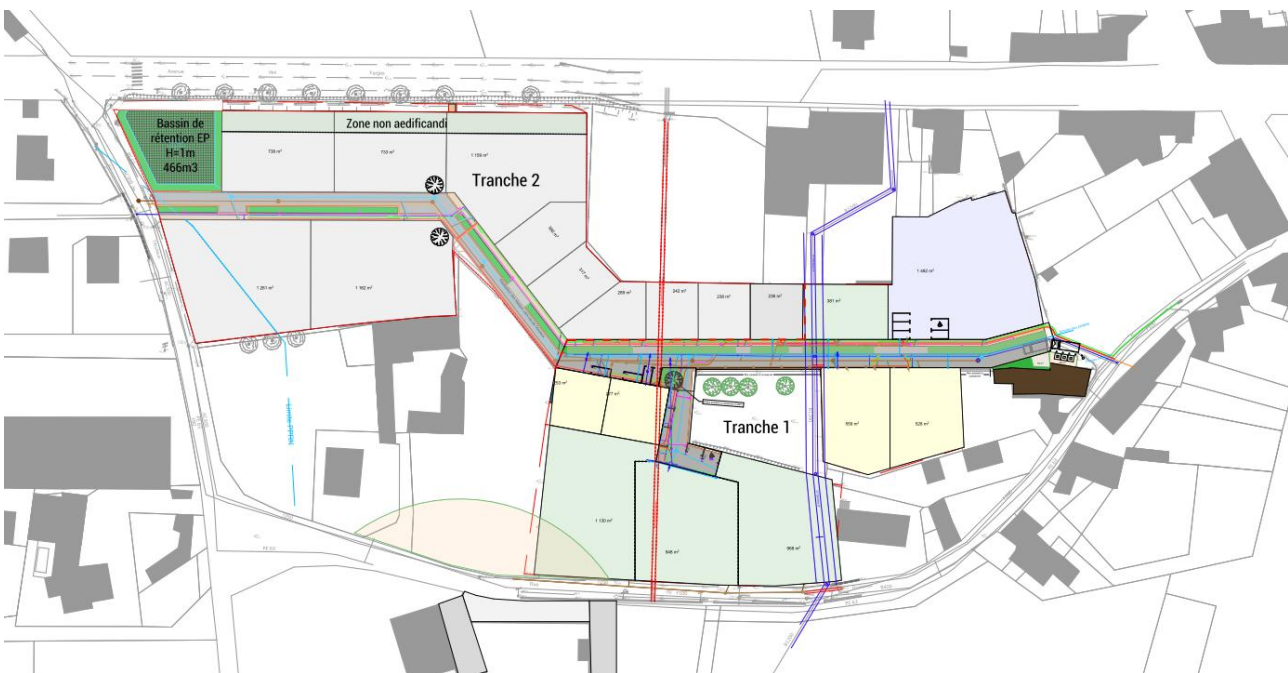
LA JUSTIFICATION DE LA FAISABILITÉ OPÉRATIONNELLE DU PROJET

L'aménagement de la zone 1AUa du Ruisseau a nécessité un aménagement global du secteur pour des raisons techniques, pratiques, financières... Ce secteur ne représentait, à l'origine, qu'un seul site utilisé par une entreprise de commerce de gros et était ainsi déjà aménagé en globalité, notamment au niveau de la voirie.

L'aménagement de la zone 1AUa a été réalisé et permet ainsi l'aménagement de la zone 2AUa au niveau de la voirie, de la desserte en eau potable, en assainissement collectif ainsi qu'en gestion des eaux pluviales avec la réalisation d'un bassin de rétention dimensionné pour l'ensemble de l'opération des zones 1AUa et 2AUa.



L'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone 2AUa a été réfléchi en amont comme le montre le plan ci-dessous.



Les logements sont prévus dans l'OAP. Il s'agira notamment de réaliser le collectif avec du logement social qui permettra une nouvelle offre, notamment en location, pour la commune.

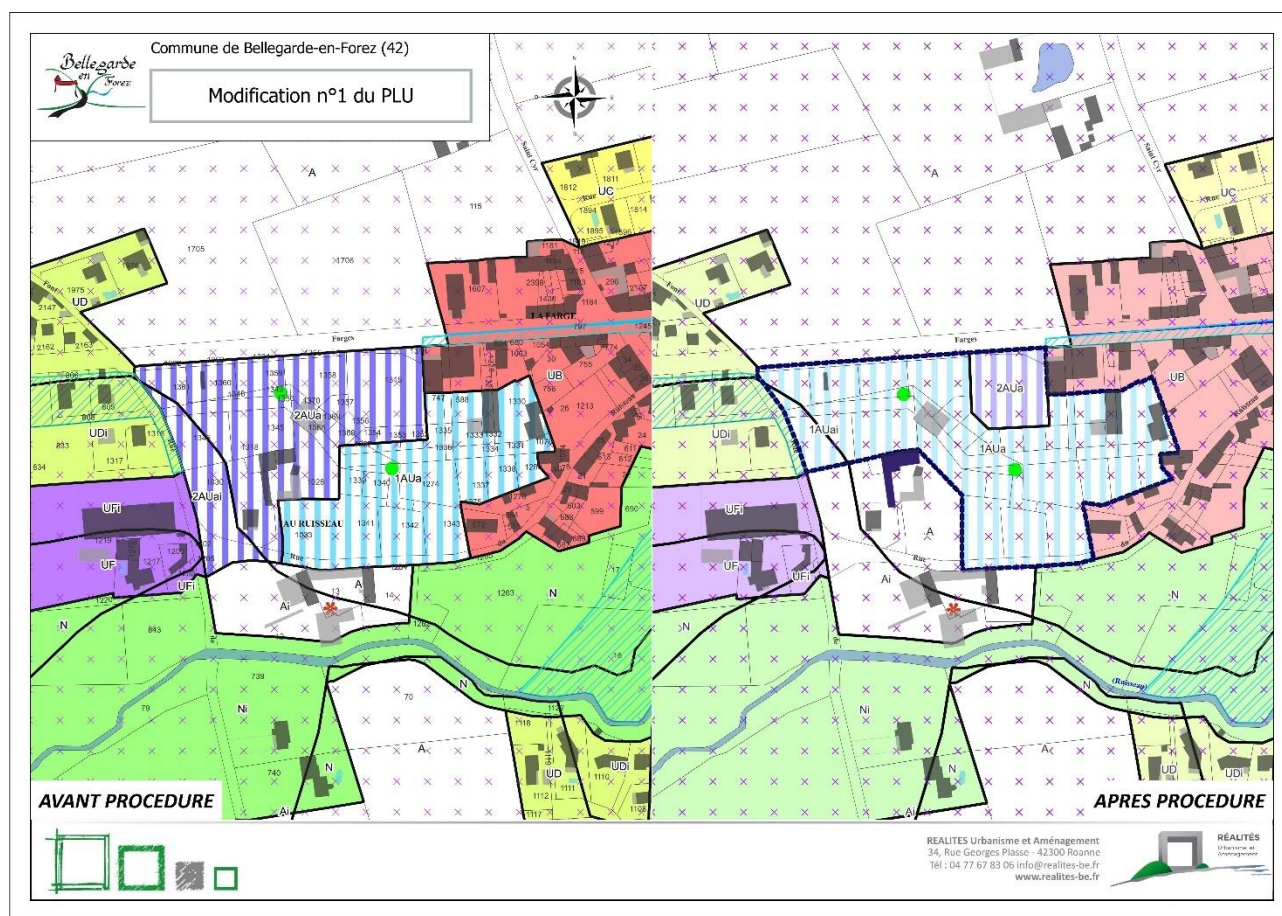
MODIFICATION DU ZONAGE

1. OUVERTURE À L'URBANISATION D'UNE PARTIE DE LA ZONE 2AUA

L'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUA est partielle. La modification du zonage consiste à transformer une partie de la zone 2AUA en zone 1AUA. La zone 2AUA évolue aussi vers de la zone agricole au Sud.

La zone 2AUai disparaît au profit d'une zone 1AUai (pour être cohérent) et Ai pour la partie Sud.

Cette ouverture à l'urbanisation est cohérente avec le projet initial et avec les orientations du PADD. La zone 1AUA initiale est construite. Pour terminer l'urbanisation, progressivement, il faut donc ouvrir à l'urbanisation, ce secteur qui ne consomme pas d'espace agricole, naturel ou forestier.



2. IDENTIFICATION DE DEUX CHANGEMENTS DE DESTINATION

Deux changements de destination supplémentaires sont identifiés : le premier situé dans le bourg et le second situé au niveau du lieu-dit Rampeau.

Les règles d'identification mises en place lors de l'élaboration du PLU ont bien été conservées : exclusion des bâtiments en matériaux modernes de type stabulation, et préservation des exploitations agricoles.

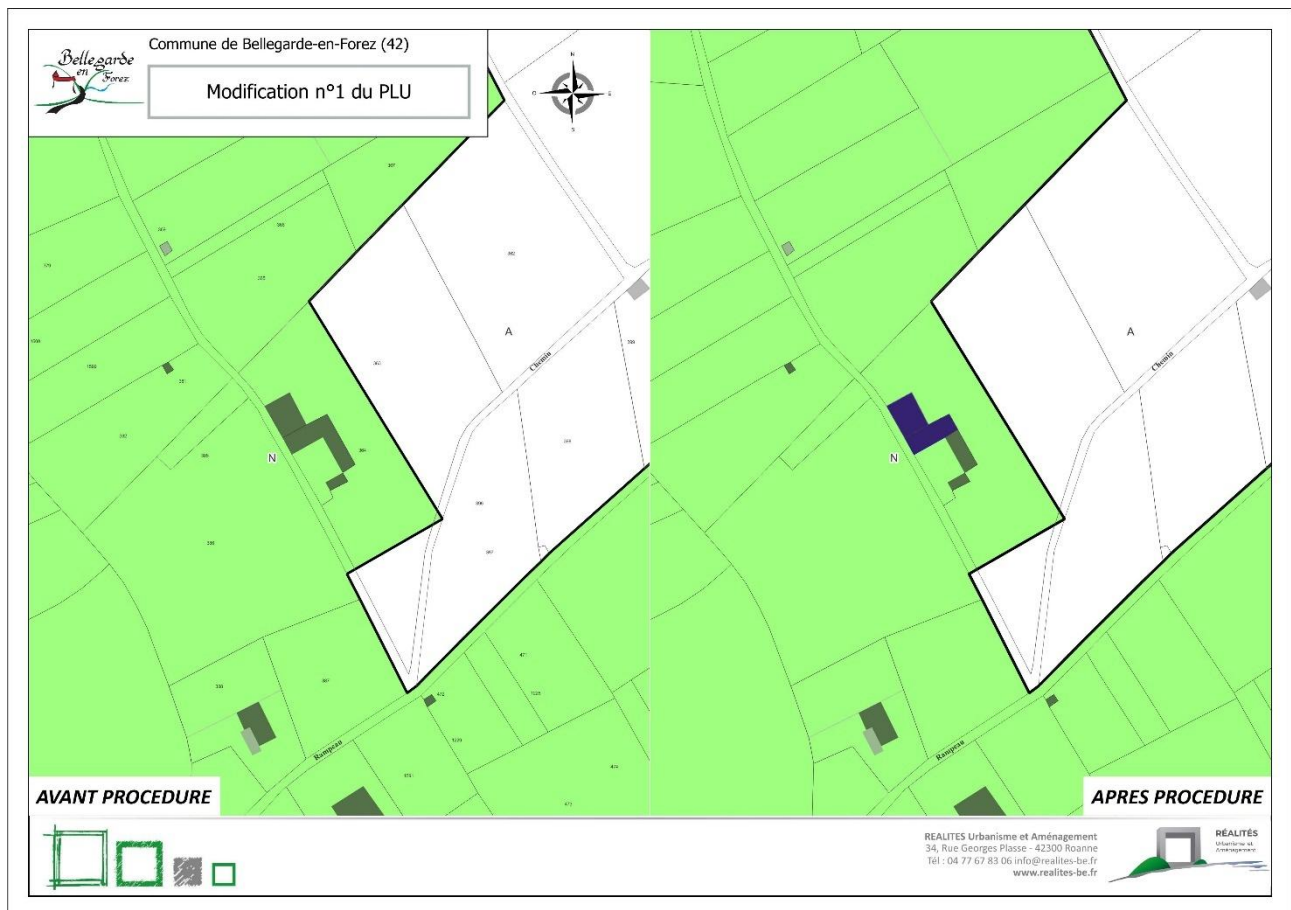
Dans le bourg, l'identification prend en compte la réduction de la zone 2AUA au profit de la zone agricole. Afin de penser le devenir d'un bâtiment existant situé en cœur de bourg, une identification pour pouvoir réaliser un changement de destination est faite sur l'ancien bâtiment agricole. Il n'y a pas de contrainte en matière de distance pour l'épandage. Les caractéristiques architecturales sont présentes.

Le stationnement pourra être facilement organisé sans empiéter sur l'espace agricole. Le terrain n'est pas déclaré à la PAC en limite de la construction.

La localisation est idéale pour le développement d'une activité touristique.



Rapport de présentation



L'ÉVOLUTION DES SUPERFICIES

L'évolution des superficies concerne principalement les zones à urbaniser dont les surfaces diminuent au profit de la zone agricole.

Zones	Superficie PLU actuel	Superficie PLU modifié	Évolution	% de la superficie communale du PLU modifié
Zones urbaines				
UB : Zone urbaine mixte de centre bourg	8,16	8,16	-	0,43%
UC : Zone urbaine à vocation d'habitat	23,24	23,24	-	1,22%
UD : Zone urbaine à vocation d'habitat moins dense	38,40	38,40	-	2,01%
UDi : Zone urbaine à vocation d'habitat moins dense en zone inondable	1,11	1,11	-	0,06%
UP : Zone urbaine à vocation d'équipements publics et ou collectifs	3,60	3,60	-	0,19%
UF : Zone urbaine à vocation économique	0,76	0,76	-	0,04%
UFi : Zone urbaine à vocation économique en zone inondable	0,96	0,96	-	0,05%
UL : Zone urbaine à vocation sportive et de loisirs	2,57	2,57	-	0,13%
ULi : Zone urbaine à vocation sportive et de loisirs en zone inondable	0,15	0,15	-	0,01%
Total zones U	78,95	78,95	-	4,14%
Zones à urbaniser				
1AUf : Zone à urbaniser à vocation artisanale	3,53	3,53	-	0,19%
1AUa : Zone à urbaniser à vocation d'habitat	1,44	2,07	+0,63	0,11%
1AUai : Zone à urbaniser à vocation d'habitat en zone inondable	-	0,10	+0,10	0,01%
2AUa : Zone à urbaniser à vocation d'habitat non opérationnelle nécessitant une évolution du PLU	1,32	0,25	-1,07	0,01%
2AUai : Zone à urbaniser à vocation d'habitat non opérationnelle nécessitant une évolution du PLU en zone inondable	0,29	0,00	-0,29	0,00%
Total zones AU	6,59	5,95	-0,64	0,31%
Total zones constructibles (U+AU)	85,54	84,90	-0,64	4,45%
Zones agricoles				
A : Zone agricole	963,86	964,30	+0,45	50,52%
Aco : Zone agricole de corridor écologique	29,15	29,15	-	1,53%
Ae : Zone agricole de superficie et capacité d'accueil limitées à vocation économique STECAL	0,63	0,63	-	0,03%
Ai : Zone agricole en zone inondable	0,51	0,70	+0,19	0,04%
Total zones A	994,15	994,79	+0,64	52,11%
Zones naturelles				
N : Zone naturelle de protection des milieux et sites	811,87	811,87	-	42,53%
Ni : Zone naturelle de protection des milieux et sites en zone inondable	17,29	17,29	-	0,91%
Total zones N	829,16	829,16	-	43,44%
Total zones agricoles et naturelles	1 823,31	1 823,95	+0,64	95,55%
Total	1 908,84	1 908,84	-	100%

L'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone 2AUa fait évoluer les surfaces des zones à urbaniser. En effet, ce n'est pas l'ensemble de la zone 2AUa qui est ouverte à l'urbanisation mais environ la moitié (0,79 ha pour une surface initiale de 1,32 ha). Le reste est soit reclassée en zone agricole soit laissé en zone 2AUa.

Une partie de la zone 1AUa (hors permis d'aménager) est reclassée en zone agricole.

Le tableau suivant présente les évolutions des zones à urbaniser :

PLU INITIAL		PLU MODIFIE	
Surface 1AUa initiale	1,28	Reste 1AUa	1,11
		Passe en A	0,17
Surface 2AUa initiale	1,32	Reste 2 AUa	0,25
		Passe en A	0,28
		Passe en 1AUa	0,79
Surface 2AUai initiale	0,29	Passe en 1AUai	0,1
		Passe en A	0,19
TOTAL	2,89		2,89

Au total, la modification du PLU permettant l'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone 2AUa décline des zones à urbaniser au profit de la zone agricole dont la surface varie avec une augmentation de 6 400m².

La commune compte 95,55 % de zones agricoles ou naturelles, elle est très préservée.

[illegible]

46

- **Vocation de la zone - Formes urbaines :**

- Sur l'ensemble de la zone, les formes urbaines à développer sont celles du collectif, de l'intermédiaire, de l'individuel et/ou du groupé. L'habitat individuel est privilégié le long de la rue du Ruisseau, tandis que dans le cœur d'îlot, des formes plus denses sont attendues (habitat intermédiaire et/ou groupé). De l'habitat collectif et/ou intermédiaire est attendu au droit de la RD1089, la profondeur du tènement permettant d'édifier des constructions plus importantes tout en étant implantées en retrait de la route départementale.

- Les constructions seront implantées en recréant des fronts bâtis afin de poursuivre la morphologie du centre-bourg.

~~- Un front de rue sera réalisé sur la partie Sud de la voirie structurante, avec des constructions alignées et proches de la voirie.~~

- Sur la partie Nord de la voirie structurante, un front bâti sera créé avec un certain recul par rapport à la voie, afin de bénéficier d'un espace orienté côté Sud et d'un ensoleillement.

- **Mixité sociale :**

- Selon l'article L151-15 du code de l'urbanisme, ce secteur répondra à l'ensemble des besoins de la commune en termes de mixité sociale, avec la création de minimum 25 % de logements locatifs sociaux dans la zone, avec un minimum de ~~12~~ 10 logements sociaux au total.

- Ces logements locatifs sociaux seront réalisés ~~soit~~ au sein de la zone 1AUa (secteur B), ~~soit au sein de la zone 2AUa soit au sein de ces deux zones.~~

- **Cadre de vie :**

- Création d'espaces publics, au sein de la zone, d'espace de rencontre et convivialité et d'espaces verts.

~~- Prendre en compte les distances d'éloignement pour les constructions par rapport aux bâtiments agricoles, espaces alors réservés à du stationnement, des espaces de rétention des eaux pluviales, des espaces verts, au sud-Ouest du site...~~

- Prendre en compte le risque inondation en ne permettant aucune construction dans la zone inondable dans le respect du projet de PPRNPi mais en aménageant des espaces verts, des espaces publics,... en limite Est du site (zone ~~2AUai~~ 1AUai).

- Préservation des deux arbres identifiés sur la carte.

- Création d'une trame verte urbaine représentant une superficie d'au moins 20 % de l'ensemble des deux zones, à savoir minimum ~~5 780 m²~~ 0,5 ha, ~~créée soit au sein de la zone 1AUa, soit au sein de la zone 2AUa, soit au sein de ces deux zones,~~ et pouvant s'appuyer sur les espaces verts à créer le long de la RD1089 au Nord de la zone, ceux à aménager en partie Ouest (zone inondable et recul par rapport à l'exploitation agricole) et d'aménagements ouverts pour la gestion des eaux pluviales, de type noues ou bassins paysagers, notamment le long de la voirie structurante.

- **Gestion des eaux pluviales :**

- Assurer une gestion des eaux pluviales globale et cohérente sur l'ensemble du site ~~et pour chacune des zones 1AUa et 2AUa.~~

- **Desserte – déplacement :**

- Aucun accès nouveau sur la RD1089.

- Prendre en compte la possibilité de « déviation » à terme du bourg par la création d'une voie structurante depuis la RD10 et rejoignant la RD1089, nécessitant un aménagement des rues du Ruisseau et de l'Anzieux, et la modification de leur intersection.

- Créer une voirie structurante de la zone reliant la voie communale et le parking public présent à l'Est à la rue de l'Anzieux à l'Ouest, support de l'aménagement de la zone.

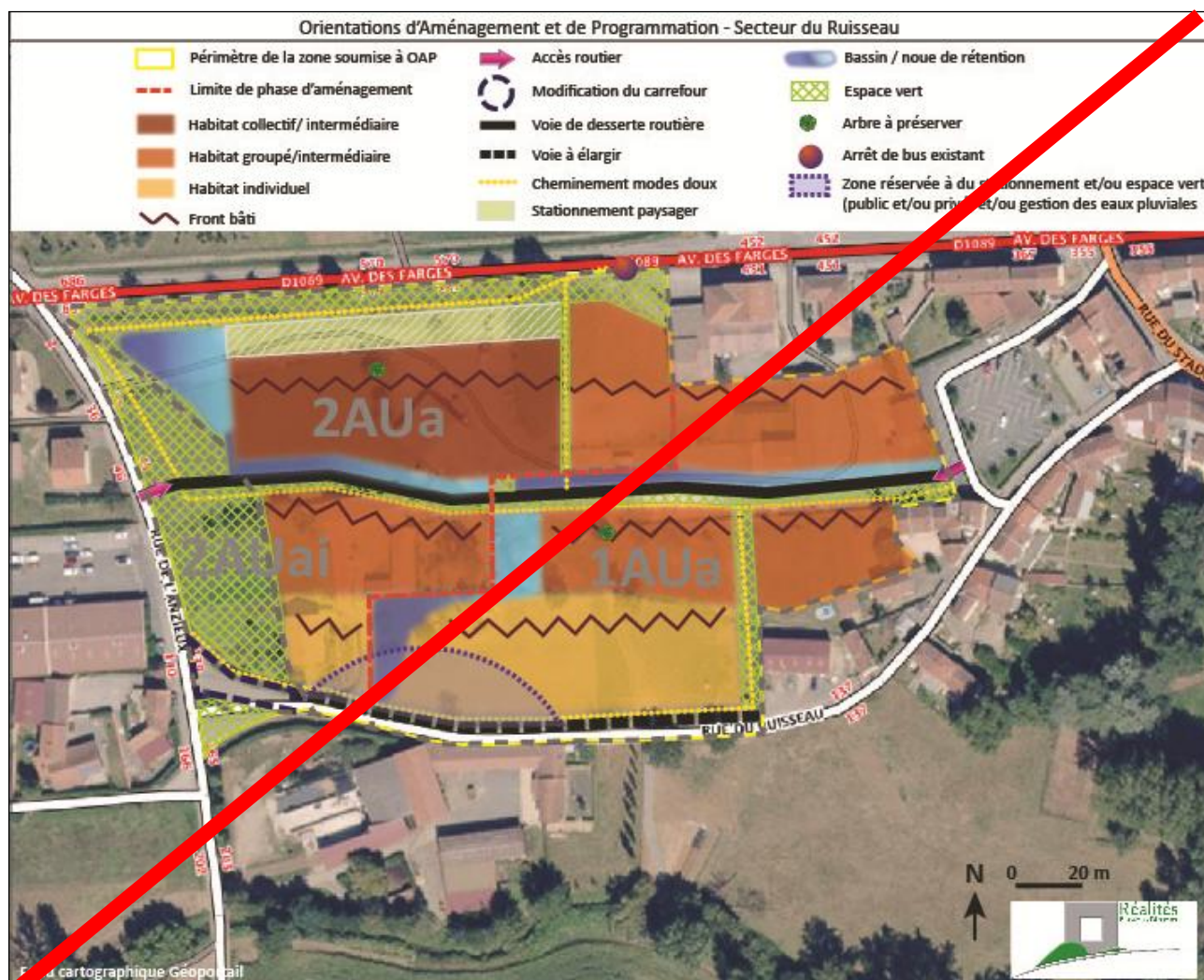
- **Stationnement :**

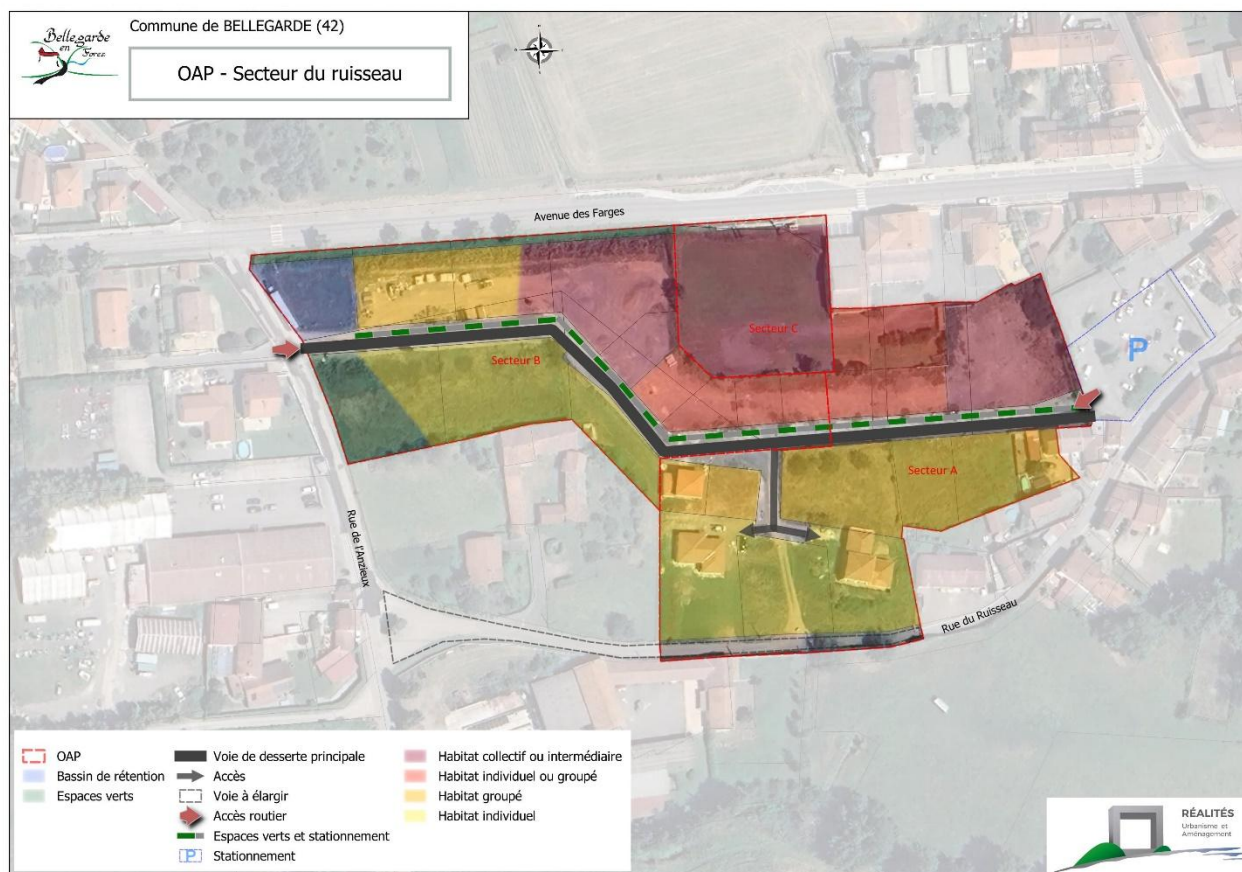
- Créer des espaces de stationnement suffisants pour les besoins de la zone, notamment des stationnements paysagers le long de la RD1089.

- **Desserte – modes doux :**

- Prévoir un accès piétonnier facilité de la zone à l'arrêt de transport en commun présent le long de la RD1089, notamment depuis la voirie structurante, sur une largeur de minimum 2 mètres.

- Intégrer des liaisons modes doux au sein de la zone de façon mitoyenne aux voiries et/ou indépendantes, notamment le long de la RD1089, de la rue de l'Anzieux, de la voirie structurante de la zone, de la rue du Ruisseau.
- Créer une liaison modes doux d'une largeur minimale de 2 mètres entre la voirie structurante et la rue du Ruisseau sur la partie Sud du site.





LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT

La procédure de modification du PLU ajuste le règlement pour autoriser un projet lié à la maison de retraite. Porté par Loire Habitat, il s'agit de réaliser des petits logements, en continuité de l'établissement existant, pour des personnes non dépendantes mais qui pourraient utiliser les services liés à la maison de retraite (repas, services médicaux...).

La modification de l'OAP du ruisseau entraîne :

- La suppression de la zone 2AUai ;
- La création d'une zone 1AUai.

Les évolutions de règlement sont présentées ci-dessous :

[xxxx texte ajouté]

[*** texte supprimé]

Zone UP :

ARTICLE UP 2

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES

- Les constructions et installations à condition d'être vouées à des équipements publics et/ou d'intérêt collectif, y compris les maisons de retraite et équivalents **et logements, adaptés à des personnes âgées, destinés à des personnes en perte d'autonomie profitant des services liés à la maison de retraite.**
- Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes à condition d'être considérées comme un logement de fonction et d'être ~~incorporées dans le même~~ **situé à proximité du** bâtiment ~~que celui~~ de l'équipement.
- Les installations, ouvrages techniques et équipements d'infrastructures nécessaires au fonctionnement des services publics et/ou d'intérêt collectif.
- Les affouillements ou exhaussements de sol à condition d'être liés ou nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone ; *la réalisation de bassins de rétention des eaux pluviales et/ou de ruissellement est entendue comme partie prenante de ces aménagements*
- Dans la zone éloignée relative à la protection des puits de captage et forages reportée sur le plan des servitudes d'utilité publique, les constructions, installations et utilisations du sol autorisées précédemment à condition de respecter les prescriptions de cette servitude d'utilité publique.

Zone 2AUi :**8. REGLEMENT DE LA ZONE 2AUa****CARACTÈRE DE LA ZONE**

La zone 2AUa correspond à une zone à urbaniser non opérationnelle, non ouverte à l'urbanisation. C'est un secteur de développement futur du Bourg de Bellegarde-en-Forez, notamment pour l'accueil de nouveaux habitants. Il s'agit d'un secteur à requalifier, de renouvellement urbain et de densification. Il a une vocation principale d'habitat.

Cette zone 2AUa nécessitera une procédure d'évolution du PLU pour être ouverte à l'urbanisation.

Il s'agit de la zone 2AUa au Ruisseau.

Cette zone comporte des constructions, et le règlement permet ainsi leur évolution, dans l'attente de l'ouverture à l'urbanisation de la zone.

Des orientations d'aménagement et de programmation sont définies pour donner quelques principes d'aménagement, en lien avec la zone 1AUa du Ruisseau (se reporter à la pièce n°3 du dossier de PLU).

~~La zone comprend un sous-secteur 2AUai concernée par le risque d'inondation.~~

ARTICLE 2AUa 2**OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES**

- Pour les constructions disposant d'une emprise au sol de minimum 60 m² :
 - aménagement et changement de destination à vocation d'habitat des constructions dans le volume existant
 - extension dans la limite de 250 m² de surface de plancher au total* (existant + extension)
- Les constructions annexes⁺ liées à une habitation existante, *(excepté les piscines)* dans la limite de 50 m² d'emprise au sol au total sur l'unité foncière.
- Les piscines à condition d'être liées à une habitation existante.
- Les affouillements ou exhaussements de sol à condition d'être liés ou nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone ; *la réalisation de bassins de rétention des eaux pluviales et/ou de ruissellement est entendue comme partie prenante de ces aménagements*
- Les installations, ouvrages techniques et équipements d'infrastructures nécessaires au fonctionnement des services publics et/ou d'intérêt collectif.
- ~~— En zone 2AUai, toutes les constructions et installations permises dans la zone sont autorisées à condition de respecter la zone inondable et des prescriptions spécifiques. Dans ce cadre, il est impératif de consulter la cellule risque de l'Etat.~~
- Dans la zone éloignée relative à la protection des puits de captage et forages reportée sur le plan des servitudes d'utilité publique, les constructions, installations et utilisations du sol autorisées précédemment à condition de respecter les prescriptions de cette servitude d'utilité publique.

Zone 1AUai :**7. REGLEMENT DE LA ZONE 1AUa et 1AUai****CARACTÈRE DE LA ZONE**

La zone 1AUa représente une zone d'urbanisation future opérationnelle, ouverte à l'urbanisation. Elle constitue les secteurs de requalification et densification du centre-bourg ou d'extension urbaine. Il s'agit d'une zone principalement à vocation d'habitat.

Les orientations d'aménagement et de programmation permettent de définir les principes d'aménagement de ces zones (*se reporter à la pièce n°3 du dossier de PLU*).

Il existe 2 zones 1AUa :

- Zone 1AUa du Centre-Bourg
- Zone 1AUa du Ruisseau.

La zone comprend un sous-secteur 1AUai concernée par le risque d'inondation.

ARTICLE 1AUa 2**OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES**

- Les installations classées soumises à déclaration à condition que soient mises en œuvre toutes dispositions permettant d'éviter les dangers et nuisances pour le voisinage.
- **En zone 1AUai, toutes les constructions et installations permises dans la zone sont autorisées à condition de respecter la zone inondable et des prescriptions spécifiques. Dans ce cadre, il est impératif de consulter la cellule risque de l'Etat.**
- Les affouillements ou exhaussements de sol à condition d'être liés ou nécessaires à des constructions ou à des aménagements compatibles avec la vocation de la zone ; *la réalisation de bassins de rétention des eaux pluviales et/ou de ruissellement est entendue comme partie prenante de ces aménagements*

LA MISE À JOUR DES ANNEXES

La modification du PLU sera l'occasion pour la commune de faire une mise à jour des annexes (assainissement des eaux pluviales) par arrêté de Monsieur le Maire.

Le dossier mis en ligne sur le Géoportail de l'urbanisme comportera des annexes à jour.



INCIDENCES SUR LES CAPACITÉS D'ACCUEIL

Sur la période 2016-2028, le PLU prévoyait la réalisation de 112 logements dont 1 déjà accordé en 2016 et 6 en changement de destination. **Le PLU prévoyait donc 105 logements neufs (environ 8 par an sur 13 ans).**

Ce rythme de logements avait été défini de façon inférieure au rythme de logements sur les 25 dernières années précédant l'approbation du PLU (1990-2015) avec une moyenne de 10,9 logements par an.

1. CAPACITÉS D'ACCUEIL INITIALES

Le taux de rétention foncière déterminée pour le développement de l'urbanisation en dent creuse est de 20%. Il se justifie par l'organisation et la configuration de la trame urbaine existante : une taille réduite de certaines parcelles, une inscription dans un tissu urbanisé dense qui contraindrait les nouvelles constructions à une certaine proximité avec le bâti existant, une inscription au sein de propriétés plus grandes. **2,92 ha sont disponibles en dent creuse et après rétention, la superficie mobilisable est de 2,38 hectares. Le nombre de logement prévu était de 35.**

Le taux de rétention foncière déterminée pour le développement de l'urbanisation en division parcellaire au sein de plus vastes parcelles est de 75%. Il s'explique par une accessibilité limitée du foncier identifié, un rapport intime avec les constructions existantes sur la même propriété qui limite fortement la volonté de voir une nouvelle habitation s'implanter à proximité immédiate, la forme de certains tenements qui complique les possibilités d'implantation de nouvelles constructions, la difficulté de créer de nouveaux accès,.... **2,83 ha sont disponibles en divisions parcellaires et après rétention, la superficie mobilisable est de 0,71 ha. Le nombre de logement prévu était de 11.**

En zone 1AUA (1,44 ha), **27 logements étaient prévus entre la zone 1AUa du bourg (8 logements) et la zone 1AUa du ruisseau (19 logements).**

En zone 2AUa (1,61 ha), **24 logements étaient prévus.**

Au total, c'est 97 logements qui étaient prévus, en cohérence avec l'objectif d'environ 105 logements à produire en construction neuve.

2. RÉALISATIONS SUR LA PÉRIODE 2017-2023

Au cours des 7 années depuis l'approbation du PLU (2017-2023), il s'est réalisé 52 logements, soit un rythme de production annuel de 7,4 logements, similaire au rythme envisagé dans le cadre du PADD.

Il reste ainsi un potentiel de 59 logements à créer pour Bellegarde-en-Forez sur 2024-2028 (moyenne de 11,8 logements par an sur les 5 ans restants) pour répondre aux objectifs du PADD.

3. ÉVOLUTION DES CAPACITÉS D'ACCUEIL

Les disponibilités foncières ont été mises à jour en prenant en compte les 7 dernières années :

- En dents creuses : **0,74 ha et ainsi 11 logements** (avec une densité de 15 logements à l'hectare) ;
- En division parcellaire : **0,45 ha et 7 logements** (avec une densité de 15 logements à l'hectare) ;
- En zone 1AUa du centre-bourg : **0,09 ha et 4 logements** ;
- En zone 1AUa du ruisseau : **0,15 ha et 2 logements**.

Au total, cela représente ainsi 24 logements à venir.

Le besoin résultant du bilan s'élève à 59 logements, avec seulement 24 logements prévisibles, il manque ainsi 35 logements.

L'ouverture à l'urbanisation de la zone du Ruisseau permet de prévoir :

- En zone 1AUa du Ruisseau (secteur B) : **0,89 ha et 17 logements** (avec une densité de 19 logements à l'hectares) ;
- En zone 2AUa (secteur C) : **0,25 ha et 5 logements** (avec une densité de 19 logements à l'hectare) ;

Il est ainsi nécessaire d'ouvrir la zone 2AUa du Ruisseau pour répondre aux besoins, notamment en logements.

Au total, le projet modifié du PLU représente ainsi environ 22 logements à venir sur le secteur du ruisseau et 24 dans les dents creuses, division parcellaire et dans la zone à urbaniser du centre bourg.

L'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone 2AUa est bien nécessaire.

LES ANNEXES

1. ANNEXE N°1 : DÉLIBÉRATION DE PRINCIPE DU CONSEIL MUNICIPAL N°BEL-2022-09-06-017 EN DATE DU 9 JUIN 2022 PRESCRIVANT LA MODIFICATION DU PLU

Approbée le 21/06/22

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214200131-20220609-BEL20220906017-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/06/2022

Affichage : 20/06/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° BEL 2022 09 06 017

COMMUNE DE BELLEGARDE EN FOREZ

SEANCE DU 9 JUIN 2022

Nombre de membres :

En exercice : 19

Présents : 13

Votants : 14 + 4 procurations

Date de convocation : 31/05/2022

OBJET : Délibération de principe pour la prescription d'une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme et autorisation du Maire pour conduire cette procédure

L'an deux mil vingt-deux et le neuf juin à dix-huit heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de Bellegarde-en-Forez, régulièrement convoqués, se sont réunis salle des fêtes, sous la présidence du Maire, Mr Jacques LAFFONT.

Etaient présents : MM. LAFFONT, ROUSSET, PICARD, STURM, SOMMIER, DEMIZIEUX, DUFOUR, BOICHON, BERRY, ORIOU, PIOTERY, MEUNIER, THERMEAU, BRUNEL

Etaient absents excusés : Mr FORISSIER (a donné procuration à Mr PICARD), Mme MULLER (procuration à Mr STURM), Mr MOULEYRE, Mme BLEIN (procuration à Mme THERMEAU), Mr MARTEAUX (procuration à Mme SOMMIER),

Secrétaire de séance : Mr DUFOUR

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 12 décembre 2016

Vu le zonage d'assainissement des eaux pluviales approuvé le 3 décembre 2019XXX

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.153-36 et suivants, L.153-31

Monsieur le Maire informe que le Plan Local d'Urbanisme nécessite d'être modifié pour plusieurs raisons. La première consiste à ouvrir à l'urbanisation la zone 2AUa du Ruisseau prévue au PLU après 2020 et après l'urbanisation de la zone 1AUa du Ruisseau. Or, cette zone 1AUa est en cours d'urbanisation avec le dépôt des permis de construire et il convient ainsi d'engager la seconde tranche de cette opération de renouvellement urbain sur une ancienne friche économique. Ce secteur à proximité immédiate du centre bourg permet de redynamiser la vie du centre-bourg, ses commerces et services, et d'accueillir de nouveaux habitants, la commune a en effet fermé deux classes de son école ces dernières années.

Il est rappelé que l'article L.153-31 du code de l'urbanisme stipule que « *Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque la commune décide :*

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ».

Or, conformément au II de l'article 199 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021, le 4° du présent article n'est pas applicable aux zones à urbaniser délimitées par le règlement d'un plan local d'urbanisme adopté avant le 1^{er} janvier 2018. Pour ces zones, le 4° du présent article continue à s'appliquer dans sa rédaction antérieure à la promulgation de ladite loi, à savoir un délai de 9 ans au lieu de 6 ans.

Ainsi, le PLU de Bellegarde-en-Forez étant approuvé avant 2018 et depuis moins de 9 ans, une procédure de modification avec enquête publique est suffisante pour ouvrir cette zone 2AUa à l'urbanisation.

Par ailleurs, le zonage d'assainissement des eaux pluviales a été réalisé en 2020 et il est nécessaire de l'intégrer au PLU pour imposer son application. Il convient également de mettre à jour le zonage d'assainissement des eaux usées.

D'autres modifications mineures peuvent être apportées pour tenir compte des résultats d'application du PLU depuis ces 6 dernières années et faciliter son application, notamment au niveau des emplacements réservés et du règlement.

Monsieur le Maire rappelle qu'une telle procédure de modification du PLU est conduite par le Maire. Toutefois, une délibération motivée du conseil municipal est nécessaire pour ouvrir à l'urbanisation une telle zone à urbaniser. Cette délibération sera prise ultérieurement, après avancement des études et de la réalisation d'un bilan de l'habitat du PLU actuel.

La modification du PLU fera ensuite l'objet d'une demande au cas par cas auprès de l'autorité environnementale concernant l'évaluation environnementale, ainsi qu'une notification du projet aux personnes publiques associées avant l'enquête publique. Une enquête publique sera réalisée et la modification sera approuvée en conseil municipal.

Il est rappelé qu'en l'absence de SCOT opposable, Bellegarde-en-Forez étant intégré au périmètre du SCOT Sud Loire mais sans prescription applicable, il est nécessaire de demander l'accord du Préfet pour ouvrir à l'urbanisation la zone 2AUa du Ruisseau.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- **D'autoriser Monsieur le Maire à prescrire une procédure de modification du PLU et en définir les objets**

La présente délibération sera transmise en préfecture et affichée pendant un mois en mairie de Bellegarde-en-Forez.

TOUS LES MEMBRES PRESENTS ONT SIGNE AU REGISTRE
CERTIFIE

A Bellegarde-en-Forez le 9 juin 2022

Le Maire,
Jacques LAFFONT

Certifié exécutoire

Reçu en Sous-Préfecture le 20/06/22

Publié ou notifié le 22/06/22




2. ANNEXE N°2 : DÉLIBÉRATION MOTIVÉE DU CONSEIL MUNICIPAL N°BEL-2023-02-02-0014 EN DATE DU 2 FÉVRIER 2023

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

042-214200131-20230202-BEL20230202014-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/02/2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL N° BEL 2023 02 02 014 COMMUNE DE BELLEGARDE EN FOREZ

SEANCE DU 2 FEVRIER 2023

Nombre de membres :

En exercice : 19

Présents : 16

Votants : 16 + 2 procurations

Date de convocation : 24/01/2023

OBJET : Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUa du Ruisseau

L'an deux mil vingt-trois et le deux février à vingt heures trente, les membres du Conseil Municipal de la commune de Bellegarde-en-Forez, régulièrement convoqués, se sont réunis salle des fêtes, sous la présidence du Maire, Mr Jacques LAFFONT.

Etaient présents : MM. LAFFONT, ROUSSET, MULLER, PICARD, BLEIN, BRUNEL, DEMIZIEUX, DUFOUR, BERRY, SOMMIER, ORIOU, PIOTEYRY, THERMEAU, MEUNIER, BOICHON, MARTEAUX
Etaient absents excusés : Mr. STURM (procuration à Mr PICARD), Mr FORISSIER (procuration à Mme MULLER)

Etait absent : Mr MOULEYRE

Secrétaire de séance : Mme MULLER

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 12 décembre 2016

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 153-36 et suivants

Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L. 153-38 sur les conditions d'ouverture à l'urbanisation et d'application de la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bellegarde-en-Forez a été approuvé par délibération du Conseil Municipal le 12 décembre 2016. Depuis son approbation il n'a fait l'objet d'aucune procédure d'évolution.

La commune souhaite faire évoluer son document d'urbanisme par une procédure de modification dans les conditions prévues par les articles L. 153-36 et suivants du code de l'urbanisme.

La commune souhaite notamment ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser stricte sur le secteur du bourg, la zone du Ruisseau. Il est rappelé que l'article L. 153-31 dispose que « le plan local d'urbanisme est révisé lorsque la commune décide : 4° soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier. »

Or, conformément au II de l'article 199 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021, le 4° de l'article L. 153-31 n'est pas applicable aux zones à urbaniser délimitées par le règlement d'un Plan Local d'Urbanisme adopté avant le 1^{er} janvier 2018. Pour ces zones, le 4° du présent article continue à s'appliquer dans sa rédaction antérieure à la promulgation de ladite loi, à savoir un délai de 9 ans au lieu de 6 ans.

Ainsi, le Plan Local d'Urbanisme de Bellegarde-en-Forez ayant été approuvé le 12 décembre 2016, avant 2018 et depuis moins de 9 ans, l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUa du Ruisseau peut se faire par le biais d'une procédure de modification avec enquête publique.

L'article L. 153-38 précise que « Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore

inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones ».

Concernant l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUa du Ruisseau :

Une analyse du développement de l'urbanisation depuis l'approbation du PLU en 2016 a été réalisée et mise en parallèle avec les orientations du PADD. Il en ressort :

- Un rythme de production de logements conforme aux orientations du PADD avec 49 logements accordés selon les données des autorisations d'urbanisme soit un rythme de production de 8 logements par an en moyenne depuis 2016 ;
- Un développement majoritairement diffus, ponctuellement au sein d'opération d'ensemble ;
- Une nécessaire diversification au regard des orientations du PADD, en matière de typologie et de densité ;
- Des possibilités de construction très limitées puisque les zones constructibles sont en très grande majorité des dents creuses ou des potentielles divisions parcellaires sur lesquelles il existe une forte rétention foncière. Ces potentiels représentent 0,9 hectares en dent creuse, 1,8 hectares en division parcellaire et 0,5 hectares en zone 1AU. Ces zones ne permettent pas à la commune de répondre aux besoins en termes d'offre de logements locatifs ou sociaux ;
- Un enjeu de requalification de friche artisanale à l'intérieur de l'enveloppe urbaine de la commune, sans extension de l'urbanisation ;
- La nécessité d'ouvrir à l'urbanisation la zone 2AUa du Ruisseau en lien avec l'urbanisation de la première tranche au sein de la zone 1AUa, permettant ainsi de requalifier une friche et de développer de l'habitat sans consommer d'espace.

L'aménagement de la zone 1AUa est en cours, le projet ayant pris du retard avec la crise sanitaire, le permis de construire pour le collectif a été déposé à la commune. Il est prévu 14 logements. Des autorisations d'urbanisme ont donc été accordés pour 18 logements sur cette zone.

L'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUa, en lien avec les aménagements de la zone 1AUa, répond à la problématique que connaît la commune concernant les logements puisqu'elle va permettre d'offrir une offre nouvelle et ainsi améliorer le parcours résidentiel. Il est prévu, dans le cadre de l'ouverture à l'urbanisation, de répondre aux enjeux de mixité sociale et de répondre aux besoins de petits logements notamment locatifs sur la commune puisque la zone devra respecter des objectifs réglementaires en matière de densité bâtie et de diversité des typologies bâties.

Au vu de ces éléments, Monsieur le Maire souligne l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUa du Ruisseau et propose à la Commune de lancer une procédure de modification du PLU.

De ce fait, il est proposé que la Commune de Bellegarde-en-Forez lance cette procédure.

Pour rappel, la modification est une procédure soumise à enquête publique. Selon cette procédure, le projet de modification, l'exposé de ces motifs, les avis émis par les personnes publiques associées et un registre d'enquête publique seront mis à disposition du public pendant une durée de minimum 1 mois en commune. Un commissaire enquêteur assurera des permanences en commune afin de présenter le dossier et répondre aux différentes observations et interrogations du public.

Celles-ci seront enregistrées et conservées. Les modalités de l'enquête publique seront précisées par arrêté du Maire et seront portées à la connaissance du public au moins 15 jours avant le début de l'enquête publique.

Considérant qu'il y a lieu de modifier le Plan Local d'Urbanisme de la Commune afin d'ouvrir à l'urbanisation la zone 2AUa du ruisseau.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :
D'affirmer la nécessité d'une ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUa du Ruisseau.

Il est également demandé au conseil municipal de bien vouloir :

- Prescrire la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bellegarde-en-Forez
- Charger monsieur le Maire de la réalisation de l'ensemble des modalités s'y rapportant et à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la délibération

La présente délibération fera l'objet des formalités d'affichage pendant une durée de 1 mois en mairie de Bellegarde-en-Forez aux endroits habituels et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal.

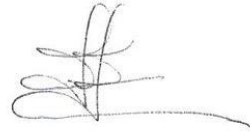
TOUS LES MEMBRES PRESENTS ONT SIGNE AU REGISTRE
CERTIFIE

A Bellegarde-en-Forez le 2 février 2023

Le Maire,
Jacques LAFFONT



La secrétaire de séance
Michèle MULLER



Certifié exécutoire
Reçu en Sous-Préfecture le 20/02/2023
Publié ou notifié le 20/02/2023

3. ANNEXE N°3 : ARRÊTÉ DE PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION DU 24 FÉVRIER 2023

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

042-214200131-20230227-BEL20232702008-AR

20230008

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet: 28/02/2023

Affichage: 28/02/2023

ARRETE n° 8P/2023

prescrivant la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bellegarde-en-Forez

Le Maire de Bellegarde-en-Forez,

- Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 12 décembre 2016
- Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants, L.153-31, L.153-38, L.142-4 et 5, R.104-11
 - Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 9 juin 2022 autorisant le Maire à prescrire cette procédure de modification du PLU
 - Vu la délibération motivée du 2 février 2023 portant sur l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUa du Ruisseau

- Considérant la nécessité d'ouvrir à l'urbanisation la zone 2AUa du Ruisseau en lien avec l'urbanisation de la première tranche au sein de la zone 1AUa, permettant ainsi d'investir une friche économique et de développer de l'habitat sans consommer d'espace.

- Considérant que le PLU ayant été approuvé avant le 1^{er} janvier 2018, le délai de 9 ans reste applicable pour l'ouverture à l'urbanisation de cette zone par le biais d'une procédure de modification du PLU au titre de l'article L.153-31 du code de l'urbanisme.

- Considérant la nécessité d'intégrer les zonages d'assainissements eaux usées et eaux pluviales au sein du PLU.

- Considérant la nécessité de modifier à la marge certains éléments du PLU en lien avec son application réalisée ces dernières années, les projets en cours et de manière à faciliter son interprétation.

ARRETE

Article 1

En application des dispositions des articles L.153-36 et L.153-37 et suivants du code de l'urbanisme, une procédure de modification n°1 du PLU est engagée.

Article 2

Le projet de modification n°1 vise à permettre à :

- Ouvrir à l'urbanisation la zone 2AUa du Ruisseau en lien avec la programmation prévue après 2020 et l'urbanisation de la zone 1AUa actuellement en cours
- Intégrer les zonages d'assainissements des eaux usées et eaux pluviales
- Apporter au besoin des modifications mineures au règlement, orientation d'aménagement et de programmation et emplacements réservés

Le projet de modification vise notamment à modifier le zonage notamment sur le secteur du Ruisseau, les orientations d'aménagement et de programmation, le règlement, les emplacements réservés, les annexes.

Article 3

Le projet de modification n'est pas soumis à la concertation (article L.103-2 du code de l'urbanisme), étant donné les objets et la présence d'une enquête publique.

Article 4

L'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUa du Ruisseau a fait l'objet d'une délibération motivée du conseil municipal au titre de l'article L.153-38 du code de l'urbanisme.

Par ailleurs, cette ouverture à l'urbanisation fera l'objet d'une demande d'accord du Préfet au titre des articles L.142-4 et 5 du code de l'urbanisme, en l'absence d'application d'un SCOT opposable sur le territoire de la commune.

Une consultation de l'autorité environnementale sera réalisée selon la procédure de la demande au cas par cas, au titre de l'article R.104-11 du code de l'urbanisme, en l'absence de site Natura 2000.

Le dossier de modification sera transmis pour avis à Monsieur le Préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme avant l'ouverture de l'enquête publique, en application de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme.

Le dossier sera ensuite soumis à enquête publique avant d'être approuvé en conseil municipal.



Article 5

Une copie du présent arrêté sera adressée à M. le Préfet de la Loire.

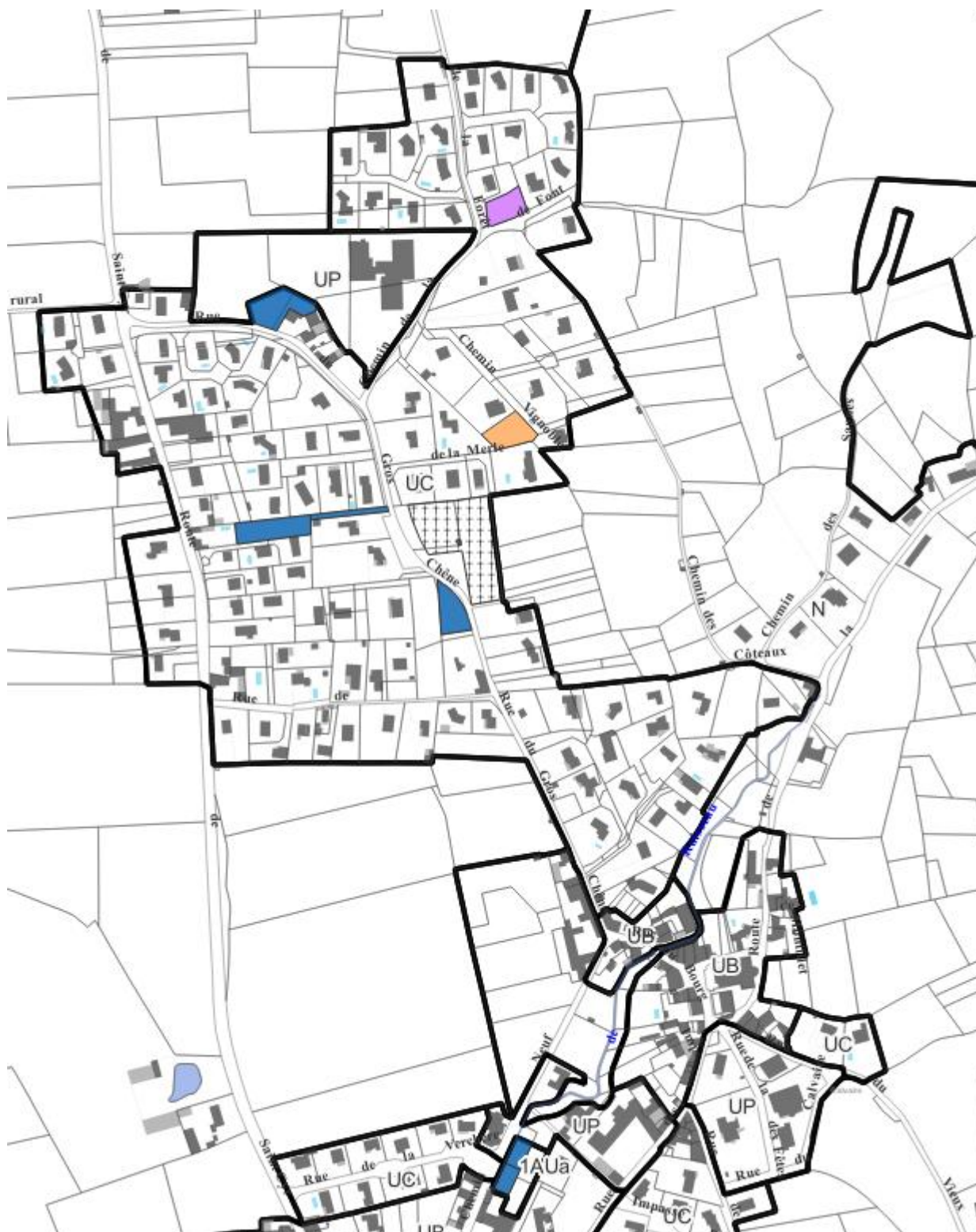
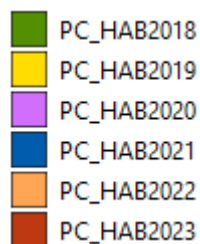
Cet arrêté sera affiché pendant un mois en Mairie.

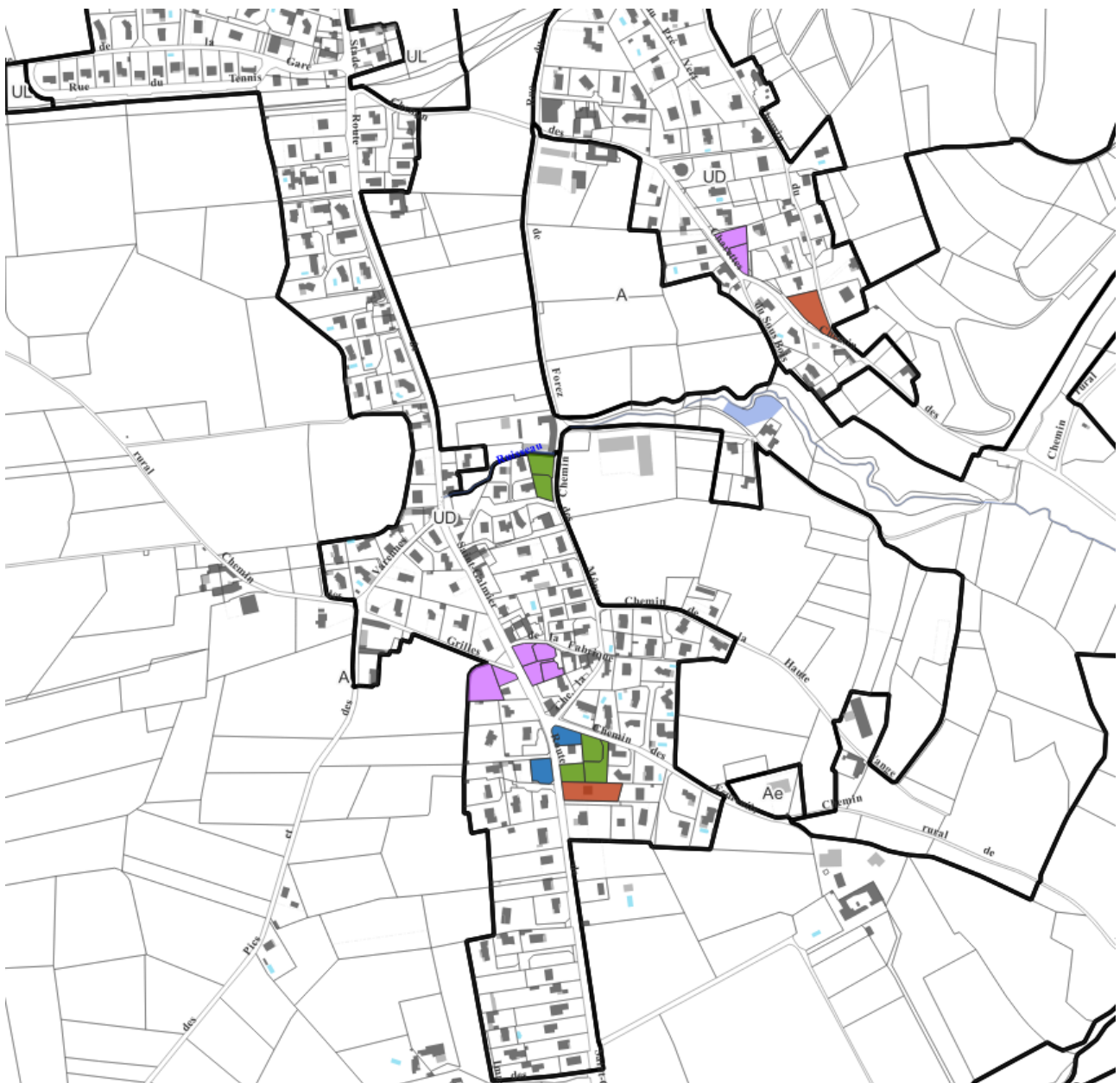
Fait à Bellegarde-en-Forez, le 27 février 2023

Le Maire,
Jacques LAFFONT



4. ANNEXE N°4 : PLAN DE LOCALISATION DES PERMIS DE CONSTRUIRE





-



6. ANNEXE N°6 : PRÉ-ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE



Commune de
BELLEGARDE-EN-FOREZ



Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme

2

PRE-EVALUATION ENVIRONNEMENTALE



PLU

Approbation le : 12 décembre 2016

Révisions et modifications :

-

SOMMAIRE

SOMMAIRE	3
PRÉAMBULE	4
PRÉSENTATION DU PROJET	5
ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000	7
ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES ZONES HUMIDES	10
ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITÉ	12
1. LES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE	12
2. LE SCHÉMA RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT, DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES (SRADDET) ET SA TRAME VERTE ET BLEUE	16
ANALYSE DES INCIDENCES SUR L'AIR, L'ÉNERGIE ET LE CLIMAT	18
ANALYSE DES INCIDENCES SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE BÂTI	21
ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES RISQUES ET NUISANCES	23
1. LE RISQUE INONDATION	23
2. LE RISQUE SÉISME	25
3. LE RISQUE MOUVEMENT DE TERRAIN	25
4. L'ALÉA RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES	25
5. LE RISQUE RADON	26
6. LE RISQUE TRANSPORT DE MATIÈRE DANGEREUSE	26
7. LES INSTALLATIONS CLASSÉES PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	27
8. POLLUTION DES SOLS	28
ANALYSE DES INCIDENCES SUR LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES OU FORESTIERS	29
1. LES TERRAINS AGRICOLES	29
2. LES ESPACES NATURELS	31
EAU POTABLE	33
GESTION DES EAUX PLUVIALES	35
ASSAINISSEMENT	36
DÉCHETS	37
ABSENCE D'INCIDENCE NOTABLE SUR L'ENVIRONNEMENT	38
CONCLUSION	39

PRÉAMBULE

Les articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme relatifs à la procédure d'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable ont pour objet de transposer la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

En effet, la Directive précise que le processus d'évaluation environnementale est réalisé systématiquement pour certains types de document ou dans le cadre d'un examen au cas par cas qui permet de déterminer si le plan ou programme est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement à l'aide des critères pertinents fixés à l'annexe II, pour d'autres.

Elle indique que les effets notables probables sur l'environnement doivent être envisagés « ...y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs » Annexe I, f) de la Directive 2001/42/CE. Elle précise que pour les effets notables probables sur l'environnement, il « faudrait inclure ici les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs ».

La directive est interprétée à la lumière du principe de précaution, qui est l'un des fondements de la politique de protection d'un niveau élevé poursuivie par l'Union européenne dans le domaine de l'environnement. Un projet de plan ou programme est considéré comme étant susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement lorsque, en raison de sa nature, s'il risque de transformer de façon substantielle ou irréversible des facteurs d'environnement, tels que la faune et la flore, le sol ou l'eau, indépendamment de ses dimensions. L'évaluation doit être réalisée dès qu'il existe une probabilité ou un risque que l'acte ait de tels effets. Il est considéré qu'un tel risque existe dès lors qu'il ne peut être exclu, sur la base d'éléments objectifs, que le projet, plan ou programme, est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement (cf. CJUE, 31 mai 2018, Commission/Pologne, C-526/16, points 65, 66 et 67).

Cette auto-évaluation a pour objectif de démontrer l'absence d'incidences sur l'environnement « au regard des critères de l'annexe II » de la directive. Cette annexe énonce que les critères qui permettent de déterminer l'ampleur probable des incidences comprennent notamment les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée (annexe II 2).

Pour rappel, lors de l'étude de révision générale du PLU approuvé en 2016, l'environnement a été pris en compte sans réalisation d'une évaluation environnementale.

PRÉSENTATION DU PROJET

La commune a souhaité modifier son PLU pour ouvrir à l'urbanisation une partie de la zone 2AUa, située dans le bourg sur le secteur du Ruisseau. L'objectif est de poursuivre l'opération de renouvellement urbain déjà engagée sur ce secteur, via l'urbanisation de la zone 1AUa, pour accueillir de l'habitat diversifié tant sur la forme que sur le type. La situation, à proximité immédiate du centre-bourg, répond aux besoins en matière d'habitat et fait vivre la commune. Il s'agit **d'un site composé d'une friche économique occupée antérieurement par une entreprise qui s'est délocalisée en dehors de la commune.**

Ce projet s'inscrit au sein des orientations du PADD du PLU.

La commune profite de cette procédure pour intégrer d'autres objets, tels que l'identification de deux changements de destination, et des modifications au niveau du règlement.

Une mise à jour des annexes permettra l'intégration du zonage pluvial réalisé en 2020 et la mise à jour du zonage d'assainissement des eaux usées.

La procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de Bellegarde-en-Forez porte sur :

- La modification du zonage :
 - Ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone 2AUa avec reclassement en zone 1AUa (0,8 ha)
 - Identification de deux changements de destination
- La modification du règlement :
 - Adaptation des règles dans la zone UP pour prendre en compte le projet de Loire Habitat qui souhaite créer des logements à destination du personnel et des logements à destination de personnes âgées
- L'OAP du secteur du Ruisseau évolue pour prendre en compte le reclassement d'une partie de la zone 2AUa en zone 1AUa ;
- Les annexes pour intégrer et mettre à jour les zonages d'assainissement des eaux pluviales et des eaux usées.

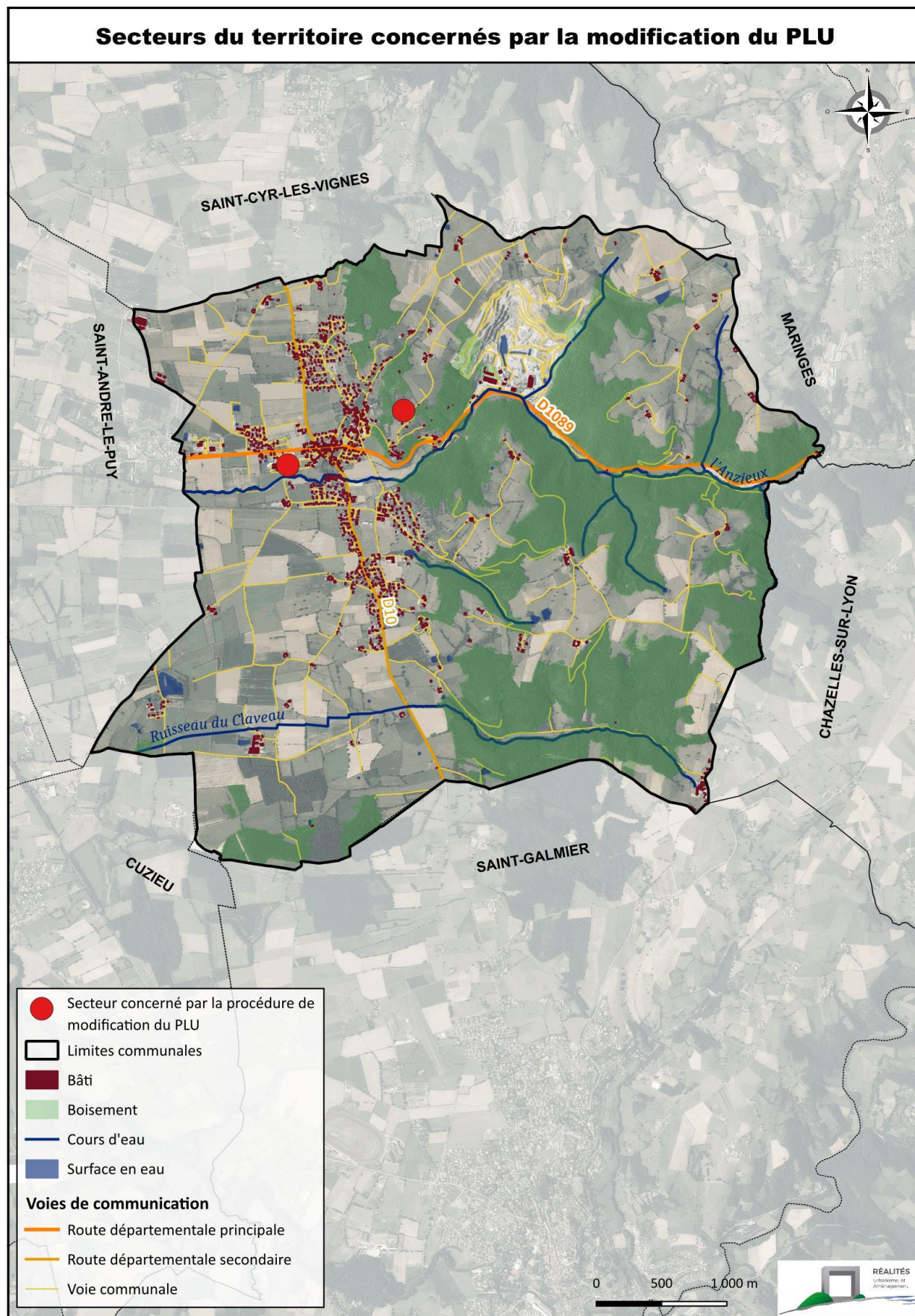
Les autres pièces du PLU restent inchangées.

La commune de Bellegarde-en-Forez possède une biodiversité exprimée par la présence de zones naturelles d'intérêt écologiques, faunistiques et floristiques ainsi que par les espaces boisés naturels et les cours d'eau.

La modification n'impacte pas les espaces naturels et agricole et ne réduit pas ces surfaces.

L'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUa, située dans le bourg, se fait dans une volonté de recyclage de foncier déjà urbanisé. Il n'y a aucune consommation d'espace naturel, agricole ou forestier sur ce site. Les terrains ne sont pas déclarés à la PAC.

Les changements de destination permettent de prévoir de nouveaux logements sans consommation d'espace.



ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000

Le territoire communal n'est concerné par la présence d'aucun site Natura 2000.

Les sites les plus proches sont situés :

- À environ 3 km au Nord pour la Zone de Protection Spéciale FR8212024 – Plaine du Forez
- À environ 5 km à l'Est pour la Zone Spéciale de Conservation FR8201765 - Milieux alluviaux et aquatiques de la Loire à l'Ouest et environ 6 km à l'Est pour la Zone Spéciale de Conservation FR8202005 – Site à chiroptères des Monts du Matin.

Le site Natura 2000, Zone de Protection Spéciale le plus proche est situé au Nord de la commune. Il est lié au fleuve Loire. Il s'agit du site de la **Plaine du Forez** (FR8212024) créé par arrêté du 12 juillet 2018.

Le site de la Plaine du Forez a été inventorié comme Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) pour la nidification d'espèces remarquables, mais aussi comme site d'hivernage et halte migratoire, notamment pour les oiseaux d'eau. Les principaux habitats naturels favorables aux oiseaux sont :

- Les étangs, notamment ceux comportant des secteurs de roselières et des zones de transition marécageuse ;
- Le fleuve Loire et les cours d'eau ;
- Les ripisylves au bord des cours d'eau et des plans d'eau ;
- Les prairies.

La plaine du Forez, vaste bassin d'effondrement d'environ 60 000 hectares, occupe le centre du département de la Loire. La plaine est une région d'étangs et de grands champs circonscrite par les Monts du Forez à l'Ouest et les Monts du Lyonnais à l'Est.

Près de 300 étangs représentant environ 1 500 hectares existent actuellement en plaine du Forez (contre 800 et 3000 hectares avant les grands travaux d'assèchement du XIX^{ème} siècle). De faible taille (4 à 5 hectares en moyenne) pouvant parfois atteindre 30 à 40 ha, ces étangs sont des structures artificielles qui doivent être entretenues.

Ils sont utilisés pour la pisciculture extensive et la chasse, mais ne subissent pas d'assec cultivé comme c'est le cas en Dombes (Ain). La plaine est en outre traversée par la Loire avec sa ripisylve, ses grèves et ses îles.

Le site est le siège d'activités humaines diverses qui peuvent influencer sur les objectifs de conservation des espèces présentes sur ce site.

Les étangs sont des structures artificielles, qui doivent être maintenues et entretenues pour conserver leur valeur biologique et les habitats favorables aux oiseaux : ces étangs existent du fait des activités piscicoles et cynégétiques qui d'une part permettent le maintien des habitats (roselières, etc.), mais d'autre part peuvent être des sources de conflit (déprédation pour la pisciculture, etc.).

Pour garantir un équilibre à long terme à ces étangs, il est impératif de trouver une solution durable à la régulation du cormoran à l'échelle du territoire européen.

Les zones agricoles sont également vulnérables et leur intérêt ornithologique dépend directement des pratiques agricoles employées sur le site et du maintien de secteurs en prairie permanente.

La procédure de modification du PLU n'a pas d'impact sur le site Natura 2000 qui est lié au fleuve et aux étangs. L'ouverture à l'urbanisation, à l'intérieur du bourg de Bellegarde-en-Forez, où est située la zone ouverte à l'urbanisation, n'impacte aucun espace en eau.

Concernant les Zones Spéciales de Conservation (ZSC), deux sites Natura 2000 sont situés à proximité de la commune.

À l'Ouest, le site **Milieux alluviaux et aquatiques de la Loire** (FR8201765) a été créé par arrêté du 4 juillet 2016 comme ZSC. Le site est très étendu puisqu'il suit la Loire sur tout le département.

Ce site Natura 2000 comprend l'Ecozone du Forez, propriété de la F.R.A.P.N.A. Loire (Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature) et le DPF (Domaine public fluvial) au droit de cette propriété, dont la gestion est confiée par convention à la F.R.A.P.N.A. Loire, ainsi que le DPF de la Loire dans toute sa traversée du département (hors gorges de la Loire, prises en compte dans le site Natura 2000 FR8201763 « Pelouses, landes et habitats rocheux des gorges de la Loire »). Il intègre également plusieurs ENS (Espaces naturels sensibles) du Département de la Loire, situés sur le cours du fleuve Loire ou à proximité immédiate.

La plaine alluviale de la Loire est relativement réduite en largeur, le fleuve présente une succession de méandres et de bras morts abritant des milieux humides intéressants.

Les bordures du fleuve sont occupées par une mosaïque de milieux différents, dont la répartition est perpétuellement remaniée en fonction des déplacements du cours d'eau, et à cause de l'exploitation des gravières. Toutefois, l'impact de ces dernières n'est pas irréversible puisqu'elles ont permis l'installation et la recréation de milieux naturels annexes. La brigade du CSP (Conseil supérieur de la pêche) de la Loire a mis en évidence en 2004 une reproduction importante de la Lamproie marine (*Petromyzon marinus*) en aval du barrage de Roanne avec comptage de plus de 500 frayères entre ce barrage et la limite départementale (avec le département de Saône-et-Loire).

Le projet de modification du PLU permettant l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AUa située à l'intérieur du bourg de Bellegarde-en-Forez n'a aucun impact sur le site Natura 2000.

À l'Est de la commune, le **Site à chiroptères des Monts du Matin** (FR8202005) a été créé par arrêté du 31 mai 2010 comme Zone Spéciale de Conservation. La zone Natura 2000 est située sur les communes de Néronde, Sainte-Colombe-sur-Gand, Saint-Just-la-Pendue et Viricelles.

Le site, situé dans l'Est du département de la Loire sur les monts du Lyonnais jusqu'au seuil de Neulise, est caractérisé par un relief collinaire, essentiellement occupé par un bocage mêlant prairies, cultures et haies avec des milieux boisés de feuillus et de résineux en altitude, milieux favorables aux chiroptères.

Son intérêt réside dans la présence de trois tunnels ferroviaires désaffectés (Sainte-Colombe-sur-Gand, Néronde et Viricelles) qui constituent des lieux d'hivernage intéressants pour plusieurs espèces de chauves-souris, toutes protégées au niveau national et d'intérêt communautaire pour certaines.

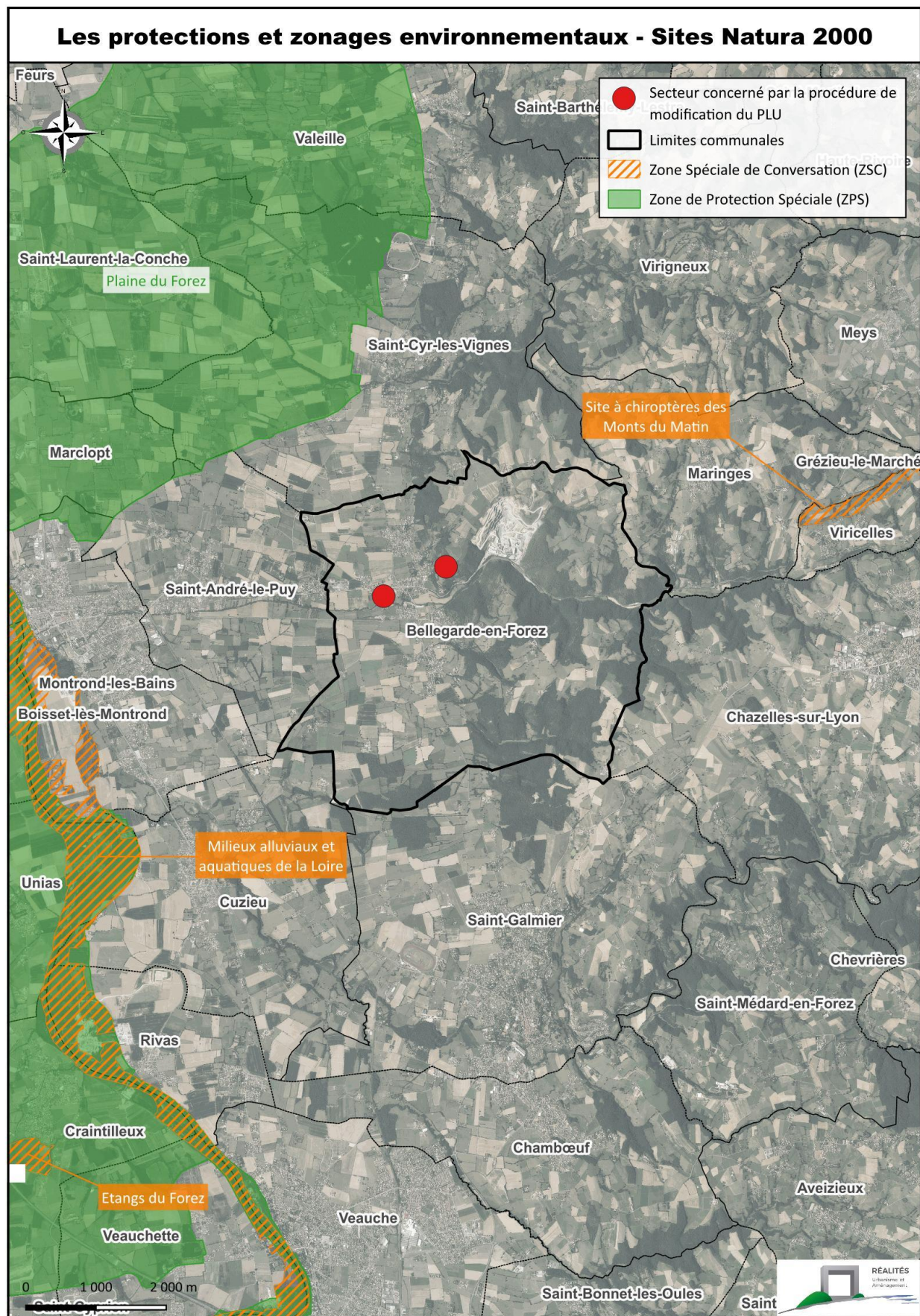
Inscrits en ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt faunistique et floristique) de type I, les tunnels de Ste-Colombe-sur-Gand et Viricelles accueillent notamment, selon les hivers, de grandes colonies de l'espèce Barbastelle (*Barbastella barbastellus*) et font partie des 5 sites connus à ce jour en France regroupant les effectifs les plus importants.

Sur le secteur des tunnels de Sainte-Colombe-sur-Gand et de Néronde, les effectifs de Barbastelles constatés lors de comptage hivernaux récents allaient de 29 individus en 2004 à 329 individus en 2006. Alors que sur le secteur du tunnel de Viricelles, le minimum était de 63 individus en 2001 et le maximum de 485 individus en 2006, année qui semble assez exceptionnelle. Lors des comptages réalisés à l'échelle de la région Rhône-Alpes au cours de l'hiver 2005-2006, les effectifs de Barbastelles présentes dans les tunnels de Sainte-Colombe-sur-Gand, de Néronde et de Viricelles représentaient plus de 86% des Barbastelles hivernantes recensées dans la région (habituellement, les deux tiers de la population hivernante de Rhône-Alpes). Ces gîtes sont reconnus de ce fait d'intérêt national pour cette espèce d'après l'inventaire des gîtes cavernicoles d'intérêt majeur pour les Chiroptères en région Rhône-Alpes (de novembre 2005). D'autres espèces de chauves-souris ont été observées en hiver (dont le Grand Murin), mais en effectifs très faibles, de l'ordre de quelques individus.

Le projet de modification n'a aucun impact sur les tunnels qui ne sont pas situés sur la commune de Bellegarde-en-Forez.

Incidence sur projet :

La carte ci-après localise la commune et le projet par rapport aux sites du réseau Natura 2000 les plus proches. Elle montre bien que le projet de modification n'a pas d'incidence notable sur des sites Natura 2000.



ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES ZONES HUMIDES

La commune est concernée par la présence de zones humides, identifiée au PLU. Elles ont été identifiées à partir des études réalisées, notamment par le bureau d'études CESAME pour le compte du département.

Le repérage de mares réalisé par la FRAPNA a aussi permis leur identification et leur protection.

Le PLU prend en compte les secteurs humides identifiés à l'échelle locale.

Le PLU protège les secteurs humides en les classant en zone naturelle ou agricole, ce classement au zonage est complété par l'identification des zones humides par une trame spécifique accompagnée de prescriptions au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme. Le PLU régleme les systèmes d'assainissement sur l'ensemble du territoire pour protéger les cours d'eau et les zones humides.

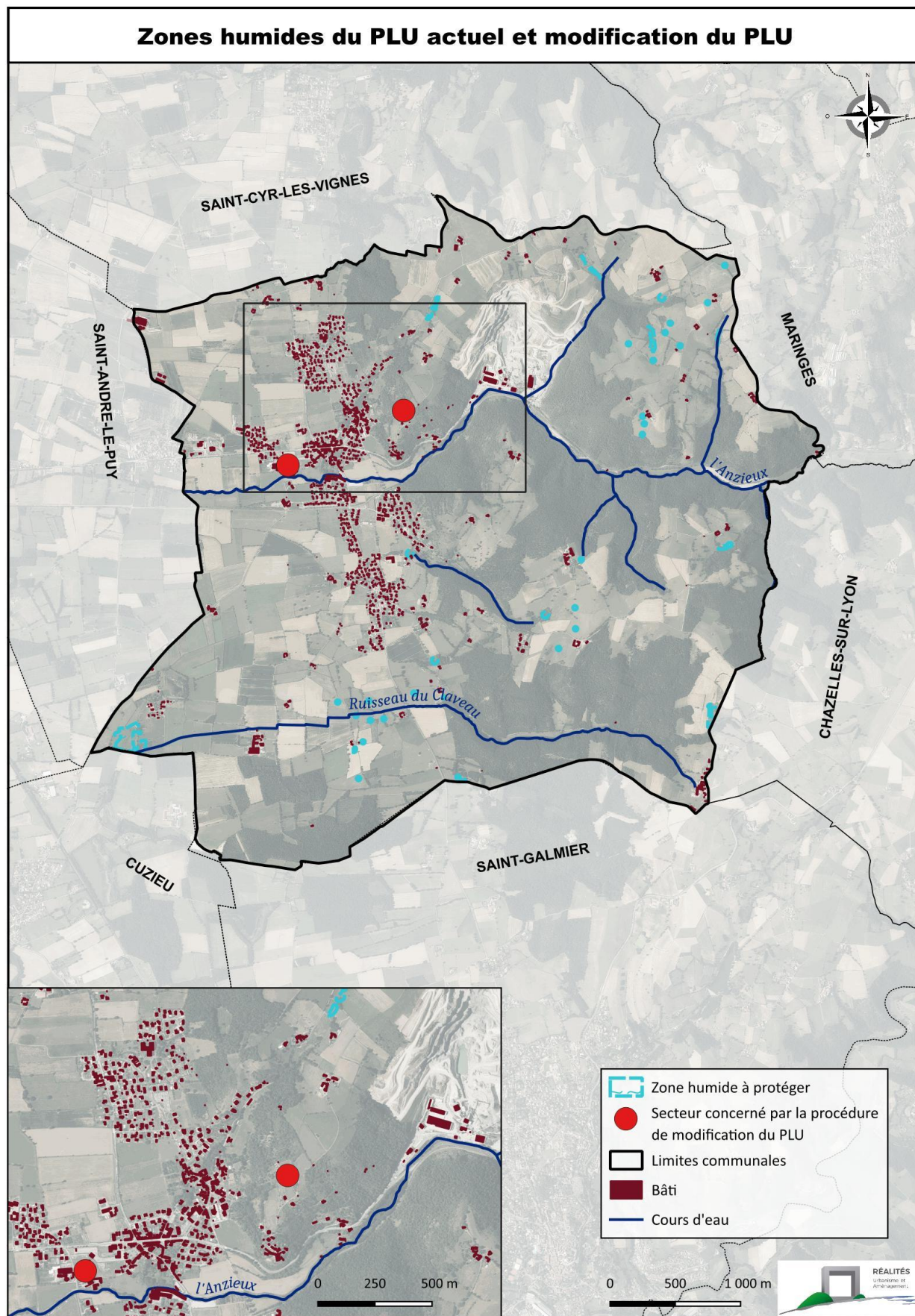
La procédure de modification du PLU ne modifie pas ces dispositions.

Le règlement les protège strictement puisqu'il autorise uniquement les travaux liés à l'entretien ou à la création d'ouvrages techniques strictement nécessaires à l'exploitation des étangs / mares / zones humides sous réserve de ne pas détruire les milieux naturels présents.

La procédure de modification ouvre à l'urbanisation un secteur très éloignée de la zone humide la plus proche (environ 1,km). Le changement de destination situé dans le bourg n'est pas concerné. Le second changement de destination est situé à plus de 700 mètres de la zone humide la plus proche. Selon le règlement du PLU, l'évolution de ces bâtiments est soumise au règlement de la zone agricole naturelle ou de la zone naturelle avec notamment la réalisation d'un système d'assainissement individuel aux normes pour la protection des milieux aquatiques. L'évolution de ces bâtiments n'aura pas d'incidence notable sur les secteurs humides.

Incidence sur projet :

La procédure de modification du PLU n'entraînera pas d'incidence notable sur la préservation des zones humides.



ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITÉ

1. LES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

La commune est concernée par plusieurs ZNIEFF sur son territoire.

1.1. ZNIEFF DE TYPE I

La commune est concernée par la présence de deux ZNIEFF de type I sur son territoire, il s'agit de :

- La ZNIEFF de la Vallée de l'Anzieux (Identifiant national : 820032186) à l'Est ;
- La ZNIEFF des étangs de Cuzieu et de Saint-Galmier (Identifiant national : 820032197) au Sud-Ouest.

A. ZNIEFF de la Vallée de l'Anzieux

Les Monts du Lyonnais s'étirent du Nord au Sud entre les départements du Rhône à l'Est et de la Loire à l'Ouest. Ces monts sont peu élevés avec des sommets n'atteignant pas 1 000 mètres d'altitude. Les milieux naturels que l'on y rencontre correspondent essentiellement sur un paysage de bocage avec des prairies et cultures délimitées par des haies. Ce paysage bocager est parsemé de bois de feuillus et de résineux en altitude. La proportion du couvert forestier augmente lorsque l'on va vers le Nord : le Beaujolais. Les Monts du Lyonnais sont aussi la ligne de partage des eaux entre le bassin versant de la Loire et celui du Rhône. De ces monts descendent de nombreuses rivières qui gagnent la Loire sur versant Ouest ou le Rhône sur le versant Est. L'Anzieux est l'une d'elle. Il prend sa source à presque 600 mètres d'altitude sur la commune de Grézieu-le-Marché dans le Rhône, puis coule vers l'Ouest de manière presque rectiligne sur quinze kilomètres pour rejoindre la Loire à Montrond-les-Bains. Le secteur décrit ici correspond à la section dans laquelle l'Anzieux coule au fond de la vallée du même nom, à l'amont de Bellegarde en Forez. Cette vallée encaissée est très boisée sur les versants avec des ouvertures dès que le relief est moins pentu. Sa valeur écologique est remarquable avec la présence de rapaces comme le Grand-duc d'Europe, le plus grand rapace nocturne du continent. C'est un super-prédateur dont le régime alimentaire est varié : du Mulot à la Fouine, en passant par d'autres rapaces. S'il affectionne particulièrement les sites rupicoles (c'est à dire liés aux parois rocheuses) pour nicher, il peut s'accommoder de vallons forestiers encaissés et tranquilles pour élever ses jeunes. L'Autour des palombes est un autre rapace rare du secteur, c'est un redoutable chasseur d'oiseaux. Il est farouche et niche discrètement en forêt. D'autres espèces fréquentent les milieux plus ouverts du haut des versants, c'est le cas de la Huppe fasciée et de l'Engoulevent d'Europe. Un amphibien très rare vit dans cette vallée : le Sonneur à ventre jaune. Il occupe les mares, flaques, ornières et autres trous d'eau temporaires pour pondre ses œufs durant le printemps et l'été. En cas de danger, ce petit crapaud à la particularité de se retourner sur le dos pour montrer son ventre jaune et noir et ainsi dissuader tout prédateur de le dévorer.

Incidence sur projet :

La procédure de modification de la zone 2UAA n'a pas d'impact sur la ZNIEFF qui est éloignée du secteur ouvert à l'urbanisation.

B. ZNIEFF des étangs de Cuzieu et de Saint-Galmier

La plaine du Forez est située au centre du département de la Loire. C'est un bassin d'effondrement datant de l'ère tertiaire et recouvert au quaternaire par les alluvions de la Loire qui ont donné naissance aux sols actuels. L'altitude moyenne est de 360 m. La topographie, entre les Monts du Forez et ceux du Lyonnais, entraîne une accumulation des eaux de ces montagnes dans la plaine, où elles alimentent la Loire qui la traverse du Sud vers le Nord. L'abondance de la ressource en eau a permis dès le XIII^{ème} siècle la création d'étangs pour la pisciculture. Aujourd'hui près de trois cents étangs existent en plaine du Forez, représentant environ 1500 ha où vivent une faune et une flore diversifiées et remarquables. Les Etangs de Cuzieu et de Saint Galmier sont situés dans la partie sud-ouest de la plaine du Forez, assez en marge des autres étangs. Le secteur, essentiellement consacré à l'élevage, voit alterner prairies, cultures et petits bois de feuillus (chênes). Des haies séparent certaines parcelles et quelques gros chênes d'alignement sont encore présents dans ces haies. Au Nord, il s'agit d'une succession de quatre petits étangs, avec de belles roselières. L'étang de

Cuzieu, situé au centre, est le plus grand et il est, lui aussi, bordé de roselières, sauf sur sa face nord où passe un chemin. Quelques espèces végétales se distinguent comme la Naïade marine, la Petite naïade, la Renoncule scélérate, l'Oseille maritime et l'Utrriculaire commune. Ces étangs et leurs roselières attirent bon nombre d'oiseaux comme, parmi les ardéidés, le Bihoreau gris, le Héron pourpré, l'Aigrette garzette ou le Héron gardeboeuf, ce dernier appréciant particulièrement la compagnie des bovins des élevages avoisinants. La Rousserolle turdoïde, le Busard des roseaux, le Grèbe à cou noir, la Bécassine des marais, le Martin-pêcheur, la Mouette rieuse et la Guifette moustac apprécient aussi la végétation aquatique de ces étangs. Les anatidés sont nombreux et d'espèces variées comme le Canard colvert, le chipeau, et le souchet, mais aussi la Sarcelle d'été et le Fuligule milouin. Dans les prairies ou les terres cultivées environnantes, on dénombre le Courlis cendré, l'Oedicnème criard, le Tarier des prés, le Traquet motteux, le Vanneau huppé et le Busard Saint-Martin. Les secteurs plus bocagers sont le domaine de la Huppe fasciée et des Pie-grièche grise et écorcheur. Dans les secteurs boisés, on peut noter enfin le Gobemouche noir, lors de ses migrations, tant au printemps, qu'à l'automne.

Bellegarde-en-Forez est concerné par la présence de l'étang de La Vaure, au Sud-Ouest de la commune. Cet étang, situé en zone naturelle, est préservé de toute urbanisation.

Incidence sur projet :

La procédure n'a pas d'impact sur les étangs qui ont permis la création de la ZNIEFF. Le secteur de l'étang reste classé en zone naturelle pour sa bonne préservation.

1.2. ZNIEFF DE TYPE II

La commune est concernée par la présence de deux ZNIEFF de type II qui coupent le territoire entre Est et Ouest, il s'agit de :

- La ZNIEFF II des Contreforts méridionaux des Monts du Lyonnais (Identifiant national : 820032188) à l'Est ;
- La ZNIEFF II des Plaines du Forez (Identifiant national : 820002499) à l'Ouest.

A. ZNIEFF des Contreforts méridionaux des Monts du Lyonnais

Les monts du Lyonnais s'étirent du Nord au Sud, formant ligne de partage des eaux entre le bassin de la Loire et celui du Rhône. En descendent de nombreuses rivières qui rejoignent chacun des deux fleuves. Leurs sommets n'atteignent pas 1000 mètres d'altitude. Ils sont le plus souvent boisés et présentent un cortège d'espèces dénotant des influences montagnardes. Ces forêts ont cependant souvent fait l'objet de reboisements résineux étendus (Epicéa, Douglas...) ce qui contribue à en modifier le cortège faunistique et floristique. Les versants, couverts par un bocage dense, sont en général voués à une agriculture dominée par l'élevage. Le tissu rural local demeure solide et dynamique.

La côtère dominant la plaine et les vallées qui entaillent souvent profondément le plateau regroupent les milieux naturels les plus intéressants. La présente zone délimite ainsi la retombée Sud-Ouest du massif, au-dessus du Forez et du bassin de Saint-Etienne. Ici, boisements de feuillus, bocages et secteurs de polyculture composent un ensemble diversifié, et sont favorables au maintien d'une flore (Ornithogale penchée...) et surtout d'une faune digne d'intérêt. C'est vrai pour des oiseaux (Alouette lulu, Bruant fou, busards, Circaète Jean-le-Blanc, Engoulevent d'Europe, Traquet motteux...), mais aussi des chauves-souris, des batraciens (crapaud Sonneur à ventre jaune) ou des libellules. Le zonage de type II souligne les multiples interactions existant au sein de cet ensemble, dont les espaces les plus représentatifs en termes d'habitats ou d'espèces remarquables sont retranscrits par plusieurs ZNIEFF de type I identifiant en particulier des milieux forestiers ou agricoles, ainsi que des cours d'eau. Il traduit également particulièrement les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales, en tant que zone d'alimentation ou de reproduction pour de nombreuses espèces, dont celles précédemment citées. Il souligne de plus le bon état de conservation général de certains bassins versants, en rapport avec le maintien de populations d'Écrevisses à pattes blanches, espèce réputée pour sa sensibilité particulière vis à vis de la qualité du milieu.

Incidence sur projet :

La procédure n'a pas d'impact sur la ZNIEFF. Un des changements de destination prévu est situé en zone naturelle mais cette identification ne permet pas de création de nouvelle construction.

B. ZNIEFF des Plaines du Forez

La plaine du Forez (ou « bassin de Montbrison ») occupe le centre du département de la Loire. Elle correspond à un bassin d'effondrement (« Graben ») d'âge tertiaire, comblé par des sédiments oligocènes.

Elle est circonscrite à l'Ouest par les Monts du Forez (les « Monts du Soir »), à l'Est par ceux du Lyonnais (ceux « du Matin »). Au Nord, un seuil bien marqué la sépare de la Plaine du Roannais. L'altitude moyenne est de 360 mètres.

La platitude des horizons est néanmoins interrompue çà et là (notamment aux alentours de Montbrison) par des reliques de pointements volcanique souvent porteurs d'une végétation spécifique.

La topographie locale conduit au regroupement des nombreux cours d'eau issus des montagnes voisines, qui rejoignent le cours de la Loire ; le fleuve traverse en effet la plaine du Forez du Sud vers le Nord. L'abondance de la ressource en eau a permis dès le treizième siècle la création d'étangs pour la pisciculture. Aujourd'hui près de trois cents étangs existent en plaine du Forez, représentant environ 1500 ha où vivent une faune et une flore diversifiées et remarquables. La plaine, surtout connue du point de vue naturaliste pour ses étangs, mérite cependant d'être identifiée en totalité à travers le zonage de type II, compte-tenu de ses caractéristiques générales : elle associe en effet encore aux zones humides des espaces modérément perturbés d'herbages, de boisements ou de bocage qui garantissent la cohérence de cet ensemble naturel.

Bien que située à faible distance de la Dombes, la plaine du Forez compose un pays d'étangs bien différent, tant les modes culturels et ceux d'exploitation des étangs sont distincts.

L'examen des peuplements d'oiseaux et la flore traduit d'ailleurs clairement ces nuances. À un degré un peu moindre que la Dombes mais cependant encore de façon très marquée, la Plaine du Forez se singularise ainsi à l'échelle régionale par la forte « originalité » de son peuplement d'oiseaux. Signalons enfin l'intérêt, en tant qu'habitat naturel, des forêts riveraines de la Loire et de ses affluents, et cela en dépit des atteintes subies (endiguements, exploitation des granulats en lit mineur...). La Plaine du Forez est également citée dans l'inventaire des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO), et répertoriée parmi les principales zones humides de plaines intérieures du bassin hydrographique Loire-Bretagne. Parmi les points forts du patrimoine biologique local, on peut citer en matière de flore le Flûteau à feuille de Parnassie, la Laïche à épi noir, la Gratiole officinale, le Luronium nageant, la Pilulaire à globules, la Renoncule langue (sur les étangs), l'Inule des fleuves, la Pulicaire annuelle, la Renoncule scélérate (sur les bords de Loire). La flore compte quelques remarquables messicoles (plantes associées aux cultures traditionnelles), comme l'Adonis flamme.

La faune comporte également de nombreux éléments remarquables, qu'il s'agisse de l'avifaune nicheuse (nombreux ardéidés, anatidés dont le Canard chipeau ou la Nette rousse, Busard des roseaux, Grèbe à cou noir, Huppe fasciée, Mouette rieuse, Guifette moustac et Guifette noire, fauvettes paludicoles dont le Phragmite des joncs et la Locustelle luscinioïde, Pie-Grièche à tête rousse...), des batraciens (Crapauds accoucheur et calamite, Pelodyte ponctué, Rainette verte, Sonneur à ventre jaune, Triton crêté...), des poissons (Bouvière, Brochet, Ombre commun, Lamproie de Planer), des chiroptères ou des insectes (nombreuses libellules).

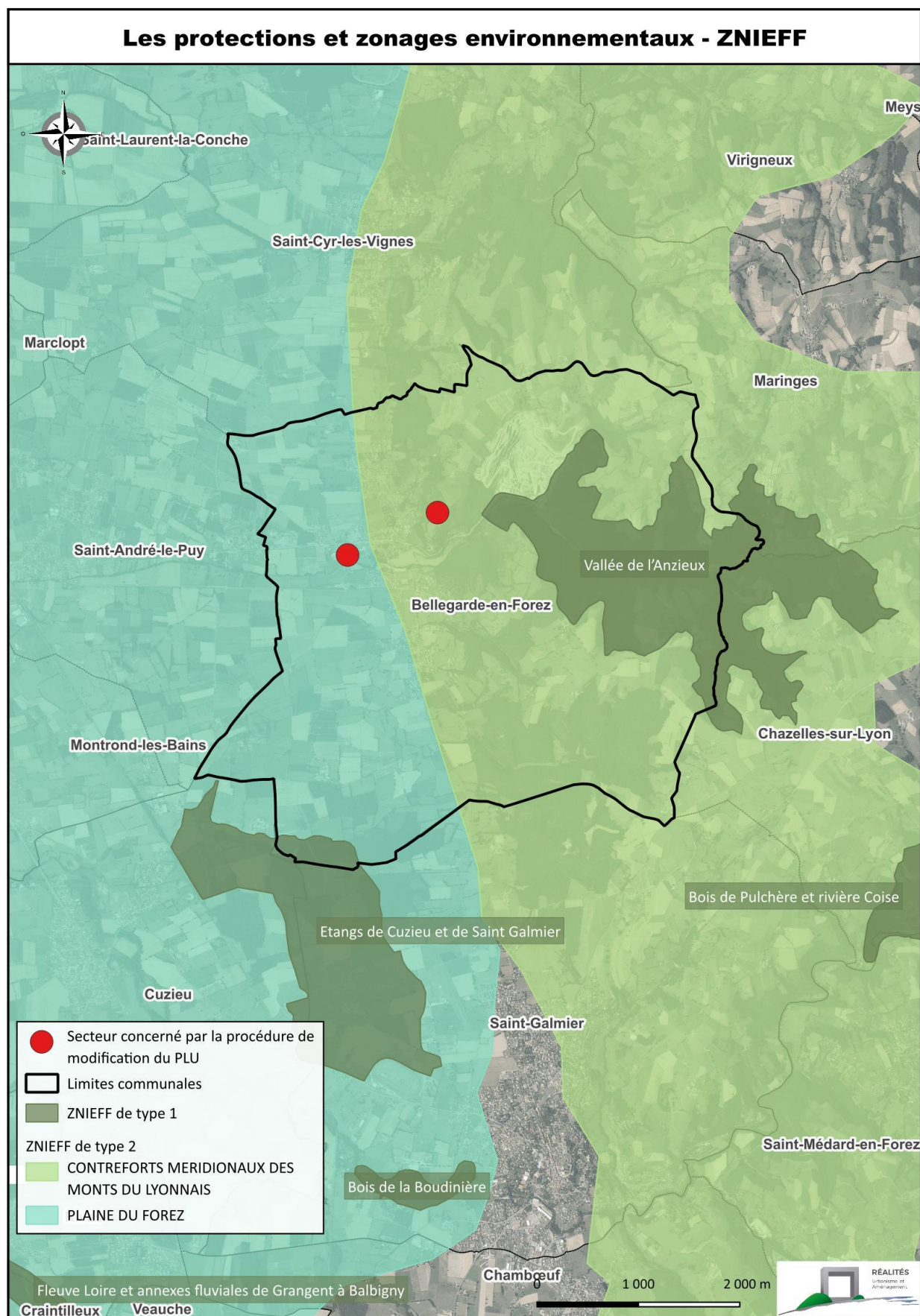
Enfin, le site est concerné par une importante nappe phréatique, dont il faut rappeler qu'elle recèle elle-même une faune spécifique. Il s'agit d'un peuplement à base d'invertébrés aquatiques aveugles et dépigmentés. Ainsi, 45% des espèces d'Hydrobiidae (la plus importante famille de mollusques continentaux de France avec une centaine de taxons : Moitessieria, Bythinella...) sont des espèces aquatiques qui peuplent les eaux souterraines et notamment les nappes. Le zonage de type II souligne les multiples interactions existant au sein de cet ensemble, dont les espaces les plus représentatifs en termes d'habitats ou d'espèces remarquables sont retranscrits par de très nombreuses ZNIEFF de type I identifiant en particulier les étangs et leurs abords immédiats, mais aussi certains cours d'eau, boisements, ainsi que le fleuve Loire...

L'intérêt fonctionnel de cette zone est tout d'abord d'ordre hydraulique (ralentissement du ruissellement, auto-épuration des eaux...). Les aquifères souterrains sont sensibles aux pollutions accidentelles ou découlant de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'agriculture intensive. Il se traduit également bien sûr, en ce qui concerne la conservation des populations animales ou végétales, comme zone de passages, zone d'échanges (notamment en ce qui concerne le fleuve et les réseaux affluents pour ce qui concerne la faune piscicole) et étape migratoire, zones de stationnement ou de dortoirs (essentiellement pour l'avifaune migratrice), ainsi que comme zone d'alimentation ou liée à la reproduction de nombreuses espèces remarquables, notamment en ce qui concerne l'avifaune.

L'ensemble présente par ailleurs un intérêt géologique (avec notamment la carrière d'argilites et de sables de Saint Marcellin en Forez, ou les filons de basalte de Chalain d'Uzore cités à l'inventaire des sites géologiques remarquables de la région RhôneAlpes), géomorphologique et archéologique.

Incidence sur projet :

La procédure n'a pas d'impact sur la ZNIEFF. La zone ouverte à l'urbanisation est située dans la ZNIEFF mais ce n'est pas une zone naturelle.



2. LE SCHÉMA RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT, DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES (SRADDET) ET SA TRAME VERTE ET BLEUE

Le SRADDET a été approuvé par le Conseil Régional en Décembre 2019 et est opposable aux documents de planification depuis son approbation par le Préfet de Région par arrêté du 10 Avril 2020. Ce document fixe des objectifs à horizon 2030, notamment en matière de biodiversité, à l'échelle régionale. Le SRADDET a pour objectif la préservation et la restauration des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques, pour assurer une meilleure connectivité des milieux.

Il est en cours de modification pour intégrer, notamment, les objectifs de la loi dite Climat et Résilience d'août 2021.

Il se compose :

- Un rapport constitué par :
 - Une synthèse de l'état des lieux
 - Les enjeux
 - Une ambition
 - Les objectifs stratégiques, prescriptifs, illustrés d'une carte synthétique indicative
- Un fascicule regroupant :
 - Les règles générales prescriptives
 - Les modalités de suivi et d'évaluation du SRADDET
- Des annexes sans caractère de prescriptivité.

Les SCoT, PLUi, PLU doivent prendre en compte les objectifs du SRADDET et être compatibles avec les règles générales du fascicule.

Les règles suivantes s'appliquent sur la commune de Bellegarde-en-Forez, en matière de biodiversité :

- Préserver les continuités écologiques en évitant leur urbanisation,
- Préserver les réservoirs de biodiversité : ils correspondent aux ZNIEFF,
- Préserver la trame bleue : l'ensemble des cours d'eau traversant le territoire sont repérés comme cours d'eau de la trame bleue, les zones humides,
- Préserver les milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité : les espaces agricoles et boisés qui couvrent l'essentiel de la commune sont des espaces perméables relais.

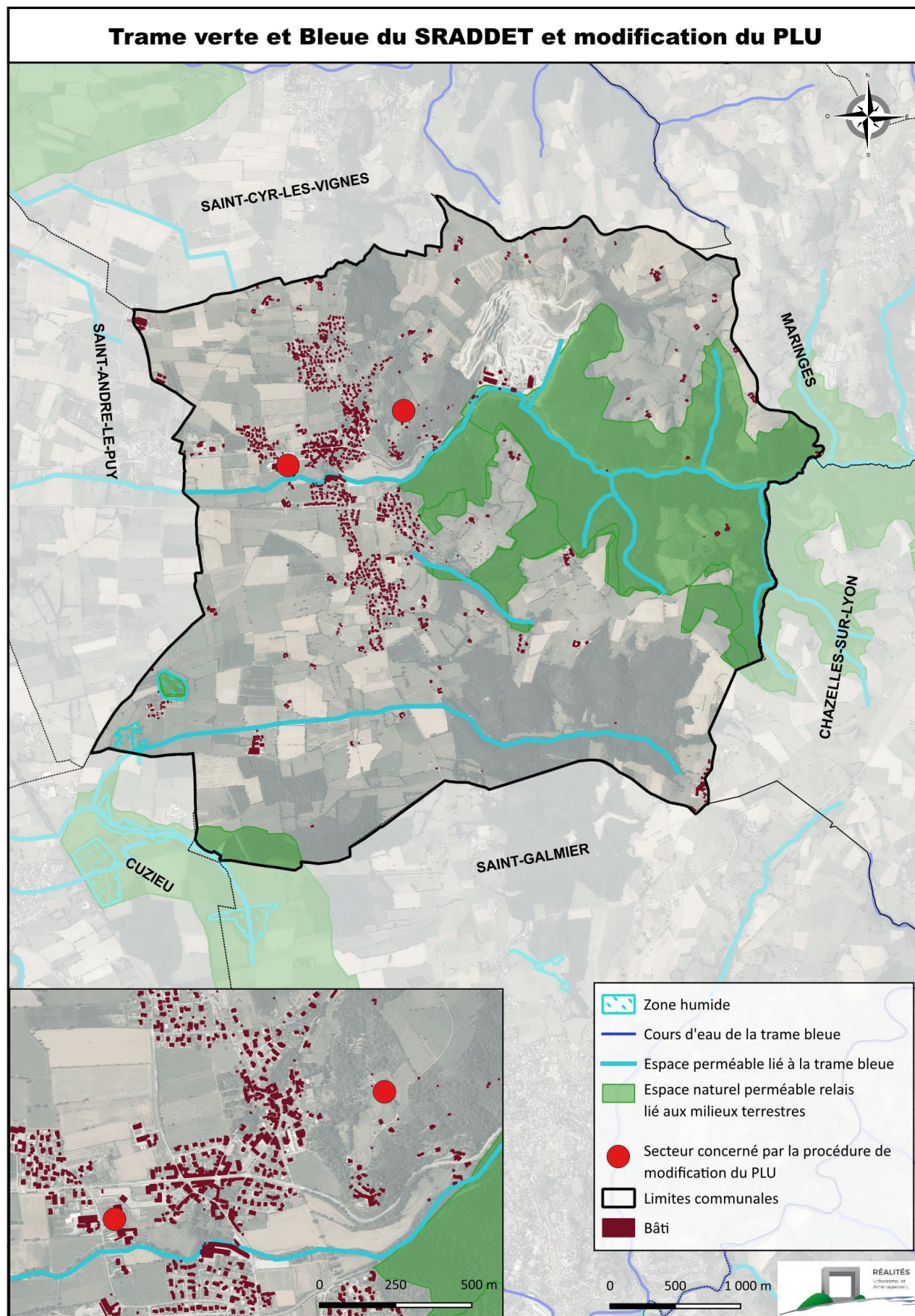
La procédure de modification du PLU repère deux nouveaux bâtiments pour permettre des changements de destination pour création de logements.

Les bâtiments ne font partie d'aucune trame de la TVB du SRADDET. Ils sont desservis et ne consomment pas d'espaces pour créer des logements.

Situés en zone agricole pour l'un et naturelle pour l'autre, l'évolution de ces bâtiments devra se réaliser selon les règles de chaque zone.

Incidence sur projet :

La procédure n'a pas d'impact sur les règles et les objectifs de préservation du SRADDET en matière de biodiversité et de préservation de la Trame Verte et Bleue.



ANALYSE DES INCIDENCES SUR L'AIR, L'ÉNERGIE ET LE CLIMAT

Bellegarde-en-Forez n'est pas compris dans un territoire concerné par « une feuille de route de la qualité de l'air ».

Dans le cadre d'un document d'urbanisme, les principaux polluants atmosphériques traités sont les oxydes d'azote (NOX), les particules fines en suspension (PM10 et PM2.5), l'ozone (O3), les composés organiques volatiles non méthaniques (COVNM) et l'ammoniac (NH3) ainsi que le dioxyde de soufre (SO2).

Grâce à des mesures de l'air à de nombreuses stations intégrées à différentes variables (émission de polluants, topographie, météorologie, chimie atmosphérique...), des modélisations déterministes (pas probabilistes) permettent d'estimer les différentes valeurs de pollution de l'air dans un territoire dépourvu de station de mesures (par exemple, données annuelles par commune). Ces analyses sont réalisées par Atmo Auvergne-Rhône-Alpes.

A Bellegarde-en-Forez, à l'échelle de la commune, en 2022, les valeurs limites de la directive européenne ne sont pas dépassées pour ces différents polluants.

Valeurs repères - Bellegarde-en-Forez

Année 2022 					
<p>Le tableau ci-dessous précise les valeurs minimales, maximales et moyennes relatives aux zones habitées de la commune afin d'être en lien avec les valeurs réglementaires des principaux polluants, définies pour la protection de la santé.</p> <p>Ces statistiques sont calculées à partir de la modélisation fine échelle. Les cartes associées sont consultables ici</p>					
Polluant	Paramètre	Valeur min	Valeur moyenne	Valeur max	Valeur réglementaire à respecter
Dioxyde d'azote (NO ₂)	Moyenne annuelle	8	9	30	valeur limite annuelle : 40 µg/m³
Ozone (O ₃)	Nb J > 120 µg/m³/8h (sur 3 ans)	11	12	13	valeur cible santé - 3 ans : 25 j
Particules fines (PM ₁₀)	Moyenne annuelle	13	14	17	valeur limite annuelle : 40 µg/m³
	Nb J > 50 µg/m³	0	0	0	valeur limite journalière : 35 j
Particules fines (PM _{2,5})	Moyenne annuelle	8	8	10	valeur limite annuelle : 25 µg/m³

Bellegarde-en-Forez est inclus dans le PCAET (Plan Climat Air Energie Territorial) réalisé à l'échelle intercommunale, par la Communauté de Communes de Forez-Est. Il constitue la déclinaison des accords de Paris sur le climat (COP21) à l'échelle du territoire.

Il regroupe les actions que la communauté de Commune mettra en œuvre pour atteindre les objectifs fixés à échéance 2050 :

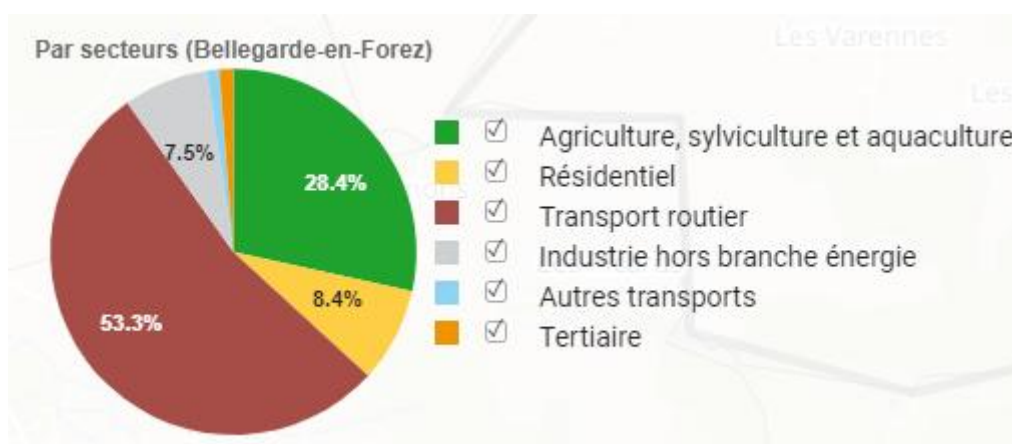
- Réduire et optimiser les consommations énergétiques
- Diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre
- Augmenter la part des énergies renouvelables
- Adapter le territoire et les infrastructures au changement climatique

Cette planification est découpée en périodes de 6 ans, dont la première a démarré en 2020, pour s'achever en 2025.

Le plan d'action est établi pour la période 2020 – 2025 (durée réglementaire du PCAET). Il intègre des actions portées selon les cas par un (ou plusieurs) service interne de la CCFE, ou par des partenaires. Ces actions peuvent être de nouvelles actions à mettre en place, ou des actions déjà en place qu'il convient de valoriser ou de prolonger.

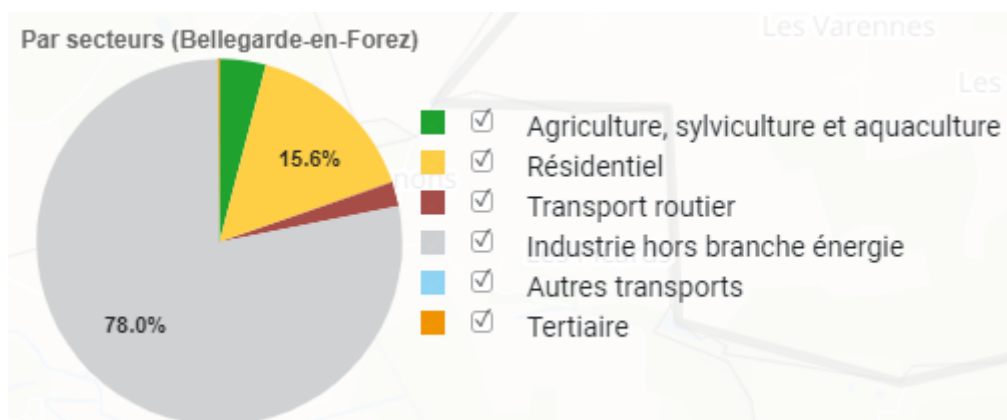
Le plan d'action est découpé en 12 enjeux :

- S'engager politiquement dans la transition écologique
- Être pilote de la transition énergétique et écologique
- Collectivités exemplaires
- Protéger, gérer et optimiser l'utilisation de la ressource en eau
- Réduire la production de déchets et optimiser leur collecte et traitement
- Préserver et développer la biodiversité et les habitats naturels
- Développer la production locale d'EnR
- Rendre les entreprises actrices de la transition écologique
- Réduire l'impact environnemental de l'alimentation
- Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments
- Optimiser, diversifier et favoriser les modes de déplacements alternatifs au véhicule thermique individuel
- Utiliser le numérique et les nouvelles technologies au bénéfice de la transition énergétique



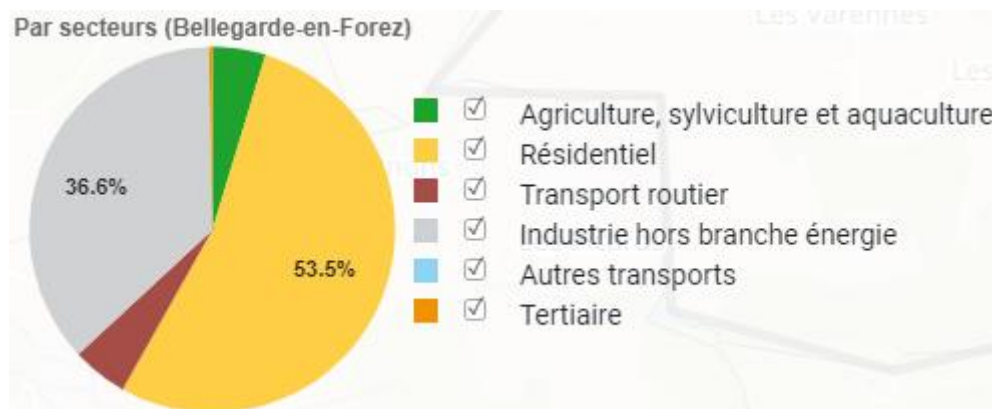
Émissions de Nox

Les émissions de Nox (différents oxydes d'azote) à Bellegarde-en-Forez, en 2022 représentent environ 20 tonnes. C'est le transport routier qui est responsable, à lui seul, de plus de la moitié des émissions (53,3% pour 11 tonnes). L'agriculture est la deuxième source d'émission (28,4% pour 5,8 tonnes).



Émissions PM 10

Les émissions de PM10 représentent, sur la commune, 42 tonnes dont les trois quarts (78% pour 33 tonnes) sont issues de l'industrie. La présence de la carrière a une forte influence.

*Émissions PM 2.5*

Les émissions de PM2.5 représentent 12 tonnes et proviennent en majorité du secteur résidentiel (6,5 tonnes).

Incidence sur projet :

La procédure de modification du PLU ne génère pas d'incidence notable sur la qualité de l'air, l'énergie et le climat. La localisation du secteur, en centre-bourg permet de limiter l'usage de la voiture pour le quotidien. La réutilisation d'un secteur déjà aménagé, imperméabilisé permet de limiter fortement l'impact du projet sur la biodiversité et les habitats naturels.

ANALYSE DES INCIDENCES SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE BÂTI

L'Observatoire régional des paysages de Rhône-Alpes classe le territoire de Bellegarde-en-Forez dans la famille des paysages agraires.

Plus précisément, la commune appartient des unités paysagères multiples : Sud de la plaine du Forez, Vallons de l'Ouest du Tararais, Vallée de la Brévenne et de l'Anzieux et Bassin de la Coise.

La commune est à la croisée des paysages entre les Monts du Lyonnais à l'Est et la plaine de la Loire et du forez à l'Ouest. La RD 10 marque la limite entre ces paysages.

Sur la partie Est de la commune, l'entité **Sud de la plaine du Forez** se déploie dans le lit majeur de la Loire. Les motifs s'y répètent : de vastes prairies humides pâturées et entrecoupées de haies, des champs ouverts cultivés et grands bois, le tout délimité par des fossés soulignés de quelques chênes ou saules autrefois émondés, sur une étendue plane parsemée de fermes isolées et de pavillons. En revanche, ses abords de la plaine sont franchement délimités, très rationalisés, ils se montrent plus variés et plus dynamiques. Sur le flanc Est, le relief change avec le coteau, prémisses des Monts du Lyonnais boisé et convoité par le développement pavillonnaire. Sur le flanc Ouest au contraire, les paysages des axes routiers rectilignes et très passants, uniformément cloisonnés par les constructions, laissent rarement percevoir les arrière-plans. Si l'identité « Forez » se fait ici moins sentir que sur d'autres territoires, son caractère agricole est bien réel ; des terres riches et humides, propices à l'élevage bovin. Montrond-les-Bains, la ville principale de la plaine, est connue pour ses thermes, son casino et son imposant château médiéval.

Les **Vallons de l'Ouest du Tararais** se terminent au Nord-Ouest de la commune. C'est un paysage de successions de monts et de vallons aux pentes plus ou moins accentuées, couverts de vert tendre des prairies. Des ruisseaux serpentent calmement les bords, suivis d'arbres de hauts jets. Sur les hauts d'une pente, la silhouette d'un village apparaît au détour de la route, avec la tour carrée de son église. De gros bâtiments de fermes, en granit rose ou pisé, parsèment, et jalonnent très régulièrement le panorama, en cime, ou mi-pente.

La **Vallée de la Brévenne et de l'Anzieux** aussi se termine sur la commune. C'est un paysage tout en longueur au cœur des Monts du Lyonnais. À cheval sur les départements du Rhône et de la Loire, il s'étire parallèlement à la Route Nationale 89 qui relie l'Arbresle et Montrond-les-Bains. Les visions sont conditionnées par cet axe longitudinal, attirées par les crêtes et les abords boisés des collines environnantes qui ferment les horizons. Largement occupée par les activités agricoles, la vallée de la Brévenne double son identité de campagne verdoyante par des images de l'exploitation minière passée et de l'activité industrielle présente. Les bourgs sont plutôt resserrés et les fermes isolées s'avèrent peu nombreuses. La ferme est composée de trois corps de bâtiments disposés en fer à cheval autour d'une cour fermée : la maison d'habitation, les bâtiments d'exploitation, un hangar. C'est la traditionnelle ferme en U des Monts du Lyonnais. Dans cette ambiance tranquille et travailleuse rompue par l'agitation des abords de la RN 89, la pression urbaine commence néanmoins à se faire sentir, bien que restant limitée en raison du relief chahuté et d'une moindre accessibilité.

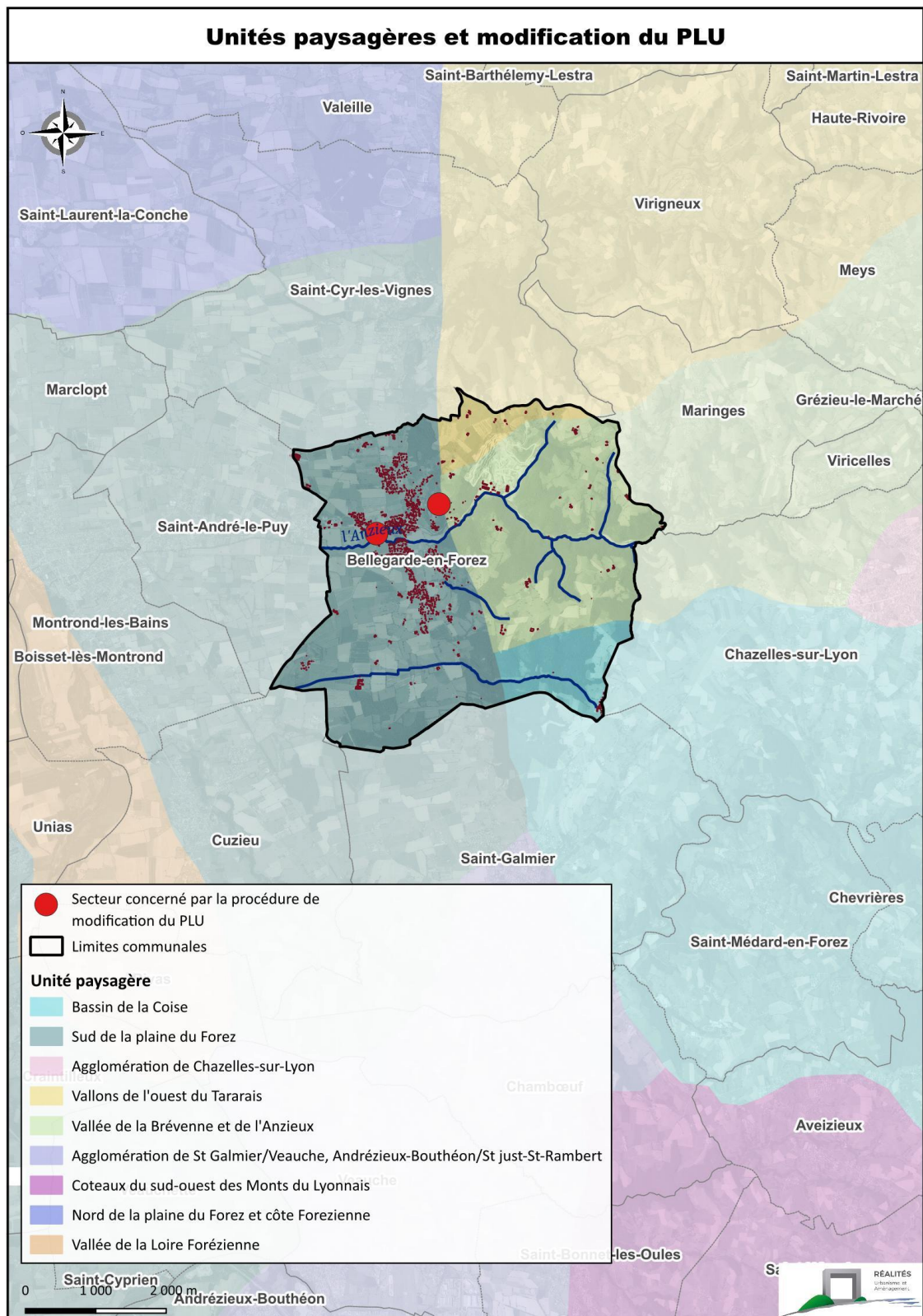
Au Sud-Est du territoire communal, le paysage du **Bassin de la Coise** débute au Sud-Est de Bellegarde-en-Forez. Il se situe à mi-distance des agglomérations lyonnaises et stéphanoises, et constitue la partie Sud des Monts du Lyonnais. Très habité, sillonné de routes sinueuses, le bassin de la Coise se parcourt par monts et par vaux ! La Coise et ses affluents les rivières, que l'on devine derrière les rangées d'arbres qui les bordent, sont toutes aussi tortueuses et se fondent dans un bocage de haies lâches. Prisé par les randonneurs, le bassin de la Coise il fait également partie de l'itinéraire des chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle, ce qui lui vaut une certaine réputation. La tonalité rurale, largement affirmée, est un facteur d'attractivité pour des populations à la recherche d'une vie verte. D'autant que les villages, logés sur les hauteurs, offrent des vues panoramiques prisées. Les vues peuvent d'ailleurs porter jusqu'aux villes et sur les Monts du Beaujolais et sur le Pilat, plus proche. Il n'en faut pas plus pour favoriser un important développement résidentiel, avec les conséquences toujours perturbantes d'une urbanisation diffuse, aux traits de banalité architecturale.

Incidence sur projet :

La modification du PLU permet d'ouvrir à l'urbanisation un secteur situé dans la plaine du Forez. Le secteur n'est pas constitué de prairies ou de prairies humides. La modification aura un impact limité sur le paysage et l'OAP doit permettre de prendre en compte ces enjeux (hauteur des constructions, intégration paysagère...). Le premier changement de destination est situé en continuité de ce secteur.

Le second changement de destination identifié est situé au croisement des unités paysagère de la Plaine du Forez et de la Vallée de la Brévenne et de l'Anzieux. Cette identification permettra la préservation d'un patrimoine bâti existant en lui permettant d'évoluer. Ces bâtiments se situant en zone agricole, ils sont soumis au règlement qui, intègre la doctrine départementale en matière de constructions existantes en zone agricole et naturelle.

La procédure de modification n'a pas d'incidence notable sur le paysage et le patrimoine bâti.



ANALYSE DES INCIDENCES SUR LES RISQUES ET NUISANCES

Plusieurs types de risques sont identifiés à Bellegarde-en-Forez :

- Inondation ;
- Séisme ;
- Mouvement de terrain ;
- Risque radon ;
- Transport de Matière Dangereuse (TMD) par canalisation.

Les arrêtés de catastrophes naturelles :

Libellé	Début le	Publication au journal officiel
Sécheresse	31/03/2022	25/09/2023
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	31/12/2020	29/12/2022
Sécheresse	01/04/2020	14/01/2022
Inondations et/ou Coulées de Boue	06/06/2015	26/07/2015
Inondations et/ou Coulées de Boue	02/11/2008	31/12/2008
Inondations et/ou Coulées de Boue	20/07/2003	20/12/2003
Inondations et/ou Coulées de Boue	10/06/2000	23/03/2001
Glissement de Terrain	01/05/1983	24/06/1983
Poids de la Neige	26/11/1982	22/12/1982
Inondations et/ou Coulées de Boue	06/11/1982	19/11/1982

La commune dispose d'un DICRIM réalisé en 2009.

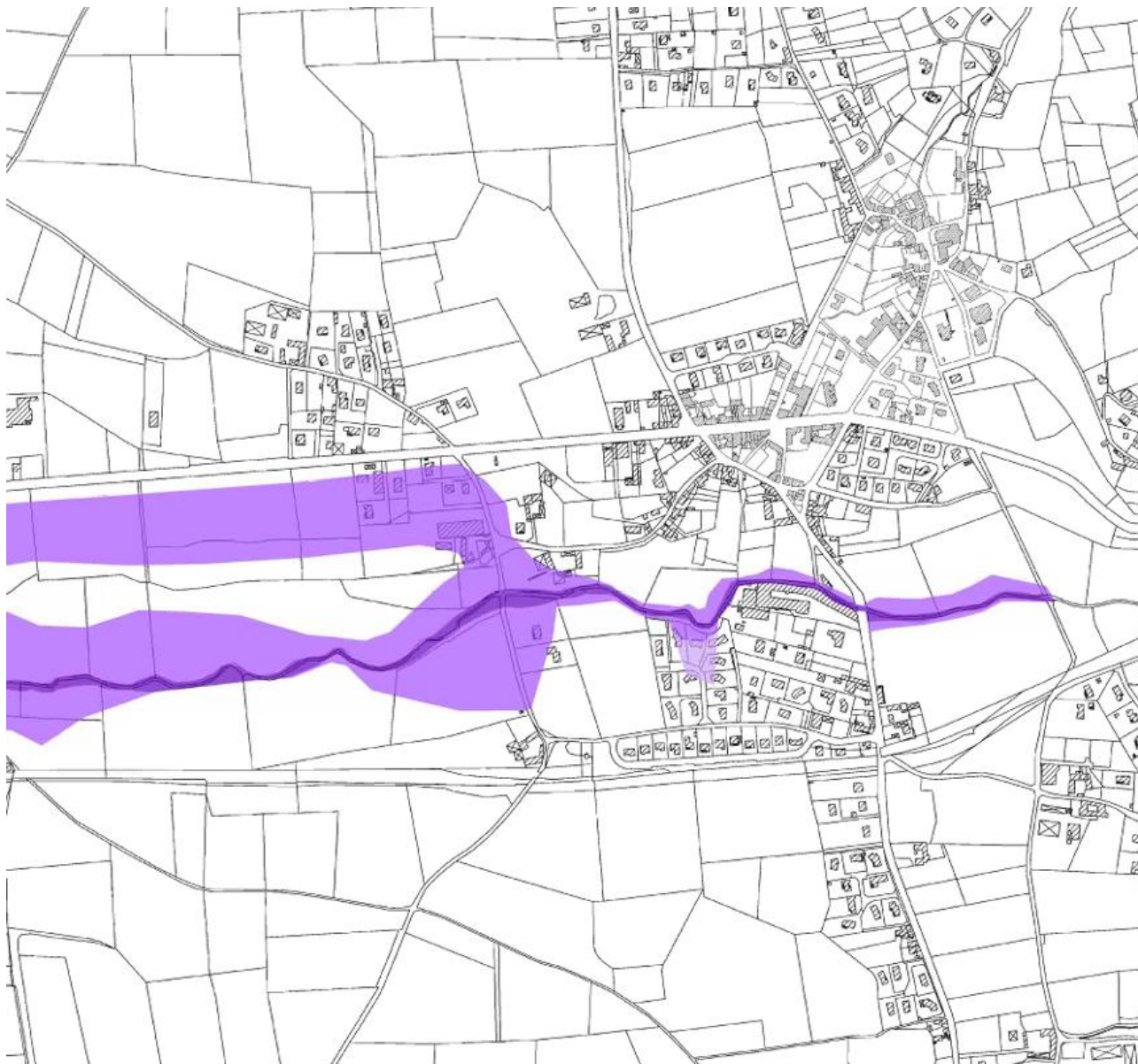
1. LE RISQUE INONDATION

La commune est concernée par le risque inondation de la rivière l'Anzieux. La rivière, qui prend sa source dans les Monts du Lyonnais, à Grézieu-le-Marché, peut entrer en crue. Ce risque est pris en compte par la prescription d'un Plan de Prévention des Risques Naturel Prévisibles de la rivière Anzieux le 24 septembre 2004. Les communes concernées sont Bellegarde-en-Forez, Saint-André-le-Puy et Montrond-les-Bains.

Un porter à connaissance de 2019 avait été pris en compte dans le PLU approuvé, rendant obligatoire la consultation de l'État pour tout projet en zone concernée par l'étude hydraulique. Cette étude a été reprise dans le zonage du PLU avec de la zone indiquée i.



Étude hydraulique



Le secteur ouvert à l'urbanisation est concerné par le risque mais d'ores et déjà pris en compte par le zonage actuel. La modification permettant de faire évoluer l'OAP, le risque est aussi identifié avec une interdiction stricte de construire puisque le secteur concerné est identifié en espaces verts.

L'indice i est maintenu sur la zone 1AUa.

Lorsque le PPRI sera approuvé, il sera annexé au PLU et constituera une servitude d'utilité publique.

Incidence sur projet :

La procédure de modification permet de prendre en compte le risque inondation identifié par l'étude hydraulique de 2009. L'approbation d'un futur PPRI ne remettra pas en cause le projet puisque le risque est d'ores et déjà identifié.

La procédure de modification n'a pas d'incidence notable sur le risque inondation.

2. LE RISQUE SÉISME

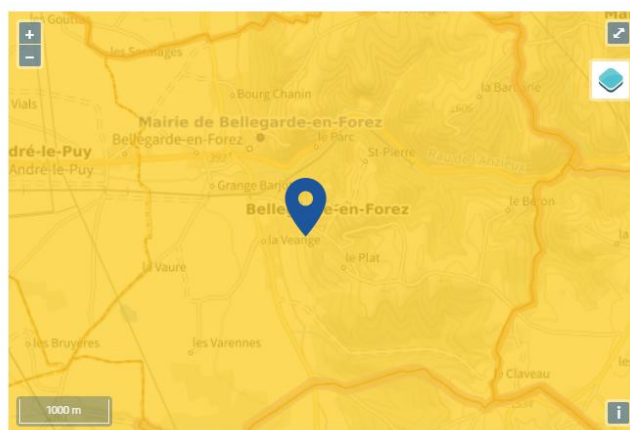
L'ensemble de la commune est concerné.

La commune, comme la majeure partie du département de la Loire, est classée en aléa faible.

Incidence sur projet :

La procédure de modification n'a pas d'impact sur la prise en compte du risque sismique dans le PLU.

Carte de l'aléa sismique en France



3. LE RISQUE MOUVEMENT DE TERRAIN

Bellegarde-en-Forez a fait l'objet d'un arrêté de catastrophe naturelle pour glissement de terrain en 1983. Ce glissement de terrain n'est pas localisé sur la commune.

Vu la topographie, il semble peu probable que le glissement de terrain se soit déroulé à proximité de la zone ouverte à l'urbanisation.

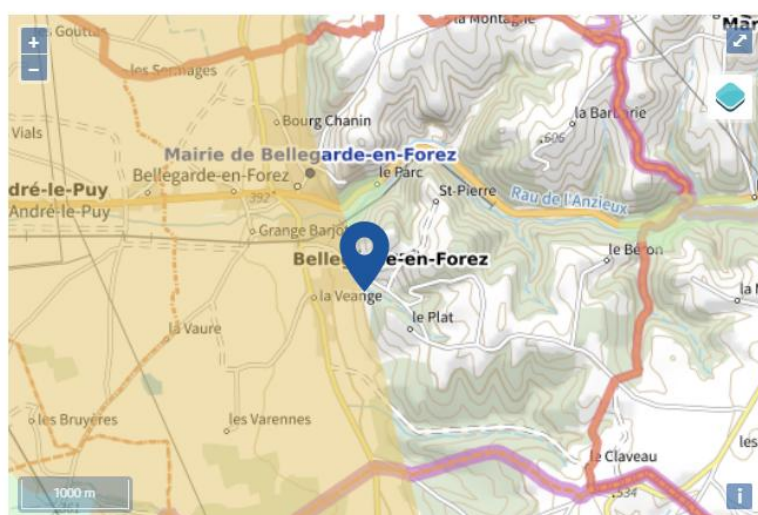
4. L'ALÉA RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES

La commune est concernée par une exposition faible à l'aléa retrait-gonflement des argiles sur la moitié Est de son territoire. La partie Ouest est concernée par un aléa modéré.

Le changement de destination identifié à l'Ouest est concerné par l'aléa faible.

La zone ouverte à l'urbanisation ainsi que le changement de destination en continuité sont concernés par l'aléa modéré. Des études de sols seront donc réalisées pour l'aménagement de la zone. Elles détermineront des prescriptions pour les nouvelles constructions, afin de réduire les taux de sinistralité sur les constructions neuves.

Carte de l'exposition au retrait-gonflement des argiles en France



Incidence sur projet :

La procédure de modification prend en compte cet aléa afin d'avoir la meilleure gestion possible.

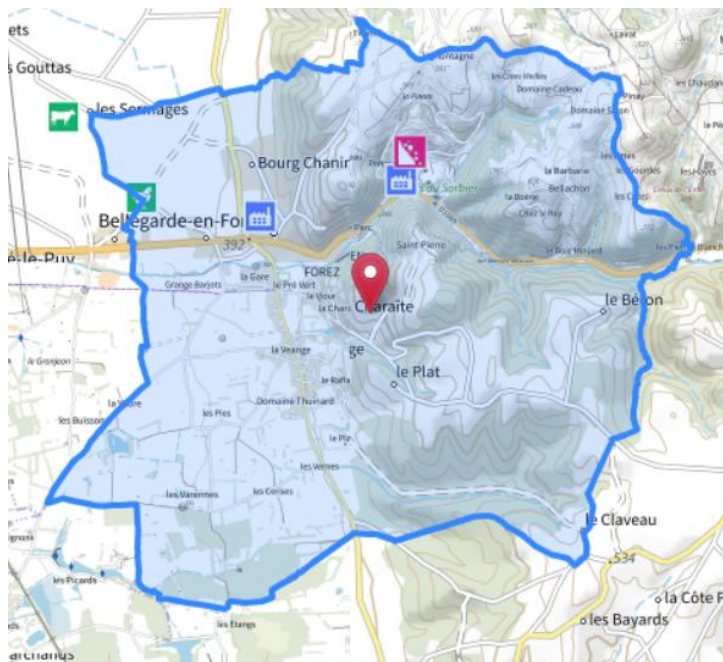
La procédure de modification n'a pas d'incidence notable sur l'aléa retrait gonflement des argiles.

7. LES INSTALLATIONS CLASSÉES PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Sept établissements visés par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dont une carrière, sont implantés sur le territoire communal.

Une installation de méthanisation est aussi implantée en limite de Saint-André-le-Puy.

Il n'y a pas d'installation classée à proximité de la zone ouverte à l'urbanisation. Les installations identifiées dans le bourg



Plusieurs établissements sont liés à la carrière de Bellegarde-en-Forez.

Nom de l'établissement	Adresse	Commune	Régime en vigueur	Statut SEVESO	Date dernière inspection
CARIE JEAN JACQUES	Les 2 Grandes Haies	42210 Bellegarde-en-Forez	Enregistrement	Non Seveso	
CARRIE JEAN JACQUES	LES GRANDES HAIES	42210 BELLEGARDE EN FOREZ	Autres régimes		
CARRIERES DE LA LOIRE DELAGE SA	Ruffy	42210 Bellegarde-en-Forez	Autorisation	Non Seveso	10/08/2023
FERRIER	Rue du Stade lieu dit La Chapellerie	42210 BELLEGARDE EN FOREZ	Autorisation	Non Seveso	
[NC] centre auto plaine-bellegarde	92 rue de l'anzieux	42210 BELLEGARDE EN FOREZ	Autres régimes		
SAS METHASERMAGES	1230 chemin des Sermages	42210 Bellegarde-en-Forez	Enregistrement	Non Seveso	03/12/2019
SEF (SOCIETE DES ENROBES DU FOREZ)	Lieu-dit Ruffy	42210 BELLEGARDE EN FOREZ	Enregistrement	Non Seveso	

Incidence sur projet :

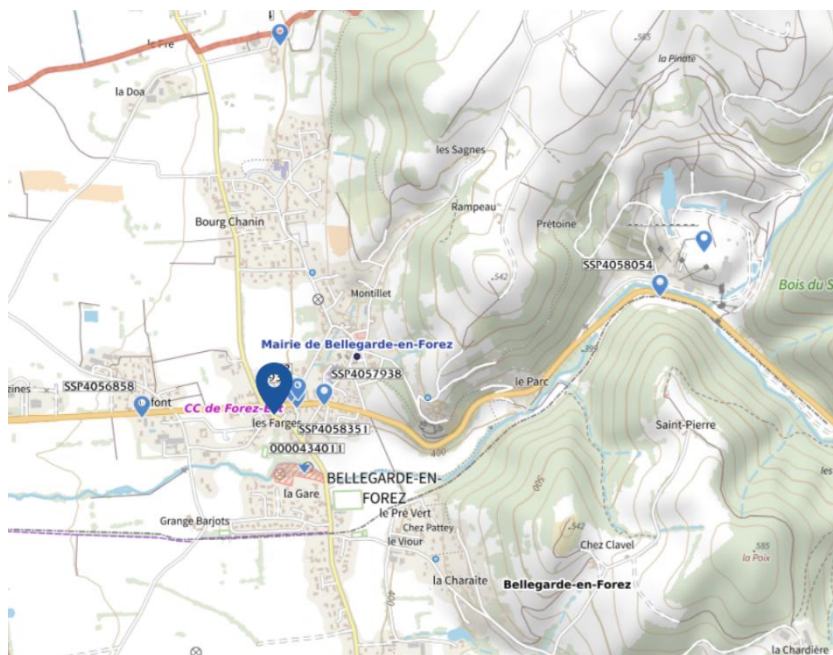
La procédure de modification n'est pas impactée par les sites ICPE recensés sur la commune.

8. POLLUTION DES SOLS

Six anciens sites industriels ou activités de services sont recensés sur la commune.

Ils sont localisés sur la carte et listés dans le tableau ci-dessous.

Aucun site n'est situé à proximité immédiate du secteur ouvert à l'urbanisation.



Identifiant	Nom établissement	État	Activité principale
SSP000043401	Chapellerie FERRIER	En cours	
SSP4056858	Station-service et Garage ; anciennes station-service	Indéterminé	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
SSP4057936	Station-service	En arrêt	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
SSP4057938	Atelier de mécanique avec desserte de carburant	Indéterminé	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
SSP4057939	Desserte de carburant au sein d'une usine	En arrêt	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
SSP4058351	Desserte de carburant	Indéterminé	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
SSP4058352	Desserte de carburant dans un magasin de quincaillerie et cycles	Indéterminé	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)

Incidence sur projet :

La procédure de modification n'est pas impactée par les sites et anciens sites potentiellement pollués recensés sur la commune.

ANALYSE DES INCIDENCES SUR LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES OU FORESTIERS

1. LES TERRAINS AGRICOLES

Les terrains agricoles déclarés à la PAC 2020 représentent 986 hectares, soit 52 % de la surface communale. En 2027, la PAC indique que 14 sièges d'exploitations agricoles se situent à Bellegarde-en-Forez.

La procédure de modification permet l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU, située dans le tissu urbain de la commune. Cette ouverture ne consomme pas d'espace agricole. C'est une friche dont l'aménagement va permettre de limiter les extensions urbaines.

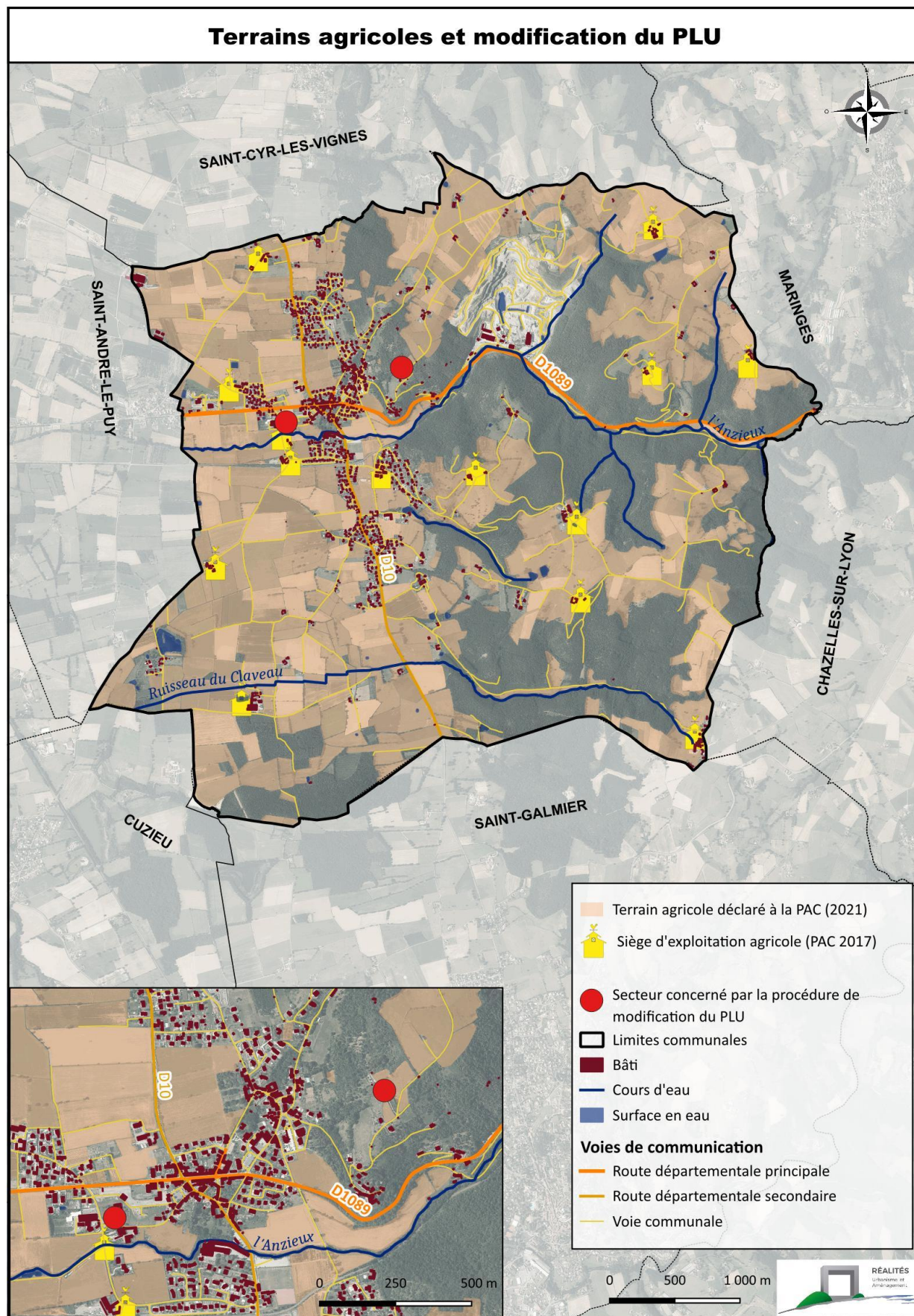


Localisation de la nouvelle zone 1AUa par rapport aux terrains à la PAC.

La procédure permet aussi de repérer deux anciens bâtiments agricoles pour permettre leur changement de destination.



Ce repérage d'anciens bâtiments agricoles n'ayant plus cette vocation permettra leur évolution et leur valorisation car ils présentent une architecture traditionnelle. Ils ne sont pas situés dans des parcelles déclarées à la PAC.

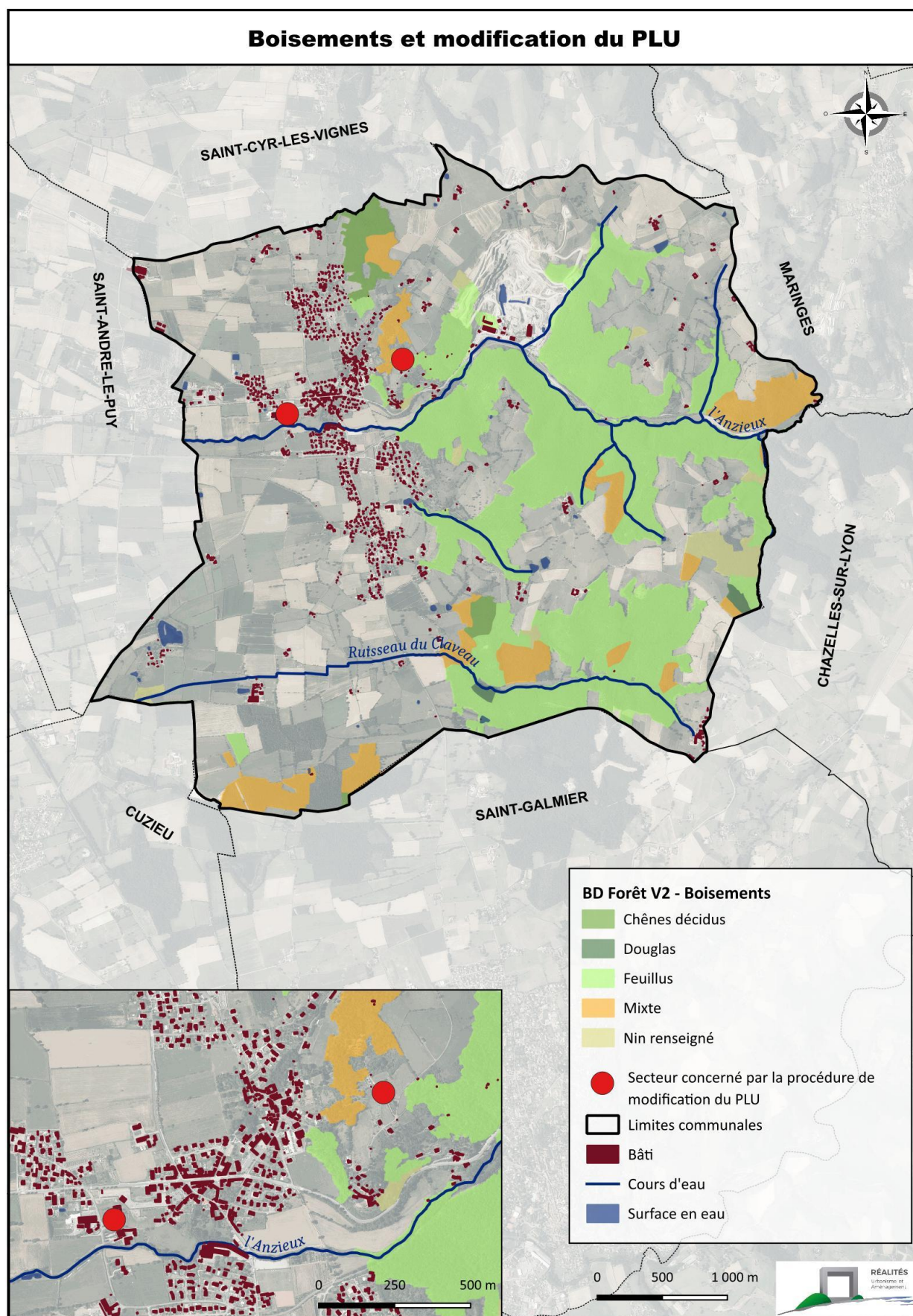


Incidence sur projet :

La procédure de modification n'impacte pas les terrains agricoles. L'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUa se fait sans consommation de terrains agricoles ce qui est très favorable puisqu'elle va permettre la construction de logement sans empiéter sur les terres agricoles.

2. LES ESPACES NATURELS

D'après la carte forestière (v2 – IGN), les boisements occupent 542 hectares, soit 28% du territoire communal. Les secteurs boisés, naturels, ne sont pas concernés par la procédure de modification du PLU.



D'après les données de la PAC et de la carte forestière, 80% des terrains de la commune sont occupés par de l'activité agricole ou des boisements.

Le zonage du PLU compte 95,52 % (*source : rapport de présentation du PLU*) de zones naturelles ou agricoles, il protège donc ces espaces. La modification du PLU ne modifie pas les zones agricoles ou naturelles du PLU.

Incidence sur projet :

La présente procédure n'engendre aucune consommation d'espace naturel ou agricole.

Elle permet même de limiter les extensions urbaines en prévoyant des logements dans une zone que l'on peut qualifier de friche urbaine.

Le projet, situé dans un secteur de renouvellement urbain est favorable puisqu'il ne consomme pas d'espace naturel. L'évolution permet d'ouvrir à l'urbanisation 0,8 ha de zone 2AUa en zone 1AUa et transforme, pour être cohérent, 0,1 ha de zone 2AUai en zone 1AUai (qui reste inconstructible).

EAU POTABLE

La commune de Bellegarde-en-Forez adhère au Syndicat Intercommunal du Val d'Anzieux et de Plancieux en Eau Potable Assainissement (SIVAP) depuis 1988. Le syndicat gère la compétence eau potable sur 7 communes (Bellegarde en Forez, Cuzieu, Marclopt, Montrond les Bains, Rivas, Saint André le Puy, Saint Laurent la Conche) il regroupe environ 12 000 habitants. La compétence exercée concerne la production, le traitement et la distribution de l'eau.

La société SAUR France s'occupe du fonctionnement des ouvrages, de leur entretien et de la permanence du service via un contrat de fermage, via un contrat de délégation de service public en date du 1^{er} janvier 2014.

Le Syndicat dispose de 3 puits, exploités depuis 1967 qui fournissent environ 500 000 m³ d'eau par an. Ces puits sont tous localisés sur la commune de Saint-André-le-Puy, pour cette raison, Bellegarde-en-Forez est concernée par les périmètres de protection des puits de captages (éloigné 1 et éloigné 2).

Le SIVAP a investi dans plusieurs domaines depuis une dizaine d'années :

- Interconnexion avec le syndicat de Chazelles Viricelles et Monts du Lyonnais,
- Prospection et exploitation de la nappe profonde (forages de la Véange, Grangeon),
- Réactualisation et renforcement des périmètres de protection de la nappe souterraine de façon à éviter l'enrichissement de ses eaux en nitrate d'origine agricole.

Cette politique de protection de l'eau face aux nitrates est efficace, les analyses montrent une eau de bonne qualité sur cet objet. Concernant les pesticides et métabolites pertinents, l'eau est considérée comme de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitation de consommation.

Les analyses bactériologiques montrent une eau de bonne qualité.

QUELLE EAU BUVEZ-VOUS ?








ZONE DE DISTRIBUTION : SI VAL D'ANZIEUX

Conclusion sanitaire	Indicateur global de qualité
2022 L'eau distribuée présente des concentrations en pesticides élevées, mais inférieures aux valeurs définies pour limiter les usages. Des actions destinées à améliorer sa qualité sont en cours (ou sont à mener). Cette eau est de bonne qualité pour les autres paramètres. Elle peut être consommée par tous. La présence d'ESA Metolachlore, produit de dégradation de pesticides (métabolite), conduit à noter la qualité de l'eau distribuée avec un indicateur global de qualité dégradé en 2022.	C <ul style="list-style-type: none"> A : Eau de bonne qualité B : Eau sans risque pour la santé ayant fait l'objet de non conformités limitées C : Eau de qualité insuffisante ayant pu faire l'objet de limitations de consommation D : Eau de mauvaise qualité ayant pu faire l'objet d'interdiction de consommation

Les éléments présentés dans ce document de synthèse sont issus des résultats d'analyses des 38 derniers prélèvements réalisés sur ce réseau, ayant porté sur 289 substances différentes.

Origine et gestion de l'eau	
Votre réseau est alimenté par plus de 3 captages. L'eau qui l'alimente est d'origine mixte	
Elle fait l'objet d'un traitement.	
Votre réseau alimente 12215 personnes de façon permanente. Son exploitation est assurée par : « SAUR ».	
Pour plus de renseignements, veuillez contacter le responsable des installations : « SIVAP D'ANZIEUX ET PLANCIEUX »	

Quelques conseils	
	Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire.
	Pour les usages courants, l'eau du robinet ne nécessite pas de traitement complémentaire. Si vous possédez un système de traitement de l'eau, entretenez-le régulièrement.
	Si vous utilisez l'eau d'un puits ou d'un récupérateur d'eau de pluie, toute communication avec l'eau du réseau public est interdite.
	En période de sécheresse, limitez autant que possible votre utilisation d'eau du robinet.

Pour aller plus loin	
	Retrouver les résultats des analyses de l'eau de votre commune sur le site Internet : www.eaupotable.sante.gouv.fr

PARAMÈTRES D'INTÉRÊT POUR LA POTABILITÉ DE L'EAU		
BACTÉRIOLOGIE	A	Très bonne qualité
Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.	Nombre de prélèvements : 25 Conformité : 100 % Valeur maxi : 0 n/100 ml	
NITRATES	A	Bonne qualité
Eléments provenant des pratiques agricoles, des rejets domestiques et industriels. Le maximum réglementaire est 50 mg/L.	Nombre de prélèvements : 32 Valeur moyenne : 33,6 mg/L Valeur maxi : 42 mg/L	
PESTICIDES ET MÉTABOLITES PERTINENTS	C	Dépassements réguliers de la limite réglementaire
Le terme "pesticides" regroupe plusieurs centaines de substances différentes. Le maximum réglementaire est 0,5 microgramme/L pour le total des pesticides analysés et 0,1 microgramme/L pour chaque substance. En-deçà de la valeur sanitaire propre à chaque pesticide, l'eau peut être consommée sans risque pour la santé.	Nombre de prélèvements : 18 Nombre de mesures : 2,625 Conformité : 61 % Valeur maxi : 0,156 microgramme/L (esa metolachlore) Substance(s) non conforme(s) : esa metolachlore	
INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES		
DURETÉ	Eau dure	
Concentration en calcium et magnésium dans l'eau exprimée en degré français. Il n'y a pas de valeur de seuil réglementaire.	Nombre de prélèvements : 5 Valeur moyenne : 22,1 °f Valeur maxi : 23,4 °f	
ALUMINIUM	Très bonne qualité	
Élément d'origine naturelle ou pouvant provenir du procédé de traitement de l'eau. La valeur maximale réglementaire est de 200 microgramme/L.	Nombre de prélèvements : 2 Valeur moyenne : 0 microgramme/L Valeur maxi : 0 microgramme/L	
FER	Présence inférieure à la référence de qualité	
Élément pouvant générer une coloration de l'eau. Le fer n'a pas d'incidence sur la santé, mais peut constituer un gêne pour certains usages. Le maximum réglementaire est 200 microgramme/L.	Nombre de prélèvements : 22 Valeur moyenne : 23,4 microgramme/L Valeur maxi : 117 microgramme/L	

Édité le 26/04/2023

L'indicateur global de qualité prend en compte les 30 paramètres / familles de paramètres faisant l'objet d'une limite de qualité. Il est égal à l'indicateur de qualité du paramètre le plus déclassant. Les résultats du contrôle des paramètres de qualité liés aux réseaux intérieurs des habitations ne sont pas pris en compte, dans la mesure où ils ne sont pas représentatifs de la qualité de l'eau distribuée sur la zone concernée.

ARS Auvergne-Rhône-Alpes - Délégation départementale de la Loire - 4 rue des Trois Meules - BP 219 - 42013 Saint Etienne cedex 2
Courriel : ars-dt42-environnement-sante@ars.sante.fr

Incidence sur projet :

La procédure de modification permet l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU ce qui va engendrer une consommation d'eau potable. Cette consommation, au vu de la capacité en eau potable du syndicat, n'entraîne pas une hausse notable.

La modification n'a pas d'incidence notable défavorable sur l'eau potable.

GESTION DES EAUX PLUVIALES

Le règlement du PLU limite les rejets d'eaux pluviales dans le réseau et demande la mise en place de système de rétention notamment pour les zones urbaines et la zone 1AUa concernée par l'ouverture à l'urbanisation.

Extrait du règlement du PLU concernant les eaux pluviales en zone 1AUa où se situe la zone ouverte à l'urbanisation :

3. Assainissement des eaux pluviales et de ruissellement

Pour toute construction nouvelle ou extension, il est imposé la réalisation d'un dispositif de récupération* des eaux pluviales issues des toitures, en vue d'une réutilisation, d'un volume minimal de 0,2 m³ par tranche de 10 m² de toiture, dans la limite de 10 m³.

De plus, l'infiltration des eaux pluviales (eau de toiture, de drainage et de voirie) devra systématiquement être recherchée et privilégiée.

Dans le cas où l'infiltration est impossible, le rejet devra se réaliser prioritairement dans le milieu naturel (ruisseau, talweg, fossé), en l'absence ou en cas d'impossibilité dans le réseau séparatif pluvial.

Les débits de fuite dans les milieux naturels et les réseaux seront compris entre 1 et 5l/s/ha de surface aménagée, avec un minimum de 2l/s. Les volumes de rétention seront dimensionnés pour tous les événements pluvieux jusqu'à l'évènement d'occurrence 30 ans.

Il est recommandé de mettre en œuvre des mesures permettant de réduire les volumes d'eaux pluviales à traiter en réduisant les surfaces imperméabilisées et donc en employant des matériaux alternatifs (*pavés drainants, toitures enherbées,...*).

La procédure de modification du PLU ne modifie pas le règlement concernant la gestion des eaux pluviales. Elle permettra d'annexer le schéma de gestion des eaux pluviales réalisés postérieurement au PLU.

Incidence sur projet :

La procédure de modification du PLU prendra en compte le schéma de gestion des eaux pluviales et permettra de l'intégrer comme annexe du document.

La modification du PLU ne remettra pas en cause les règles de gestion des eaux pluviales du règlement.

ASSAINISSEMENT

Source : <https://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/pages/data/fiche-0442149S0003>

Bellegarde-en-Forez a délégué sa compétence au Syndicat Intercommunal du Val d'Anzieux Plancieux.

Depuis le 1er janvier 2021, le Syndicat exerce la compétence Assainissement Eaux Usées sur 4 Communes, correspondant à la collecte, au transfert et au traitement des eaux usées sur le site de la Station d'Épuration Intercommunale de Plancieux :

- Bellegarde en Forez
- Cuzieu
- Montrond les Bains
- Saint André le Puy

Des contrats de délégation de Service Public ont été confiés par le SIVAP à la société SAUR le 1er janvier 2014 jusqu'au 30 septembre 2027.

Données Clés 2022

Station de traitement des eaux usées de MONTROND LES BAINS - PLANCIEUX

Charge maximale en entrée	9 076 EH
Capacité nominale	16 500 EH
Débit arrivant à la station	
Valeur moyenne	2 099 m3/j
Percentile95	4 900 m3/j
Débit de référence retenu	4 900 m3/j
Production de boues	137 TMS/an

Résultats des conformités

Conformité équipement	oui
Conformité performance	oui
Zone globale de collecte conforme (temps sec) :	oui

Les eaux usées de la commune sont traitées au niveau de la Station d'Épuration Intercommunale de Plancieux dont les résultats de conformité sont valides en 2022.

La capacité nominale de la station d'épuration permet d'ajouter les logements créés dans le cadre de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUa.

Incidence sur projet :

La procédure de modification n'a donc pas d'incidence notable sur la gestion des eaux usées.

ABSENCE D'INCIDENCE NOTABLE SUR L'ENVIRONNEMENT

La modification n°1 du PLU de Bellegarde-en-Forez porte sur plusieurs évolutions du document.

La modification la plus importante est l'ouverture à l'urbanisation sur une surface limitée de la zone 2AUa. Cette ouverture à l'urbanisation se fait dans la continuité de l'aménagement de la zone 1AUa existante. Cette première phase (urbanisation de la zone 1AUa) a permis de travailler de manière globale sur le secteur (réflexion sur la desserte, sur les réseaux, sur le dimensionnement du bassin de rétention). L'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUa est la suite de cette réflexion globale qui va permettre de poursuivre la diversification de l'offre en matière de logements sur la commune. **Ainsi, cette ouverture à l'urbanisation dont la superficie est limitée à 0,9 ha n'engendre pas d'incidence notable sur l'environnement.**

La procédure de modification permet d'identifier deux changements de destination pour des anciens bâtiments agricoles. Le premier est situé à proximité immédiate du secteur ouvert à l'urbanisation, dans le bourg. Le second est situé à proximité du bourg mais en zone naturelle. **L'identification de deux changements de destination n'engendre pas d'incidence sur l'environnement.**

Enfin, la procédure permet de faire évoluer le règlement pour laisser la possibilité à un projet lié à la maison de retraite de voir le jour. Porté par Loire Habitat, il s'agit de réaliser des petits logements, en continuité de l'établissement existant, pour des personnes non dépendantes mais qui pourraient utiliser les services liés à la maison de retraite (repas, services médicaux...). **Ce projet n'engendre pas d'incidence sur l'environnement.**

Enfin, en parallèle de la procédure de modification, une mise à jour des annexes permettra l'intégration du zonage pluvial réalisé en 2020 et la mise à jour du zonage d'assainissement des eaux usées.

Cette pré-évaluation montre que les modifications apportées au PLU de Bellegarde-en-Forez n'engendrent pas d'incidence notable sur l'environnement. Ainsi, la procédure de modification du PLU peut se réaliser sans être soumise à évaluation environnementale.

CONCLUSION

Cette procédure de modification du PLU permet l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, prévue dans le cadre de la révision du PLU en 2016.

Les conditions sont réunies pour permettre l'ouverture à l'urbanisation de ce secteur qui ne consomme pas d'espaces agricoles, naturels ou forestiers.

La modification permet aussi à la commune d'identifier deux changements de destination et de faire évoluer le règlement à la marge pour un projet d'intérêt général.

Toutefois, ces adaptations ne portent pas atteinte à l'économie générale du PADD ni du PLU et ne comportent pas d'incidence notable sur l'environnement. Il n'y a pas d'atteinte aux milieux naturels ou à la biodiversité ni de graves risques de nuisances.

La procédure de modification du PLU n'induit pas de consommation d'espace naturel ou agricole.

La procédure de modification est en cohérence avec les objectifs du PADD :

- Maîtriser le développement de la commune
 - Diversifier l'offre de logements
 - Conserver les limites de l'enveloppe urbaine existante
 - Modérer la consommation d'espace

La procédure de modification permet d'ouvrir à l'urbanisation un secteur situé dans l'enveloppe urbaine, dans le bourg de la commune. Elle n'entraîne pas de consommation d'espace agricole, naturel ou forestier. Cette opération de renouvellement urbain est favorable aux objectifs de préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers.

Le projet permet de diversifier l'offre de logements puisque sont prévus des logements sociaux et des logements de petite taille.

- Renforcer le Bourg afin de conforter son rôle de centralité
 - Permettre un renouvellement urbain de secteurs stratégiques

La première phase de l'urbanisation de la zone (1AUa) a permis une réflexion globale sur la zone notamment en termes de desserte et de réseaux. C'est le secteur de renouvellement urbain de la commune qui a fait l'objet d'une réflexion importante et d'un phasage pour un accueil progressif de population.

- Permettre un développement économique répondant à des besoins locaux
 - Protéger l'agriculture, activité traditionnelle sur Bellegarde-en-Forez

L'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUa permet de limiter la consommation foncière en extension et sur des parcelles à vocation agricole. Sur la zone, les parcelles n'ont aucune vocation agricole et ne sont pas déclarées à la PAC.

Les pièces modifiées seront intégrées au PLU.